

LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIURE DE LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2019

AVANT-PROPOS

DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

« **J**'ai le plaisir de vous présenter cette édition 2019 du *Rapport annuel de la balance des paiements*. Comme tous les ans, vous y trouverez les statistiques décrivant l'ensemble des échanges économiques entre la France et ses partenaires mondiaux.

Cette photographie de notre économie en 2019, par définition, ne développe pas l'impact des mesures adoptées pour lutter contre les conséquences économiques de la pandémie du coronavirus (Covid-19) qui a depuis bouleversé la santé et l'économie du monde. Elle fournit toutefois un point de référence extrêmement précieux pour apprécier les évolutions qui seront observées en 2020.

L'année 2019 a été marquée par un accroissement de la valeur nette des biens, services et revenus entrants en France (transactions courantes, + 3 milliards d'euros) ainsi que par une hausse des entrées nettes de capitaux (transactions financières, + 5,5 milliards d'euros).

- Notre déficit commercial (biens et services) s'est légèrement creusé pour atteindre quelque 25 milliards d'euros. Sa composition géographique a évolué puisque les États-Unis sont devenus notre premier excédent commercial, devant le Royaume-Uni. En revanche, l'Allemagne est demeurée notre premier déficit, devant la Chine.

- Pour le compte financier, l'année a été marquée par un fort attrait des non-résidents pour les titres français, en particulier émis par les administrations publiques. Sur le front des investissements directs, alors que les montants d'investissements directs étrangers en France sont demeurés voisins des niveaux observés en 2018, soit une trentaine de milliards d'euros, une forte diminution des investissements français à l'étranger a été observée (35 milliards d'euros en 2019, contre 90 milliards en 2018).

Il résulte de ces évolutions, combinées aux variations de prix et de change, que notre position extérieure nette, autrement dit le patrimoine financier net de la nation, reste débitrice d'un peu plus de 550 milliards d'euros. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'élève à 23 %, soit très en deçà du seuil d'alerte retenu dans le cadre de la procédure européenne de déséquilibre macroéconomique de 35 %.

L'année 2020 sera caractérisée à l'évidence par des comptes extérieurs très différents, avec de moindres exportations – dont le tourisme – et importations. Mais ce rapport situe, en référence, les forces et les faiblesses de la France. Je vous en souhaite une bonne lecture. »

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

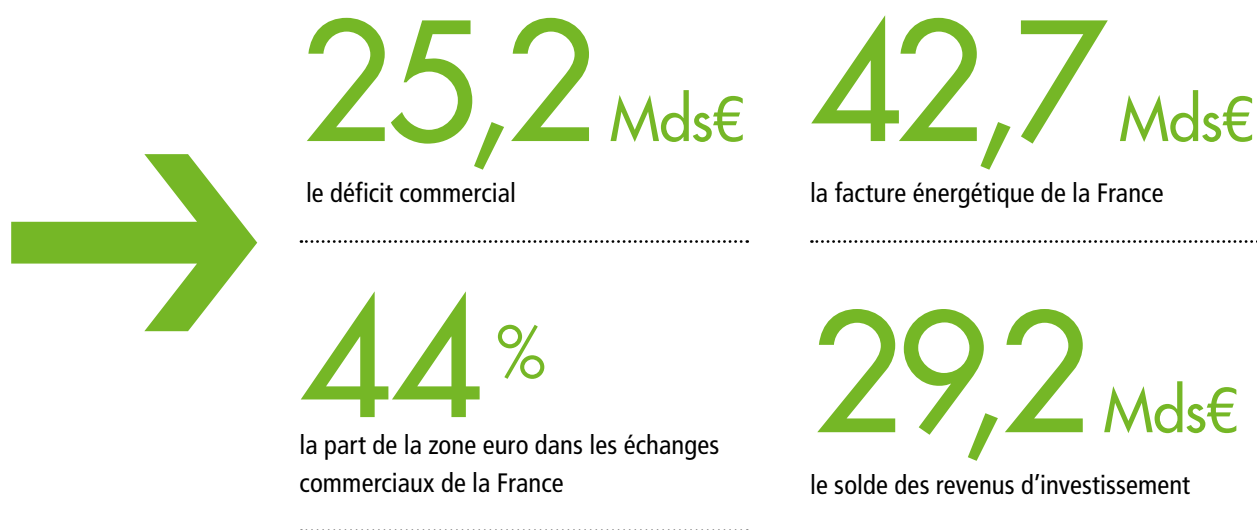
REPÈRES 2019

BALANCE DES PAIEMENTS DE LA FRANCE

Le déficit des transactions courantes...

16,2 Mds€

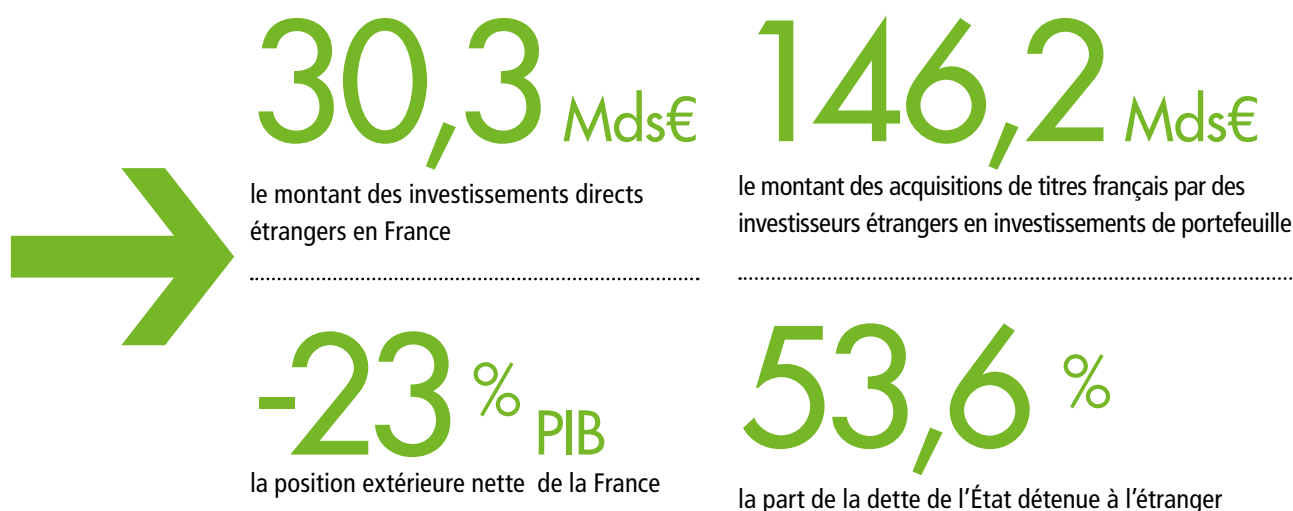
ce déficit intègre le solde des échanges commerciaux
et celui des revenus versés à et perçus de l'étranger



... financé par les entrées nettes de capitaux

28,8 Mds€

le solde du compte financier traduit des entrées nettes de capitaux, soit un accroissement des engagements financiers du pays plus important que l'acquisition d'actifs financiers étrangers



SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	8
1. Le déficit des transactions courantes augmente en 2019	9
2. Les financements auprès de l'étranger progressent	14
3. La position extérieure nette se dégrade	16
FICHES THÉMATIQUES	18
Fiche n° 1 Le retour des investisseurs en zone euro en 2019	18
Fiche n° 2 La France championne européenne des travailleurs frontaliers	22
Fiche n° 3 Les stocks d'investissements directs à fin 2019	24
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2018 ET 2019 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	26
ANNEXES	30
A1 Glossaire	30
A2 Définition des zones géographiques	36
A3 Balance des paiements – révisions des données 2017 et 2018	38
A4 Position extérieure – révisions des données 2017 et 2018	40

Des tableaux statistiques complémentaires sont disponibles sur le site internet de la Banque de France à l'adresse suivante :
<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-francedonnees-annuelles>

VUE D'ENSEMBLE

Chiffres 2019

› **16,2 Mds€**
Le déficit des transactions courantes

› **28,8 Mds€**
Les entrées nettes de capitaux

› **112 Mds€**
La dégradation de la position extérieure nette

Le déficit des transactions courantes s'élève à 16,2 milliards d'euros en 2019, soit 0,7 % du produit intérieur brut (PIB).

- Il augmente de 3,0 milliards d'euros par rapport à l'année précédente, notamment à cause de la baisse de l'excédent des services (- 3,2 milliards d'euros).

- Le déficit des biens se réduit cependant de 1,2 milliard d'euros.

Le compte financier se solde par des entrées nettes de capitaux de 28,8 milliards d'euros.

- Les investissements de portefeuille en particulier enregistrent des entrées nettes de 93,0 milliards d'euros, liées aux acquisitions étrangères de dette publique suite à la pause du programme d'achats d'actifs de l'Eurosystème.

La position extérieure se dégrade de 112 milliards d'euros, et s'établit à - 556,5 milliards d'euros.

- Les variations de prix et de taux d'intérêt contribuent à cette dégradation pour 75,2 milliards d'euros

- À - 23,0 % du PIB, la position extérieure nette de la France reste néanmoins nettement en deçà du seuil défini par la procédure européenne de déséquilibre macroéconomique (- 35 %).

- La part de la dette négociable de l'État détenue à l'étranger augmente, passant de 52,3 % fin 2018 à 53,6 % fin 2019.

1. Le déficit des transactions courantes augmente en 2019

Le solde des **transactions courantes** s'établit à - 16,2 milliards d'euros (- 0,7 % du PIB) en 2019, contre - 13,2 milliards en 2018.

Cette dégradation des transactions courantes provient principalement de la baisse de l'excédent des services de 3,2 milliards d'euros. La diminution de l'excédent des revenus y contribue également, pour 1 milliard. En revanche, le déficit des biens se réduit de 1,2 milliard.

1.1 La croissance des échanges commerciaux ralentit et le déficit commercial se creuse

Le **déficit commercial** (biens et services) s'élève à 25,2 milliards d'euros, en hausse de 2,0 milliards par rapport à 2018.

Les échanges commerciaux continuent de croître, mais à un rythme moindre par rapport à 2018.

Concernant les biens, les exportations augmentent ainsi de 2,1 % et les importations de 1,7 %, après respectivement 5,5 % et 5,4 % en 2018.

Les échanges de services progressent également moins vite, avec une croissance en 2019 de 2,4 % pour les exportations et de 4,1 % pour les importations, après respectivement 5,6 % et 6,0 % en 2018.

T1 Principaux soldes des transactions courantes (en milliards d'euros)

	2018	2019	Évolution 2019/2018
Transactions courantes	- 13,2	- 16,2	- 3,0
(en % du PIB)	- 0,6	- 0,7	- 0,1
Biens ^{a)}	- 48,1	- 46,8	1,2
<i>Biens hors énergie</i>	- 4,6	- 4,2	0,4
<i>Énergie</i>	- 43,4	- 42,7	0,8
Services	24,8	21,6	- 3,2
<i>Voyages</i>	14,5	10,8	- 3,7
<i>Autres services</i>	10,3	10,7	0,5
Revenus ^{b)}	10,1	9,0	- 1,0
<i>Revenus primaires</i>	56,8	54,0	- 2,8
<i>Revenus secondaires</i>	- 46,7	- 44,9	1,8

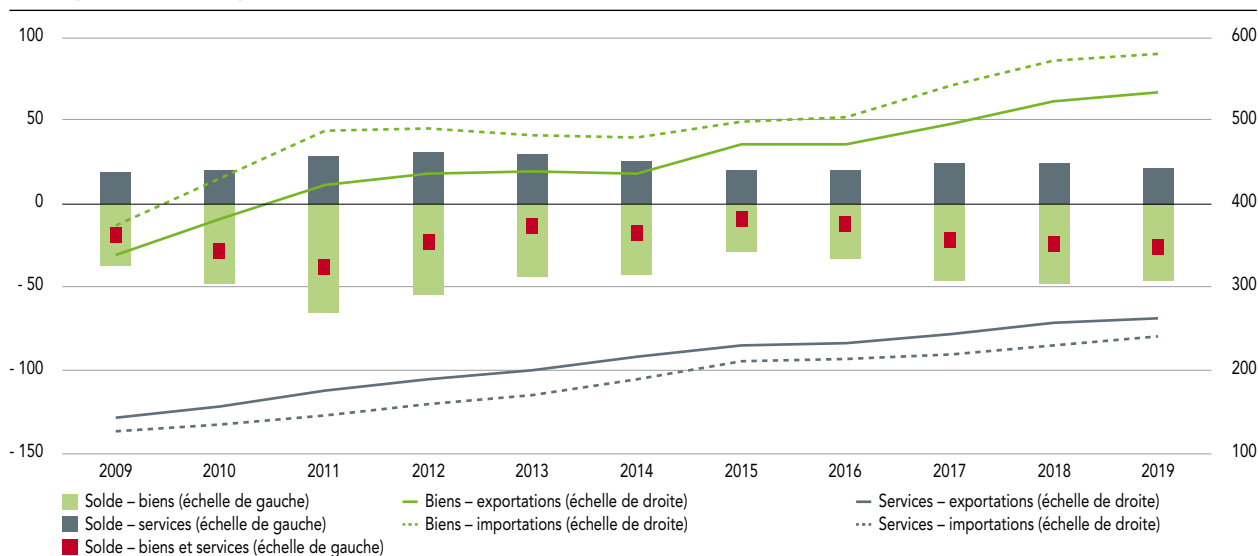
a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques internationales pour l'établissement de la balance des paiements.

b) Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes et internationales, envois de fonds des travailleurs, etc.). À noter, les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

G1 Exportations et importations de biens et de services (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T2 Exportations et importations de biens et de services (en milliards d'euros et en %)

	2018	2019
Biens		
Exportations	522	533
<i>Croissance en %</i>	5,5	2,1
Importations	571	580
<i>Croissance en %</i>	5,4	1,7
Services		
Exportations	256	263
<i>Croissance en %</i>	5,6	2,4
Importations	232	241
<i>Croissance en %</i>	6,0	4,1

Source : Banque de France.

1.2 Le solde des échanges de biens s'améliore malgré la baisse de l'excédent du négoce international

Le déficit du **commerce des biens** s'élève à 46,8 milliards d'euros, dont 42,7 correspondent à la facture énergétique.

Le solde des biens s'améliore de 1,2 milliard d'euros par rapport à 2018. La baisse de 4,6 milliards de l'excédent lié au **négoce international** est compensée par une amélioration du solde des **marchandises générales** de 5,8 milliards.

Les données douanières enregistrent un déficit de 58,5 milliards d'euros en FAB-FAB, et de 78,4 milliards en CAF-FAB¹. Le solde CAF-FAB s'améliore de 2,7 milliards par rapport à l'année précédente. L'amélioration du solde des produits énergétiques (+ 0,9 milliard) et des produits agricoles et agroalimentaires (+ 1,0 milliard) contribue à ce redressement, mais la réduction du déficit des autres produits industriels, de + 3,1 milliards, apparaît comme le facteur principal. À l'inverse, le déficit des équipements mécaniques, électriques et informatiques se creuse (- 2,2 milliards), et l'excédent des matériels de transports se réduit de 0,3 milliard.

T3 Soldes des échanges de biens (en milliards d'euros)

	2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	522,5	570,5	- 48,1	533,4	580,2	- 46,8
Marchandises	507,1	570,5	- 63,4	522,6	580,2	- 57,6
<i>Données douanières</i>	492,2	554,7	- 62,5	508,6	567,1	- 58,5
<i>Corrections et ajustements</i>	13,2	11,7	1,6	12,1	9,1	3,0
<i>Soutage et avitaillement</i>	1,7	4,2	- 2,5	1,8	4,1	- 2,2
Négoce international	15,4		15,4	10,8		10,8
<i>Négoce (biens acquis – exportations négatives)</i>	- 71,1		- 71,1	- 71,3		- 71,3
<i>Négoce (biens revendus – exportations)</i>	86,4		86,4	82,2		82,2

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI), données brutes ; calculs Banque de France.

1 Dans la méthodologie de la balance des paiements, les marchandises générales sont évaluées à la frontière douanière de l'économie exportatrice initiale (« franco à bord » – FAB), que ce soit pour les importations ou les exportations (FAB-FAB). En revanche,

les données douanières ventilées par type de produit incluent les coûts d'assurance et d'acheminement à la frontière du pays importateur (« coût assurance et fret » – CAF) pour les importations (CAF-FAB).

T4 Échanges de marchandises par type de produit (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau sur les biens et services) (en milliards d'euros et en %)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2019	Variation 2019/2018 (en %)	Montant en 2019	Variation 2019/2018 (en %)	Montant en 2019	Variation 2019/2018 (en milliards d'euros)
Échanges de marchandises FAB-FAB	508,6	3,3	567,1	2,2	- 58,5	4,0
Échanges de marchandises CAF-FAB ^{a)}	497,4	3,1	575,8	2,1	- 78,4	2,7
dont :						
Secteurs agricole et agroalimentaire	64,5	3,3	56,7	1,8	7,9	1,0
Produits énergétiques	18,2	- 12,4	62,9	- 5,3	- 44,7	0,9
Équipements mécaniques, électriques et informatiques	92,0	2,3	125,1	3,6	- 33,0	- 2,2
Matériels de transports	118,9	5,1	103,4	6,2	15,6	- 0,3
Autres produits industriels	200,3	3,8	224,6	1,9	- 24,3	3,1

a) Hors matériel militaire.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI), données brutes ; calculs Banque de France.

1.3 L'excédent des échanges de services recule, en particulier sur le poste des « Voyages »

L'excédent des **échanges de services** s'élève à 21,6 milliards d'euros en 2019, en baisse de 3,2 milliards par rapport à l'année précédente.

En particulier, l'excédent des **services de voyages** diminue, passant de 14,5 milliards d'euros en 2018 à 10,8 milliards en 2019. Les dépenses croissent de 11 % (soit une hausse de 4,7 milliards), contre une progression de 2 % pour les recettes (+ 1,1 milliard). Concernant les recettes, ce sont les pays voisins de la France – au premier rang desquels l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni – qui contribuent le plus à leur progression ; à l'opposé, les recettes liées aux visiteurs en provenance de Chine ou du Japon baissent (cf. [tableau 1-5 de l'annexe statistique](#)). De l'autre côté, la forte progression des dépenses des Français à l'étranger est portée notamment, par ordre d'importance, par les voyages vers le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis et les Pays-Bas (+ 2,3 milliards d'euros). La plupart des autres destinations, proches ou lointaines, profitent également, mais dans une moindre mesure, de cette hausse des dépenses françaises. À l'inverse, quelques destinations enregistrent une baisse des dépenses françaises, notamment la Grèce (- 15 %), la Chine (- 32 %) et l'Australie (- 20 %).

Le déficit des **transports**, en revanche, se réduit de 1,9 milliard d'euros, pour s'établir à 5 milliards.

Le solde des **autres services** ² diminue de 1,4 milliard d'euros et s'élève à 15,8 milliards.

T5 Soldes des échanges de services (en milliards d'euros)

	2018	2019
Services	24,8	21,6
Transports	- 6,9	- 5,0
Voyages	14,5	10,8
Autres services ^{a)}	17,2	15,8

a) Cf. détails dans le [tableau statistique 1.7 « Autres services »](#) consultable sur l'Internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

Cette dégradation porte notamment sur les **services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers**, en recul de 1,3 milliard d'euros, après un excédent très élevé en 2018. Le déficit des **services de télécommunication, d'informatique et d'information** se creuse encore avec un solde à - 3,3 milliards en 2019, après - 2,3 milliards en 2018, et représente le déficit le plus important, après celui des transports.

À l'inverse, le solde des **services financiers** et des **services d'assurance et de pension** s'améliore, pour respectivement 0,7 et 0,5 milliard d'euros. Avec un excédent de 6,9 milliards, les services financiers contribuent fortement, en 2019, à l'excédent global des services.

2. Autres que les voyages et les transports.

T6 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2019 (selon l'origine, en milliards d'euros)

	Exportations	Importations
Allemagne	96,3	122,7
Belgique	59,1	50,2
Pays-Bas	23,6	38,8
Italie	49,2	53,5
Espagne	46,8	53,3
Zone euro	330,6	380,2
Royaume-Uni	67,6	54,9
Union européenne	440,6	486,5
États-Unis	78,4	65,1
Suisse	33,4	23,4
Chine	35,8	54,2
Japon	13,2	12,2
Brésil	5,7	4,5
Russie	8,8	9,3
Inde	7,9	8,2
Monde	796,1	821,3

Source : Banque de France.

Le solde des services de **recherche et développement** progresse également (+ 0,4 milliard), tandis que l'excédent des **commissions pour usage de la propriété intellectuelle n.i.a.**, à 2,7 milliards, se dégrade légèrement (de 0,2 milliard) mais reste à un niveau plus élevé qu'entre 2013 et 2017.

1.4 Les États-Unis deviennent le premier excédent commercial de la France

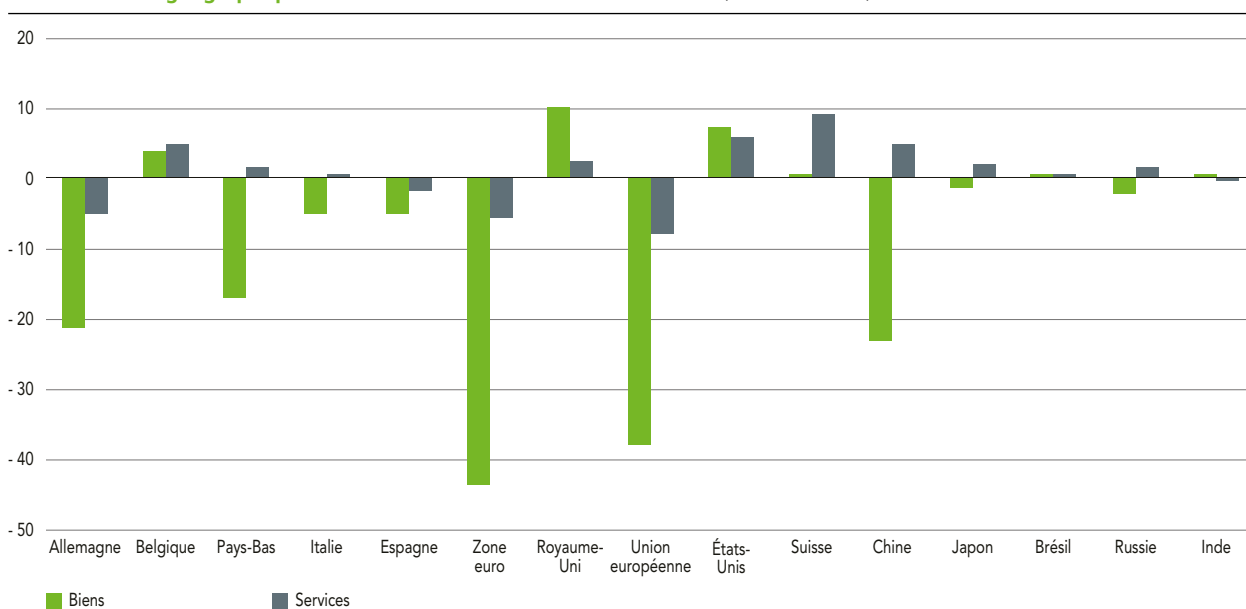
Avec un solde commercial bilatéral légèrement supérieur à 13,3 milliards d'euros, les États-Unis deviennent le premier excédent commercial de la France, devant le Royaume-Uni (12,7 milliards), la Suisse (10,0 milliards) et la Belgique (9,0 milliards).

En revanche, la France enregistre ses déficits commerciaux bilatéraux les plus importants vis-à-vis de l'Allemagne (déficit de 26,4 milliards d'euros) et de la Chine (18,4 milliards).

L'Allemagne est en outre le premier partenaire commercial de la France (14 % des échanges commerciaux), devant les États-Unis (9 %) et le Royaume-Uni (8 %).

Malgré le déficit bilatéral, elle est également le premier client des exportateurs français (12 % des exportations, contre 10 % et 8 % pour les États-Unis et le Royaume-Uni respectivement).

G2 Ventilation géographique des soldes des biens et services en 2019 (en milliards d'euros)



Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

1.5 Les revenus nets provenant de l'étranger diminuent

Les **revenus primaires** représentent les rémunérations perçues et versées en contrepartie des contributions transfrontalières à la production, à la fourniture d'actifs financiers, ou à la location de ressources naturelles.

En 2019, ils dégagent un excédent de 54,0 milliards d'euros, en baisse de 2,8 milliards par rapport à 2018.

Le solde des **salaires des travailleurs frontaliers** atteint 21,5 milliards d'euros, un niveau légèrement supérieur à celui de 2018 (20,4 milliards).

Le solde des **revenus d'investissements** s'élève à 29,2 milliards d'euros, soit 3,8 milliards de moins qu'en 2018. À l'exception des revenus sur les **avoirs de réserve**, le solde des revenus de toutes les catégories d'investissement diminue.

Les **revenus des autres investissements** (principalement, prêts et emprunts courants) y contribuent cependant plus nettement, avec un solde qui diminue de 2,9 milliards d'euros (pour s'établir à -3,4 milliards), malgré des recettes en hausse (+3,2 milliards à 24,8 milliards, cf. [tableau 1-8 de l'annexe statistique](#)).

Le solde des **revenus d'investissements directs** diminue légèrement, de 0,8 milliard d'euros, et s'élève à 47,5 milliards (en raison d'une hausse des dépenses, alors que les recettes restent stables).

Les recettes nettes générées par les investissements directs s'expliquent à la fois par un stock d'avoirs supérieurs aux engagements (1 364 milliards d'euros, contre 773 milliards en 2019, cf. [T11 infra](#)), et par une rentabilité des investissements directs français à l'étranger supérieure à celles des investissements étrangers en France (6,1 %, contre 4,6 % en rapportant les revenus 2019 aux stocks à fin 2018).

Le déficit des **revenus d'investissements de portefeuille** augmente faiblement, passant de 15,8 milliards d'euros à 16,1 milliards. La hausse des dividendes versés à l'étranger (+2,7 milliards par rapport à 2018, pour s'établir à 22,6 milliards) est atténuée par la baisse, continue depuis 2015, des intérêts payés aux non-résidents détenteurs de titres de dette français (38,7 milliards, après 40,5 milliards en 2018).

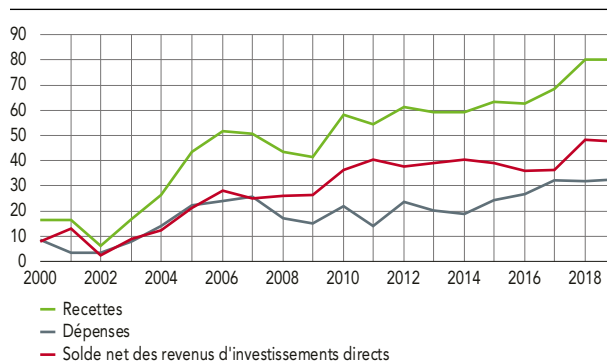
T7 Soldes des revenus primaires (en milliards d'euros)

	2018	2019
Rémunération des salariés	20,4	21,5
Revenus d'investissements	33,0	29,2
Revenus d'investissements directs	48,3	47,5
Revenus d'investissements de portefeuille	-15,8	-16,1
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	-0,5	-3,4
Revenus des avoirs de réserve	1,0	1,2
Autres revenus primaires	3,4	3,3
Total	56,8	54,0

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

G3 Évolution des revenus d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T8 Soldes des revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2018	2019
Revenus secondaires des administrations publiques	- 28,5	- 28,0
Prestations sociales	- 6,8	- 7,0
Coopération internationale	- 5,8	- 5,9
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 20,6	- 21,0
Autres transferts des administrations publiques	4,7	5,9
Revenus secondaires des autres secteurs	- 18,2	- 16,9
dont envois de fonds des travailleurs	- 10,4	- 11,0
Total	- 46,7	- 44,9

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

T9 Compte financier (en milliards d'euros)

	2018	2019
Compte financier	- 23,3	- 28,8
Avoirs	333,1	444,8
Engagements	356,4	473,7
Investissements directs	57,1	4,2
Français à l'étranger	89,4	34,5
Étrangers en France	32,3	30,3
Investissements de portefeuille	9,4	- 93,0
Avoirs	29,0	53,2
Engagements	19,6	146,2
Instruments financiers dérivés	- 25,9	3,7
Avoirs	73,6	137,6
Engagements	99,5	133,9
Autres investissements	- 74,4	53,4
Avoirs	130,6	216,6
Engagements	205,0	163,2
Avoirs de réserve	10,4	2,8

Source : Banque de France.

Cette baisse, malgré la hausse du passif en titres de dette, traduit l'effet de la diminution du coût de l'endettement externe (1,7 % en 2019, contre 1,8 % en 2018).

Le solde des **autres revenus primaires**, composés essentiellement des revenus des administrations publiques (subventions européennes et impôts) demeure stable à 3,3 milliards d'euros.

1.6 Le déficit des transferts courants se réduit

Les **revenus secondaires** représentent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Leur solde s'établit à - 44,9 milliards d'euros en 2019, contre - 46,7 en 2018.

Ce déficit est notamment dû aux transferts courants des administrations publiques (- 28,0 milliards d'euros), qui recouvrent entre autres les versements de la France aux institutions européennes et internationales.

Les **envois de fonds des travailleurs** atteignent 11,0 milliards d'euros, un montant en progression lente sur les dernières années.

2. Les financements auprès de l'étranger progressent

En 2019, les flux financiers entre la France et le reste du monde se soldent par des entrées nettes de capitaux de 28,8 milliards d'euros (contre 23,3 milliards en 2018).

2.1 Les investissements directs français à l'étranger se réduisent

Les **investissements directs** se soldent par des sorties nettes de 4,2 milliards d'euros en 2019, en diminution sensible par rapport au solde - particulièrement élevé - de 57,1 milliards d'euros en 2018.

Les investissements français à l'étranger diminuent fortement et reviennent à un niveau proche de celui de 2017, passant de 89,4 milliards en 2018 à 34,5 milliards en 2019, en raison de la baisse des investissements en capital, tandis que les prêts-emprunts augmentent légèrement en principe directionnel étendu (cf. [glossaire](#)).

Les investissements étrangers en France restent stables à 30,3 milliards d'euros, après 32,3 milliards en 2018.

2.2 L'endettement externe en investissements de portefeuille progresse

Le solde des **investissements de portefeuille** s'établit à – 93,0 milliards d'euros, en baisse de 102,4 milliards par rapport à 2018.

Il s'explique par une hausse importante des engagements (de 19,6 à 146,2 milliards d'euros, soit + 126,6 milliards), en particulier en titres de dette (+ 108,4 milliards), notamment émis par les administrations publiques (+ 74,6 milliards). Cette forte reprise des achats de titres français par les non-résidents s'inscrit dans le cadre de la pause du programme d'achats d'actifs par l'Eurosysteme, dont le corollaire est une hausse de la contribution des investisseurs étrangers au financement de la dette publique. Alors qu'en 2018 les investissements nets des non-résidents ne portaient que sur des titres émis par des institutions financières monétaires (IFM) et qu'ils étaient vendeurs nets de titres publics ou des autres secteurs, les investisseurs non résidents achètent en 2019 davantage de titres publics (66 milliards) que de titres émis par des IFM (59 milliards).

Les avoirs de portefeuille augmentent cependant aussi : les achats nets de titres étrangers par les résidents français s'élèvent à 53,2 milliards d'euros en 2019, après 29,0 milliards en 2018. Ce sont notamment les actions étrangères dont les ventes nettes diminuent (avec un effet de + 34,7 milliards sur le solde), et les acquisitions nettes de titres de dette qui progressent (+ 4,3 milliards). En revanche, les achats nets de parts d'organismes de placement collectif (OPC) reculent (– 14,7 milliards). Au total, les investisseurs français achètent surtout des titres de dette à long terme, pour 64,9 milliards, émis par des administrations publiques ou des secteurs autres que les IFM.

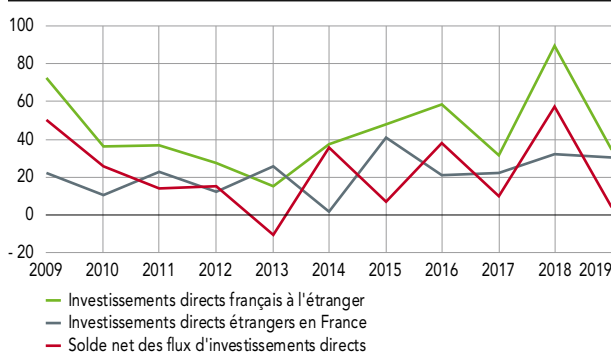
2.3 Les autres investissements enregistrent des sorties nettes, les dérivés proches de l'équilibre

Le solde des **autres investissements** s'établit à + 53,4 milliards d'euros, après – 74,4 milliards en 2018. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des avoirs et d'une réduction des engagements.

Le solde des **instruments financiers dérivés** s'améliore de 29,6 milliards d'euros par rapport à l'année précédente, et s'établit à + 3,7 milliards en 2019.

Les mouvements sur les **avoirs de réserve** se soldent par des acquisitions nettes d'actifs pour 2,8 milliards d'euros, après 10,4 milliards en 2018.

G4 Flux d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T10 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2018 et fin 2019 (en milliards d'euros et en % du PIB)

	Montant	En % du PIB
Position nette à fin 2018	- 444,6	- 18,9
Variation imputable aux transactions courantes et au compte de capital	- 14,2	- 0,6
Variation de change	17,8	0,7
Variation boursière	- 75,2	- 3,1
Autres variations	- 40,3	- 1,7
Position nette à fin 2019	- 556,5	- 23,0

Source : Banque de France.

T11 Position extérieure de la France à fin 2019 (en milliards d'euros et en % du PIB)

Investissements directs (valeur mixte) ^{a)}	591,2
Français à l'étranger	1 364,4
Étrangers en France	773,3
Investissements de portefeuille	- 942,7
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2 546,0
Engagements (non résidents sur titres français)	3 488,7
Instruments financiers dérivés	- 72,8
Prêts et emprunts	- 300,5
Avoirs de réserve	168,2
Position extérieure nette	- 556,5
En % du PIB	-23,0
Dettes extérieures nettes hors avoires de réserve	- 1 113,0
En % du PIB	- 46,0

a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.

Source : Banque de France.

3. La position extérieure nette se dégrade

La **position extérieure nette** de la France est débitrice à - 556,5 milliards d'euros fin 2019 (soit - 23,0 % du PIB), soit une dégradation de 111,9 milliards d'euros par rapport à fin 2018.

Cette baisse importante ne s'explique qu'en partie – pour 14,2 milliards d'euros – par le financement du déficit courant. Les variations de prix et de taux d'intérêt y contribuent largement (pour 75,2 milliards) de même que les « autres variations » (40,3 milliards).

La position extérieure nette française reste cependant nettement en deçà du seuil d'alerte fixé par la procédure européenne de déséquilibres macroéconomiques (- 35 %). À titre de comparaison, la position extérieure nette de l'Allemagne représente 71 % du PIB allemand, celle de l'Italie - 2 % et celle de l'Espagne - 74 %.

Au sein de la position extérieure, la position en investissements de portefeuille est la plus débitrice à - 942,7 milliards d'euros. C'est également en investissements de portefeuille qu'est enregistrée la dégradation la plus nette de la position (- 185,6 milliards par rapport à fin 2018).

À l'inverse, la position en investissements directs est la plus créditrice, à hauteur de 591,2 milliards d'euros, et demeure stable par rapport à 2018.

La position extérieure reflète également la hausse de l'endettement externe des administrations publiques, dont la position nette se dégrade de 104 milliards d'euros pour atteindre - 1220 milliards. En particulier, la part de la dette négociable de l'État détenue par les investisseurs étrangers passe de 52,3 % fin 2018 à 53,6 % fin 2019, sous l'effet de la pause du programme d'achats d'actifs publics de l'Eurosystème.

La **dette extérieure nette** (hors avoires de réserve) s'élève à 1113 milliards d'euros fin 2019, en hausse de 110 milliards par rapport à fin 2018. Cette dette est principalement libellée en euros (pour 911 milliards), et en dollars (280 milliards). Inversement, l'économie française détient des créances nettes en yens, pour 120 milliards.

T12 Position extérieure nette en 2019 par secteur (en milliards d'euros)

Position extérieure nette	- 556,5
Banque de France	174,8
Administrations publiques	- 1 219,8
Banques	- 343,4
Autres secteurs	831,9

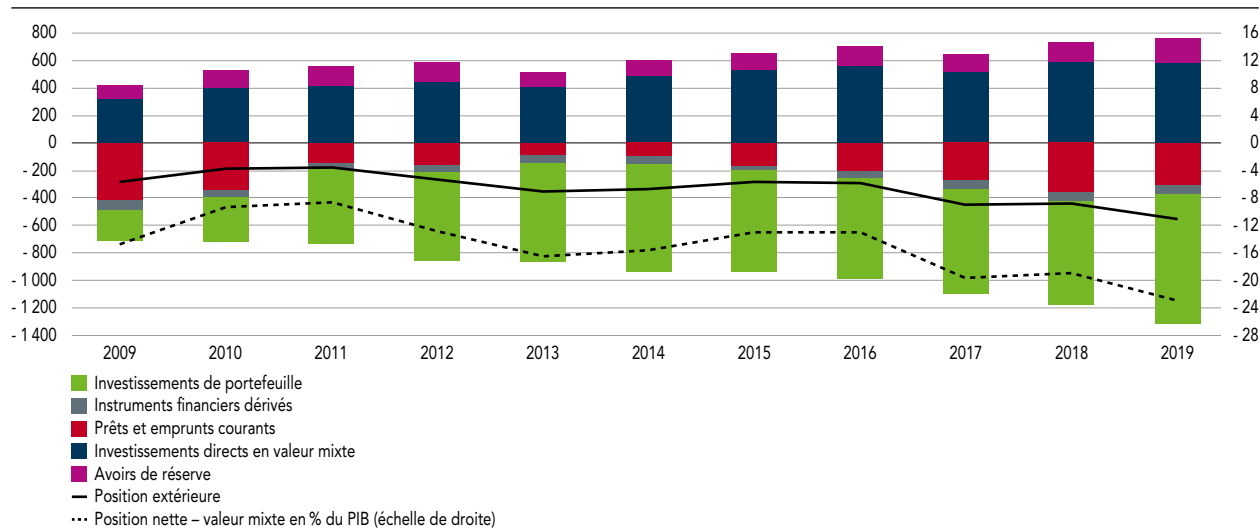
Source : Banque de France.

T13 Dette extérieure nette, ventilation par devises hors avoirs de réserve (en milliards d'euros)

	2018	2019
Dette extérieure nette hors avoirs de réserve	1 003,0	1 113,0
Euro	818,8	910,8
Dollar US	228,3	279,5
Yen	- 106,7	- 119,9
Livre sterling	67,8	62,9
Yuan	2,9	2,6
Autres monnaies	- 8,1	- 22,8

Source : Banque de France.

G5 Position extérieure nette de la France sur longue période (en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

FICHES THÉMATIQUES

FICHE N° 1

LE RETOUR DES INVESTISSEURS EN ZONE EURO EN 2019

Les investisseurs étrangers ont vendu des titres de dette de long terme de la zone euro entre 2015 et 2018. Depuis le début 2019, ils sont redevenus acquéreurs nets. Cette évolution a plusieurs origines possibles, sans qu'il soit possible de trancher : l'évolution des achats nets de titres par la Banque centrale européenne (BCE), le changement de la politique monétaire américaine ou encore la hausse des émissions nettes de dettes publiques et privées en zone euro.

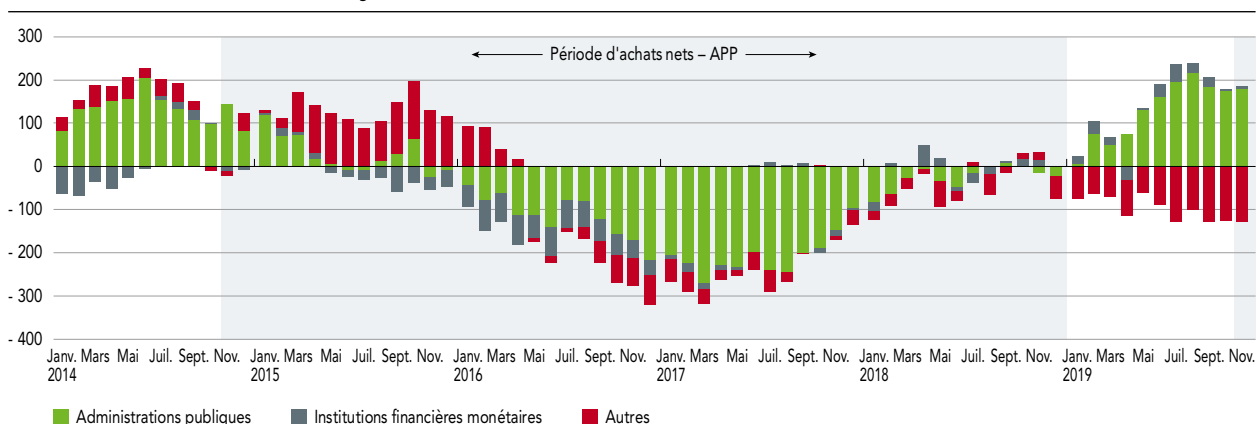
Les achats ou les ventes par les investisseurs étrangers de titres émis par les résidents sont influencés par différents facteurs, tels que l'offre de titres sur le marché, l'intégration financière du pays concerné ou les changements de la politique monétaire (Kojien et al., 2017).

Cette fiche vise à illustrer dans quelle mesure les achats nets dans le cadre du « *quantitative easing* » (QE) de la BCE ont influencé les flux d'achat et de vente par les investisseurs non résidents de titres de dette de long terme de la zone euro.

1. Les investisseurs internationaux reviennent en zone euro pendant la pause des achats nets de la BCE

Le début de la politique d'acquisition de titres de la BCE fin 2014 s'est accompagné d'un retrait des non-résidents sur le marché des titres de la zone euro. Ainsi, entre le premier trimestre 2015 et le quatrième trimestre 2018, les investisseurs étrangers ont vendu des titres émis par

G1 Achats nets par les investisseurs hors zone euro de titres de dette de long terme (en milliards d'euros, cumulé sur douze mois glissants)



Note : Achats nets (valeurs positives) par les non-résidents de titres de dette de long terme de la zone euro, par secteur émetteur. APP : *asset purchase programme* – programme d'achats d'actifs.
Source : Banque centrale européenne (calcul des auteurs).

la zone euro avec un pic de 319 milliards d'euros dans le courant de l'année 2016 (cf. graphique 1). Les non-résidents ont constitué en effet l'une des principales contreparties vendeuses dans la mise en œuvre des programmes d'achats de l'Eurosystème (Coeuré, 2018).

Les ventes ont principalement concerné les titres émis par les administrations publiques de la zone euro, en raison notamment du programme d'achat de titres publics (*public sector purchase programme* ou PSPP) qui a débuté en mars 2015. Les statistiques de balance des paiements de la zone euro ne permettent cependant pas de connaître la localisation géographique des vendeurs. Il faut se référer aux données disponibles dans les statistiques des pays des détenteurs, centralisées par le Fonds monétaire international dans le cadre de l'enquête semestrielle « *Coordinated Portfolio Investment Survey* ». D'après cette source, les ventes proviennent en grande majorité du secteur financier non bancaire du Royaume-Uni, ce dernier étant utilisé comme le point d'entrée pour accéder aux actifs financiers de la zone euro par certains investisseurs internationaux situés hors d'Europe (Avdjiev, Everett et Shin, 2019).

En revanche, à partir de l'arrêt temporaire des achats nets d'actifs de la BCE en janvier 2019, les évolutions se sont inversées. Les achats de titres par les investisseurs hors zone euro, notamment des titres émis par les administrations publiques, ont repris pour atteindre un pic de près de 220 milliards d'euros dans le courant de l'année 2019. Plus particulièrement, les statistiques du Trésor américain montrent que les États-Unis ont accru leurs placements en titres de long terme de la zone euro à partir du

début de l'année 2019 (cf. graphique 2). Cette accélération des achats pourrait avoir été également amplifiée par l'arrêt du processus de normalisation monétaire aux États-Unis¹ avec l'annonce en décembre 2018 par la Réserve fédérale de sa décision de ne pas continuer à augmenter son taux d'intérêt directeur (Lane, 2019), puis par son orientation à la baisse à partir d'août 2019.

Enfin, les achats de titres par les non-résidents ont été soutenus par une forte progression des émissions nettes totales de dettes publiques et privées de la zone euro en 2019. Celles-ci ont atteint 483 milliards d'euros au niveau de la zone euro, contre 344 milliards en 2018, soit le montant le plus élevé depuis 2011.

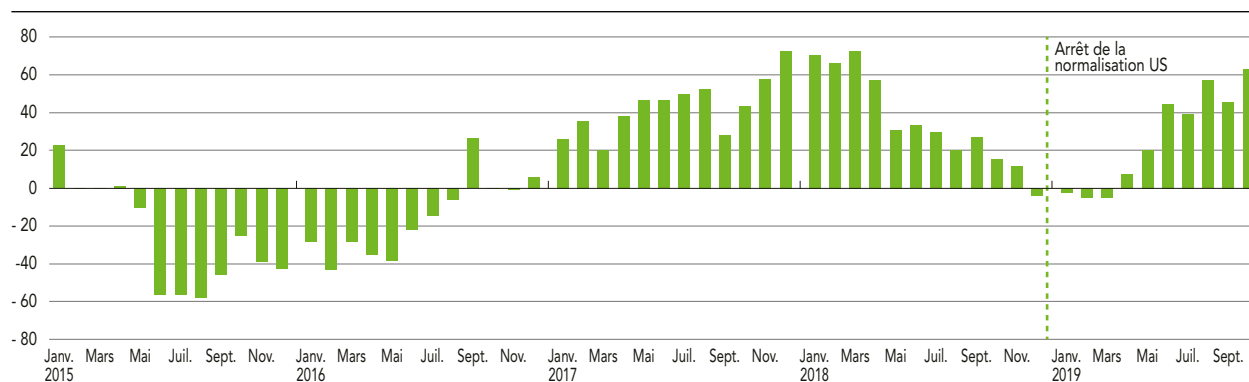
2. Des dynamiques différentes s'observent parmi les principaux pays de la zone euro

Le constat, valable pour l'ensemble de la zone euro, peut être affiné grâce aux données des balances des paiements nationales. Ces dernières retracent toutes les opérations effectuées entre le pays de référence et les autres pays, c'est-à-dire y compris ceux appartenant à l'union monétaire.

D'une part, pendant la période d'achats nets de l'Eurosystème entre début 2015 et fin 2018, la cession de titres par

¹ Le processus de normalisation monétaire comprend, entre autres, la hausse des taux directeurs amorcée aux États-Unis à partir de fin 2015.

G2 Détention de titres de dette de la zone euro par les résidents américains (en milliards de dollars américains, variations d'encours en valeur de marché sur douze mois)



Note : Une valeur positive correspond à une hausse de la détention de titres de dette de long terme de la zone euro.

Source : Département du Trésor des États-Unis (calcul des auteurs).

les investisseurs extérieurs a été davantage marquée en Allemagne et en Italie, avec un pic respectivement de 96 et 130 milliards d'euros en mars 2017 (cf. graphique 3). À titre de comparaison, la France et l'Espagne ont été moins concernées par ces ventes, qui se sont élevées respectivement à 20 et 14 milliards d'euros au cours de cette même période.

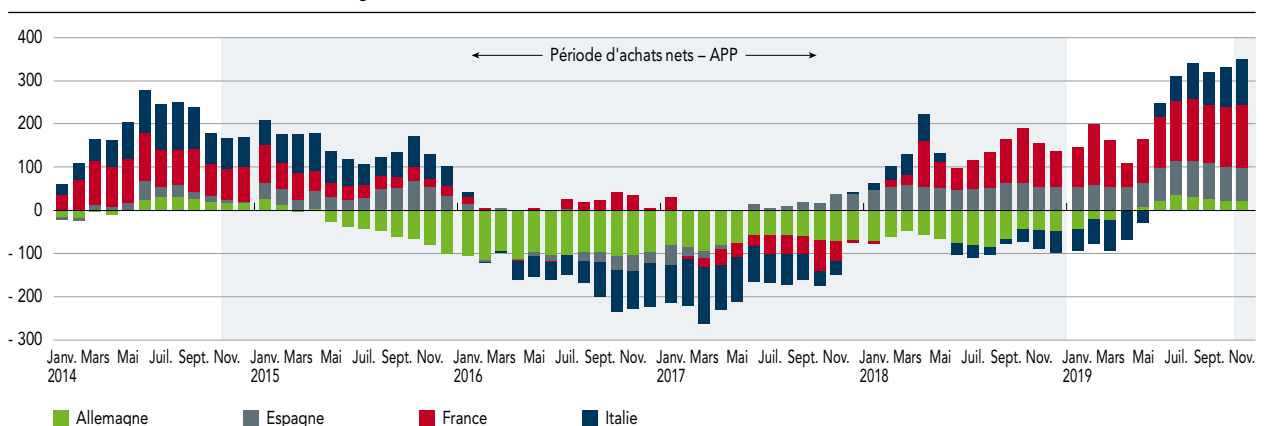
D'autre part, à la suite de l'arrêt temporaire des achats nets par l'Eurosystème, la reprise des acquisitions de titres par les non-résidents s'est opérée de façon différenciée entre les principaux pays de la zone euro. Les achats nets des investisseurs extérieurs ont progressé sur les titres français et espagnols dès 2018, mouvement qui s'est notamment amplifié depuis la phase d'interruption des achats nets du programme d'achats d'actifs (APP) en 2019. Plus précisément, les achats nets de titres de dette de long terme français ont atteint 147 milliards d'euros en novembre 2019, un record depuis 2011 (cf. graphique 3). La reprise des émissions nettes de titres de dette français, qui ont atteint un pic de 176 milliards d'euros entre janvier et novembre 2019, soit 35 % du total des émissions de la zone euro, pourrait également expliquer cette progression. En revanche, les achats de titres allemands ne sont redevenus positifs qu'à partir d'avril 2019, soit une première depuis 2015 (*Deutsche Bundesbank, 2019*). Il en est de même en Italie où un retour des investisseurs extérieurs sur les titres de dette s'observe au second semestre 2019, de façon plus tardive par rapport aux autres pays en raison des incertitudes politiques en 2018 (*Banca d'Italia, 2019*).

3. Les achats et les ventes entre les pays de la zone euro reprennent en 2019

Les balances des paiements nationales peuvent également apporter un éclairage sur l'évolution des flux transfrontaliers au sein de la zone euro aussi bien pendant qu'après la période d'achats nets de l'Eurosystème. Entre 2015 et 2018, on constate, d'une part, que les acquisitions de titres entre les pays de la zone euro ont atteint en moyenne 76 milliards d'euros avec une période d'achats quasi nulle entre 2016 et 2017. D'autre part, les investisseurs étrangers ont cédé en moyenne 83 milliards d'euros au cours de cette même période. En revanche, depuis janvier 2019, les achats de titres de la zone euro ont fortement progressé aussi bien de la part des investisseurs intra qu'extra-zone euro, signe peut-être d'un nouveau souffle dans la réalisation du processus d'intégration financière de l'Union économique et monétaire.

En conclusion, l'évolution des achats nets de la BCE semble avoir influencé l'acquisition par les investisseurs internationaux de titres de long terme de la zone euro, même si cela n'a pas été le seul facteur explicatif. Avec la reprise des achats nets depuis le 1^{er} novembre 2019, on pourrait s'attendre à un nouveau changement de tendance dans l'évolution des flux d'achat et de vente par les non-résidents, mais le comportement de ces derniers en 2020 sera d'abord et avant tout influencé par le choc économique et financier mondial provoqué par la pandémie de Covid-19.

G3 Achats et ventes de titres de dette des principaux pays de la zone euro par les non-résidents
(en milliards d'euros, cumul sur douze mois glissants)



Note : Achats nets (valeurs positives) par les non-résidents de titres de dette de long terme émis par les principaux pays de la zone euro. APP : *asset purchase programme* – programme d'achats d'actifs.
Source : Banque centrale européenne (calcul des auteurs).

FICHE N° 2

LA FRANCE CHAMPIONNE EUROPÉENNE DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS

La fermeture des frontières ou le rétablissement des contrôles douaniers dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ont mis en lumière l'importance des travailleurs dits frontaliers, c'est-à-dire traversant une frontière pour se rendre sur leur lieu de travail. En effet, la rémunération des travailleurs frontaliers salariés constitue une importante source de revenus, enregistrés en balance des paiements dans les revenus primaires. Avec 450 000 travailleurs frontaliers en 2019, ces revenus atteignent près d'une vingtaine de milliards d'euros par an, pour la France.

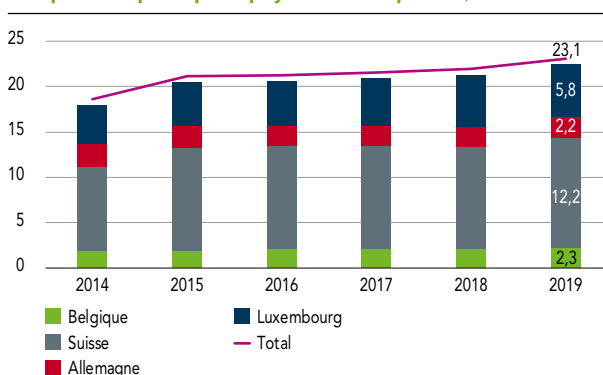
1. La France : premier pays européen bénéficiaire de revenus de salariés frontaliers

En balance des paiements, les revenus perçus pour la contribution de résidents à la production d'entités non résidentes sont enregistrés en recettes dans les revenus primaires au sein des transactions courantes. Les revenus transfrontaliers, liés au travail d'un résident d'une économie auprès d'un employeur d'une autre économie, y sont donc enregistrés¹. Sont inclus également par exemple, en revenus d'investissement, les dividendes et intérêts perçus en contrepartie de la provision de capital (prêts ou achat d'actions).

Cette rémunération des salariés est étroitement liée aux travailleurs frontaliers, c'est-à-dire aux actifs traversant quotidiennement ou plusieurs fois par semaine une frontière pour se rendre sur le lieu de leur activité professionnelle. Si les deux concepts statistiques n'ont pas exactement le même périmètre², dans le cas de la France, ils se recouvrent très largement. Le poids du travail frontalier dans l'économie française se reflète donc dans les rémunérations de salariés en balance des paiements.

En effet, avec 23,1 milliards d'euros de recettes pour la France en 2019, la rémunération des salariés représente 13,9 %

G1 Recettes françaises de rémunération des salariés pour les principaux pays de contrepartie (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

des recettes de revenus primaires et 2,3 % des recettes des transactions courantes. En outre, les dépenses de la France pour la rémunération de salariés étrangers sont faibles (1,6 milliard d'euros) de sorte que la France est, en solde, le premier pays européen bénéficiaire de revenus salariés transfrontaliers. À titre de comparaison, le solde allemand est proche de l'équilibre, les recettes (14,7 milliards d'euros) étant compensées par les dépenses (16,1 milliards), tandis que la Suisse présente le solde le plus déficitaire (- 21,9 milliards).

2. Qui sont les travailleurs frontaliers français ?

Avec 450 000 résidents travaillant à l'étranger en 2019, soit 1,7 % de la population en emploi, la France recense le premier contingent de travailleurs frontaliers, devant l'Allemagne (270 000), la Pologne (230 000), la Roumanie (150 000) et l'Italie (130 000).

Malgré les six frontières terrestres de l'Hexagone, les frontaliers français travaillent principalement en Suisse (49 % des frontaliers en 2015 et 53 % de la rémunération

des salariés perçue en 2019). En Franche-Comté, frontalière de la Suisse, 11 % des personnes en emploi, se rendent ainsi quotidiennement ou plusieurs fois par semaine à l'étranger pour y travailler. Les résidents français constituent ainsi la première nationalité de travailleurs étrangers dans la Confédération.

Les travailleurs frontaliers français occupent majoritairement des emplois dans le commerce et les services (53 %) et dans l'industrie (25 %). Cette répartition varie cependant selon la frontière : si les frontaliers français se rendant en Suisse ou au Luxembourg travaillent principalement dans le commerce et les services (51 % en Suisse et 67 % au Luxembourg), le premier secteur employeur en Allemagne est l'industrie (44 % des frontaliers). Les travailleurs frontaliers français appartiennent principalement à la catégorie des employés ou exercent une profession intermédiaire (47 %). Moins d'un tiers (30 %) sont des ouvriers, tandis qu'un travailleur frontalier sur cinq (20 %) occupe un poste de cadre ou se classe dans la catégorie « profession intellectuelle supérieure ».

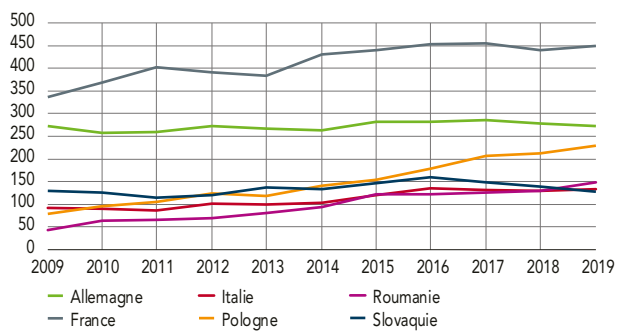
3. La circulation de travailleurs frontaliers en Europe varie selon les frontières

En Europe, 2,1 millions d'actifs travaillent dans un autre État membre³, soit 1,0 % de la population en emploi. Le Vieux Continent compte en effet d'importants bassins de vie transfrontaliers, qu'il s'agisse du Benelux, du long du Rhin ou encore de la *Mitteleuropa*. Ces déplacements transfrontaliers quotidiens, traduction concrète de la libre circulation des travailleurs dans l'Union, participent pleinement au renforcement du sentiment d'appartenance européen⁴.

La part des travailleurs frontaliers dépend des écarts économiques entre les régions concernées. Ainsi, un salaire plus élevé de l'autre côté de la frontière aura tendance à faire croître la proportion de travailleurs frontaliers dans la population en emploi⁵. Aux déterminants économiques s'ajoutent des facteurs de proximité culturelle et juridique (appartenance commune à l'espace Schengen, langue partagée, etc.) qui peuvent favoriser les flux de travailleurs frontaliers.

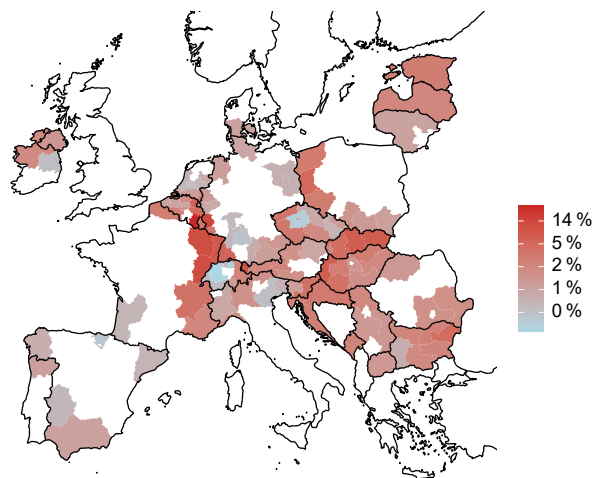
Ces différents éléments expliquent la concentration de travailleurs frontaliers à certaines frontières internes de l'UE. Ainsi la province belge du Luxembourg compte 26 % de résidents travaillant à l'étranger, la province slovaque de Stredné Slovensko, frontalière de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchéquie, en recense 7 %, contre 1 % de frontaliers dans les personnes en emploi dans l'UE en 2019.

G2 Les six premiers pays de l'Union européenne en nombre de frontaliers (en milliers)



Source : Eurostat.

G3 Part des travailleurs frontaliers dans la population active en 2018 (en %)



Note de lecture : Plus la région en question tend vers le rouge vif, plus la part des frontaliers est élevée dans la population en emploi de cette région. Les régions en blanc correspondent soit à des régions non frontalières, soit à des régions pour lesquelles les données ne sont pas disponibles.

Source : Eurostat (NUTS2), calculs Banque de France.

1 Articles 11.10 et suivants du 6^e Manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international.

2 Les revenus des travailleurs frontaliers indépendants ne sont par exemple pas inclus dans la rémunération des salariés de la balance des paiements (mais, typiquement, en exportations de services), tandis que les revenus d'un emploi saisonnier à l'étranger y sont enregistrés sans constituer du travail frontalier.

3 Eurostat, UE 28.

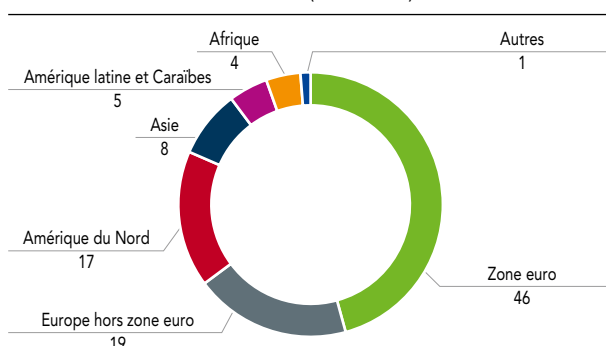
4 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, *Stimuler la croissance et la cohésion des régions frontalières de l'Union européenne*, 2017.

5 Pour davantage de détails sur les résultats de l'étude économétrique sous-jacente voir : Pierre Bui Quang et Florian Le Gallo, « Vivre en France et travailler au-delà des frontières : quelques perspectives sur les travailleurs frontaliers en France et dans l'UE » in *Annales des Mines – Réalités industrielles*, 2020/3 (août 2020).

FICHE N° 3

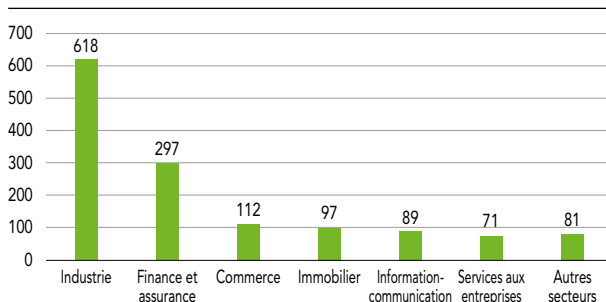
LES STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS À FIN 2019

G1 Stocks d'ID français à l'étranger par région de destination à fin 2019 (en % du total)



Source : Banque de France.

G2 Stocks d'ID français à l'étranger par secteur investisseur à fin 2019 (en milliards d'euros)



Notes : L'industrie regroupe les secteurs suivants de la nomenclature française d'activités (NAF rév. 2) : Industries extractives (B) ; Industries manufacturière (C) ; Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (D) ; Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution (E).

Les services aux entreprises regroupent les Activités spécialisées, scientifiques et techniques (M) et les Activités de services administratifs et de soutien (N).

Source : Banque de France.

1. L'Europe accueille près des deux tiers des investissements français

Le stock d'investissements directs (ID) français à l'étranger est estimé à plus de 1 360 milliards d'euros à fin 2019 ; il a augmenté de 75 % en dix ans. Il est composé pour l'essentiel (94 %) d'investissements en capital – principalement capital social des entreprises, mais aussi d'actifs immobiliers. En principe directionnel étendu ¹, les prêts-emprunts ne représentent qu'une faible part des stocks d'ID.

Fin 2019, près de la moitié des investissements des résidents français sont localisés dans la zone euro (620 milliards d'euros), tandis qu'encore environ 20 % des stocks français d'ID se situent en Europe hors zone euro (cf. graphique 1). L'Europe accueille ainsi près des deux tiers des ID français à l'étranger. La troisième grande zone de destination des investissements français est l'Amérique du Nord, avec environ 230 milliards (17 % du total), dont la quasi-totalité aux États-Unis.

2. L'industrie représente un peu moins de la moitié des investissements à l'étranger

Avec près de 620 milliards d'euros à fin 2019, l'industrie compte pour 45 % du total des investissements à l'étranger (cf. graphique 2). L'industrie manufacturière détient à elle seule 420 milliards (30 % du total). Les entreprises du secteur financier et de l'assurance ² détiennent quant à elles quasiment 300 milliards d'investissements directs à l'étranger (22 % du total). À eux seuls, les deux premiers secteurs investisseurs représentent ainsi près des deux tiers des ID français à l'étranger. Les secteurs du commerce, de l'immobilier et de l'information et communication détiennent également des stocks significatifs d'investissements directs à l'étranger.

3. Les États-Unis détiennent près de 20 % des investissements directs en France

Le stock d'investissements directs étrangers en France est estimé à plus de 770 milliards d'euros à fin 2019, en hausse de plus de 70 % en dix ans. Les États-Unis sont le premier pays investisseur en France selon la présentation dite « en investisseur ultime ».

Pour compléter la mesure traditionnelle par pays de contrepartie immédiate³, la Banque de France identifie en effet le pays de « l'investisseur ultime »⁴ en France. Cette approche attribue chaque composante du stock d'investissements directs au véritable donneur d'ordre de l'opération, et non à un pays de transit des fonds, contrairement à la ventilation par pays de contrepartie immédiate. Cette approche complémentaire, qui repose sur la connaissance des liens financiers entre entreprises, fournit donc une analyse plus précise de l'origine géographique réelle des fonds investis dans les entreprises résidentes. Elle est calculée jusqu'en 2018, les informations nécessaires n'étant pas encore disponibles pour 2019.

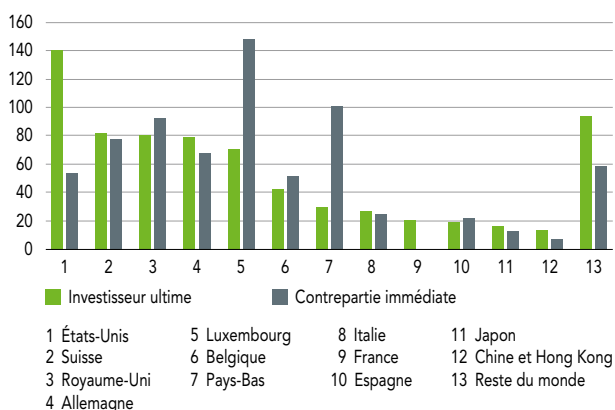
Dans le cas de la France, l'approche par investisseur ultime montre notamment que le Luxembourg et les Pays-Bas sont des pays de transit pour de nombreuses opérations d'investissements directs : premiers pays investisseurs en contrepartie immédiate, ils sont respectivement cinquième et septième investisseurs ultimes. À l'inverse, les États-Unis apparaissent, en dernier ressort, comme le premier pays investisseur en France, avec plus de 140 milliards d'euros à fin 2018, soit près de 20 % du total (cf. graphique 3). Les montants des investissements en provenance de Suisse, du Royaume-Uni et d'Allemagne atteignent chacun près de 80 milliards, soit un peu plus de 10 % du total. Ainsi, en reclassant par investisseur ultime, plus de la moitié des investissements directs en France sont détenus par les résidents de quatre pays. Enfin, il apparaît que les groupes français détiennent, en dernier ressort, une part significative du stock d'ID étrangers en France (phénomène d'« investissements circulaires »).

4. L'industrie reçoit près de 30 % des investissements des non-résidents

Premier secteur investisseur à l'étranger (cf. supra), l'industrie constitue également le premier secteur récipiendaire des ID étrangers en France : à fin 2019, les non-résidents y détiennent 245 milliards d'euros d'investissements, soit plus de 30 % du total (cf. graphique 4). L'immobilier représente le deuxième secteur de destination des ID étrangers, avec près de 170 milliards (22 % du total); ces stocks correspondent principalement à la détention directe d'actifs immobiliers

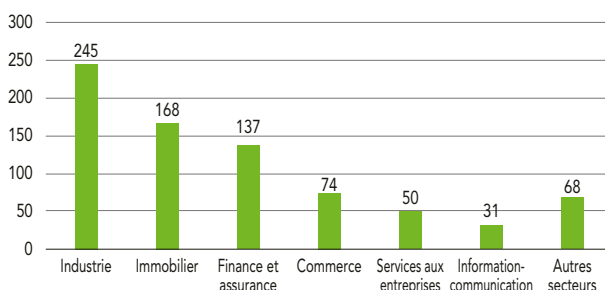
par des non-résidents, même s'ils recouvrent également la détention de participations dans des entreprises du secteur immobilier résident. Enfin, le montant des investissements étrangers est également important dans les activités financières et d'assurance, avec 137 milliards, soit 18 % du total.

G3 Stocks d'ID étrangers en France par pays d'origine à fin 2018 (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

G4 Stocks d'ID étrangers en France par secteur investi à fin 2019 (en milliards d'euros)



Notes : L'industrie regroupe les secteurs suivants de la nomenclature française d'activités (NAF rév. 2) : Industries extractives (B) ; Industries manufacturière (C) ; Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (D) ; Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution (E). Les services aux entreprises regroupent les Activités spécialisées, scientifiques et techniques (M) et les Activités de services administratifs et de soutien (N).

Source : Banque de France.

1 Dans la présentation en principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe, considérée comme le donneur d'ordre de l'opération. Cela permet de neutraliser les encours croisés de prêts-emprunts intragroupe au sein des multinationales. La Banque de France privilégie donc cette présentation, qui facilite l'interprétation économique des données d'investissements directs.

2 Par défaut, ce secteur comprend les sociétés *holdings*, qui jouent un rôle d'intermédiaire pour des groupes dont l'activité opérationnelle est tout autre (industrie, commerce ou services). Dans la mesure du possible, elles sont reclassées dans l'activité opérationnelle du groupe auquel elles appartiennent.

3 Celle-ci demeure la règle de présentation de la balance des paiements, par souci de cohérence internationale.

4 À l'inverse, la ventilation géographique des investissements directs français à l'étranger selon les pays de destination ultime n'est pas disponible pour l'instant.

BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2018 ET 2019 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Balance des paiements – année 2018 (en millions d'euros)

	Crédits	Débets	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	988 795	1 002 008	- 13 213
1.1. Biens	522 466	570 518	- 48 053
1.1.1. Marchandises générales	507 101	570 518	- 63 418
1.1.2. Négoce	15 365		15 365
1.2. Services	256 462	231 676	24 786
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10 738	8 640	2 097
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	8 674	7 979	694
1.2.3. Transports	39 261	46 153	- 6 892
<i>maritimes</i>	13 956	10 421	3 535
<i>aériens</i>	9 966	13 404	- 3 438
<i>autres</i>	15 338	22 328	- 6 990
1.2.4. Voyages	55 911	41 397	14 514
1.2.5. Services de construction	1 928	1 420	509
1.2.6. Services d'assurance et de pension	8 071	9 332	- 1 261
1.2.7. Services financiers	12 354	6 185	6 169
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	7 695	5 470	2 225
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	4 659	715	3 944
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14 987	12 137	2 849
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	18 705	21 050	- 2 345
1.2.10. Autres services aux entreprises	80 562	73 003	7 559
<i>Services de recherche et développement</i>	11 769	13 939	- 2 169
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	25 320	21 841	3 479
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	43 473	37 223	6 250
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 766	4 373	392
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	506	5	501
1.3. Revenus primaires	180 042	123 291	56 751
1.3.1. Rémunérations des salariés	21 891	1 502	20 389
1.3.2. Revenus des investissements	150 154	117 147	33 007
<i>Investissements directs</i>	80 082	31 782	48 300
<i>Investissements de portefeuille</i>	47 474	63 268	- 15 794
<i>Autres investissements</i>	21 622	22 096	- 475
<i>Avoirs de réserve</i>	977	0	977
1.3.3. Autres revenus primaires	7 997	4 643	3 355
1.4. Revenus secondaires	29 824	76 522	- 46 698
1.4.1. Secteur des administrations publiques	7 334	35 872	- 28 538
1.4.2. Autres secteurs	22 490	40 650	- 18 160
<i>Transferts courants divers</i>	5 206	20 922	- 15 717
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	870	11 263	- 10 393
2. COMPTE DE CAPITAL	2 503	414	2 089
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	30	10	20
2.2. Transferts en capital	2 473	404	2 069

Balance des paiements – année 2018 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	333 121	356 441	- 23 319
3.1. Investissements directs	89 449	32 334	57 115
3.1.1. Capital social	78 290	28 788	49 503
3.1.2. Bénéfices réinvestis	24 621	7 337	17 284
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	- 13 462	- 3 790	- 9 672
3.2. Investissements de portefeuille	29 034	19 640	9 394
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	- 21 479	- 22 680	1 201
<i>Banque de France</i>	163		163
<i>Administrations publiques</i>	791		791
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 15 248	11 121	- 26 369
<i>Autres secteurs</i>	- 7 185	- 33 801	26 616
3.2.2. Titres de créance à long terme	41 319	81 370	- 40 051
<i>Banque de France</i>	- 4 882	0	- 4 882
<i>Administrations publiques</i>	1 136	22 080	- 20 944
<i>Institutions financières monétaires</i>	30 127	42 401	- 12 273
<i>Autres secteurs</i>	14 938	16 889	- 1 952
3.2.3. Titres de créance à court terme	9 194	- 39 050	48 244
<i>Banque de France</i>	3 434	0	3 434
<i>Administrations publiques</i>	267	- 30 646	30 913
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 1 929	- 8 741	6 812
<i>Autres secteurs</i>	7 422	337	7 085
3.3. Instruments financiers dérivés	73 642	99 499	- 25 856
<i>Banque de France</i>	0	0	0
<i>Administrations publiques</i>	0	0	0
<i>Institutions financières monétaires</i>	63 370	61 923	1 447
<i>Autres secteurs</i>	10 272	37 576	- 27 304
3.4. Autres investissements	130 601	204 968	- 74 367
3.4.1. Autres participations	- 833	0	- 833
<i>Banque de France</i>	0	0	0
<i>Administrations publiques</i>	- 833	0	- 833
3.4.2. Numéraire et dépôts	- 114 783	163 241	- 278 024
<i>Banque de France</i>	- 27 914	- 10 068	- 17 846
<i>Administrations publiques</i>	2	1 560	- 1 558
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 94 736	171 749	- 266 485
<i>Autres secteurs</i>	7 865	0	7 865
3.4.3. Prêts	237 164	21 684	215 479
<i>Banque de France</i>	4 991	2 221	2 770
<i>Administrations publiques</i>	- 516	1 715	- 2 231
<i>Institutions financières monétaires</i>	227 335	0	227 335
<i>Autres secteurs</i>	5 354	17 749	- 12 395
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	1 594	4 594	- 3 001
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	7 418	15 509	- 8 091
<i>Institutions financières monétaires</i>	7 443	15 285	- 7 842
<i>Autres secteurs</i>	- 25	224	- 249
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	41	- 60	101
3.5. Avoirs de réserve	10 396	0	10 396
Or	1	0	1
Avoirs en droits de tirages spéciaux	148	0	148
Position de réserve au FMI	775	0	775
Autres avoirs de réserve	9 473	0	9 473
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 12 195

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2019 (en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	1 012 086	1 028 265	- 16 179
1.1. Biens	533 382	580 195	- 46 813
1.1.1. Marchandises générales	522 555	580 195	- 57 639
1.1.2. Négoce	10 826		10 826
1.2. Services	262 732	241 141	21 591
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10 230	9 463	767
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	9 231	8 572	659
1.2.3. Transports	41 783	46 818	- 5 034
<i>maritimes</i>	14 996	10 844	4 152
<i>aériens</i>	10 440	13 257	- 2 818
<i>autres</i>	16 348	22 717	- 6 369
1.2.4. Voyages	56 991	46 144	10 847
1.2.5. Services de construction	2 465	1 402	1 062
1.2.6. Services d'assurance et de pension	8 710	9 422	- 712
1.2.7. Services financiers	13 436	6 559	6 877
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	8 333	5 828	2 505
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	5 103	731	4 372
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14 254	11 592	2 662
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	18 047	21 385	- 3 338
1.2.10. Autres services aux entreprises	82 236	75 028	7 208
<i>Services de recherche et développement</i>	12 027	13 804	- 1 777
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	26 159	22 741	3 418
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	44 050	38 483	5 567
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 855	4 745	110
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	494	10	484
1.3. Revenus primaires	185 068	131 103	53 965
1.3.1. Rémunérations des salariés	23 094	1 581	21 513
1.3.2. Revenus des investissements	153 988	124 786	29 201
<i>Investissements directs</i>	80 078	32 613	47 465
<i>Investissements de portefeuille</i>	47 832	63 930	- 16 098
<i>Autres investissements</i>	24 836	28 243	- 3 408
<i>Avoirs de réserve</i>	1 242	0	1 242
1.3.3. Autres revenus primaires	7 987	4 737	3 250
1.4. Revenus secondaires	30 903	75 826	- 44 923
1.4.1. Secteur des administrations publiques	8 205	36 246	- 28 041
1.4.2. Autres secteurs	22 698	39 580	- 16 881
<i>Transferts courants divers</i>	5 152	18 672	- 13 519
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	879	11 896	- 11 017
2. COMPTE DE CAPITAL	2 698	768	1 930
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	256	1	255
2.2. Transferts en capital	2 442	767	1 675

Balance des paiements – année 2019 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	444 841	473 658	- 28 817
3.1. Investissements directs	34 537	30 340	4 197
3.1.1. Capital social	27 178	24 652	2 526
3.1.2. Bénéfices réinvestis	17 039	4 493	12 546
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	- 9 680	1 195	- 10 874
3.2. Investissements de portefeuille	53 245	146 228	- 92 984
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	- 1 528	- 4 482	2 954
<i>Banque de France</i>	- 134		- 134
<i>Administrations publiques</i>	- 1 898		- 1 898
<i>Institutions financières monétaires</i>	33 235	6 354	26 881
<i>Autres secteurs</i>	- 32 731	- 10 836	- 21 895
3.2.2. Titres de créance à long terme	64 876	144 912	- 80 037
<i>Banque de France</i>	- 3 783	0	- 3 783
<i>Administrations publiques</i>	51	68 206	- 68 155
<i>Institutions financières monétaires</i>	19 008	45 091	- 26 083
<i>Autres secteurs</i>	49 600	31 615	17 985
3.2.3. Titres de créance à court terme	- 10 102	5 799	- 15 901
<i>Banque de France</i>	- 3 980	0	- 3 980
<i>Administrations publiques</i>	24	- 2 209	2 234
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 1 589	7 576	- 9 166
<i>Autres secteurs</i>	- 4 558	432	- 4 989
3.3. Instruments financiers dérivés	137 605	133 915	3 690
<i>Banque de France</i>	0	0	0
<i>Administrations publiques</i>	0	0	0
<i>Institutions financières monétaires</i>	102 617	87 273	15 344
<i>Autres secteurs</i>	34 988	46 642	- 11 654
3.4. Autres investissements	216 612	163 175	53 437
3.4.1. Autres participations	85	0	85
<i>Banque de France</i>	88	0	88
<i>Administrations publiques</i>	- 3	0	- 3
3.4.2. Numéraire et dépôts	179 080	171 171	7 909
<i>Banque de France</i>	45 556	- 220	45 776
<i>Administrations publiques</i>	0	4 218	- 4 218
<i>Institutions financières monétaires</i>	76 328	167 173	- 90 845
<i>Autres secteurs</i>	57 196	0	57 196
3.4.3. Prêts	32 015	- 4 801	36 816
<i>Banque de France</i>	2 678	2 867	- 190
<i>Administrations publiques</i>	- 503	672	- 1 175
<i>Institutions financières monétaires</i>	36 931	0	36 931
<i>Autres secteurs</i>	- 7 091	- 8 340	1 250
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	1 167	- 3 945	5 112
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	4 237	409	3 827
<i>Institutions financières monétaires</i>	4 358	522	3 836
<i>Autres secteurs</i>	- 121	- 113	- 9
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	28	340	- 313
3.5. Avoirs de réserve	2 842	0	2 842
Or	- 1	0	- 1
Avoirs en droits de tirages spéciaux	251	0	251
Position de réserve au FMI	430	0	430
Autres avoirs de réserve	2163	0	2163
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 14 568

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

ANNEXES

A1

GLOSSAIRE

La terminologie et la méthodologie de la balance des paiements sont régies par des normes statistiques internationales édictées par le FMI (« Balance of Payments Manual n° 6 » ou « BPM6 »). Elles sont communes à tous les pays.

A

■ ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ ARTICULATION FLUX-STOCKS

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements;
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées;
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêt).

■ AUTRES INVESTISSEMENTS (PRÊTS ET EMPRUNTS)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ AUTRES SECTEURS

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ AVITAILLEMENT ET SOUTAGE

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ AVOIRS DE RÉSERVE

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du Fonds monétaire international.

B

■ BÉNÉFICES RÉINVESTIS

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ BIENS

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ BILLETS

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la Banque centrale européenne – BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C

■ COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ COURT TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ CRÉDITS COMMERCIAUX ET AVANCES

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour

calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ ENTRÉES/SORTIES DE CAPITAUX

Dans le compte financier, les opérations d'augmentation des avoirs (achats d'actifs étrangers par des résidents) et de diminution des engagements correspondent à des sorties de capitaux. Inversement, les opérations de diminution des avoirs (cessions d'actifs étrangers par des résidents) ou d'augmentation des engagements (achats d'actifs résidents par des non-résidents) correspondent à des entrées de capitaux. Un solde positif des flux du compte financier (accroissement des avoirs nets de la France) représente des sorties nettes de capitaux, et un solde négatif des entrées nettes. Cf. Signe (convention de).

■ ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ ERREURS ET OMISSIONS

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ FABISATION

La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ FRANCE

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la BCE.

I

■ INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur *swaps*.

■ INTÉRÊTS

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ LONG TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ NÉGOCE INTERNATIONAL

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ PORTEFEUILLE (INVESTISSEMENTS DE)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ PRÊTS INTRAGROUPE (INVESTISSEMENTS DIRECTS)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ PRINCIPE DIRECTIONNEL ÉTENDU (INVESTISSEMENTS DIRECTS – AUTRES OPÉRATIONS – PRÊTS INTRAGROUPE)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en BPM6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R

■ RÉINVESTISSEMENT DES BÉNÉFICES

Cf. Bénéfices réinvestis.

■ RÉSERVES DE CHANGE

Cf. Avoirs de réserve.

■ RÉSIDENCE

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ REVENUS D'INVESTISSEMENTS

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ REVENUS PRIMAIRES

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ REVENUS SECONDAIRES

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. Compte de capital).

S

■ SECTEURS ÉCONOMIQUES RÉSIDENTS

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ SERVICES

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ SERVICES DE FABRICATION FOURNIS SUR DES INTRANTS PHYSIQUES DÉTENUS PAR DES TIERS

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification du 5^e Manuel de la balance des paiements), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ SERVICES D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE INDIRECTEMENT MESURÉS (SIFIM)

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ SIGNE (CONVENTION DE)

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

T

■ TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – REMISE DE DETTE

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – AUTRES TRANSFERTS

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER ¹ et FEADER ²).

■ TRANSPORTS

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

■ TRAVAIL À FAÇON

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

V

■ VALEUR COMPTABLE

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ VALEUR DE MARCHÉ

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptes financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ VALEUR MIXTE

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

■ VOYAGES

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

¹ Fonds européen de développement régional.

² Fonds européen agricole pour le développement rural.

A2

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (AU 1^{ER} JANVIER 2020)

Allemagne *	France *	Pays-Bas *
Autriche *	Grèce *	Pologne
Belgique *	Hongrie	Portugal *
Bulgarie	Irlande *	République tchèque
Chypre *	Italie *	Roumanie
Croatie	Lettonie *	Royaume-Uni
Danemark	Lituanie *	Slovaquie *
Espagne *	Luxembourg *	Slovénie *
Estonie *	Malte *	Suède
Finlande *		

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2020, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité. Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

CENTRES FINANCIERS EXTRATERRITORIAUX (LISTE CONVENTIONNELLE ÉTABLIE PAR EUROSTAT)

Andorre	Hong Kong	Nauru
Anguilla	Île de Man	Niue
Antigua-et-Barbuda	Îles Caïmans	Panama
Aruba	Îles Cook	Philippines
Bahamas	Îles Marshall	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Îles Turques-et-Caïques	Sainte-Lucie
Barbade (La)	Îles Vierges américaines	Saint-Martin
Belize	Îles Vierges britanniques	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Bermudes	Jersey	Samoa
Curaçao	Liban	Seychelles
Dominique	Libéria	Singapour
Gibraltar	Liechtenstein	Vanuatu
Grenade	Maurice	
Guernesey	Montserrat	

A3

BALANCE DES PAIEMENTS – RÉVISIONS DES DONNÉES 2017 ET 2018

Dans le cadre de la publication du *Rapport annuel*, certaines données des années antérieures font l'objet d'actualisations qui concernent principalement les deux années précédentes. Ces révisions permettent en particulier d'intégrer une information plus fournie.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES

Le solde des **transactions courantes** de l'année 2017 est révisé à la baisse, de 1,2 milliard d'euros, et s'établit à – 17,6 milliards. Celui de 2018 est révisé de 1,9 milliard à la hausse, pour atteindre – 13,2 milliards.

Pour l'année 2017, la révision à la baisse du solde des transactions courantes s'explique avant tout par la révision du solde des **revenus des investissements**, de – 4,5 milliards, dont – 2,1 milliards pour les **revenus d'investissements directs**, et – 1,6 milliard pour **ceux des autres investissements**. Le solde des **services** en revanche est révisé à la hausse, de 4,3 milliards, dont 2,5 milliards pour les services financiers. Le solde des **biens** quant à lui est légèrement revu à la baisse (– 1,0 milliard).

Pour l'année 2018, les révisions à la hausse concernent les échanges commerciaux, à la fois en **biens** (+ 1,2 milliard) et en **services** (+ 1,0 milliard). Pour les **biens**, la révision à la baisse des marchandises générales (– 3,0 milliards, liés notamment à l'intégration de révisions des données douanières) est compensée par une révision à la hausse de l'excédent du négoce international (+ 4,2 milliards). Quant aux **services**, à nouveau les services financiers apparaissent comme les plus fortement révisés (+ 2,7 milliards) tandis que les transports enregistrent la révision à la baisse la plus importante (– 2,3 milliards). Le solde des **revenus primaires** est quant à lui revu à la baisse, pour 1,3 milliard, la révision à la hausse du solde des **revenus d'investissements directs** (+ 5,1 milliards) étant compensée par celles à la baisse des **revenus des autres investissements** (– 3,6 milliards) et des **autres revenus primaires** (– 2,4 milliards).

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE FINANCIER

Le solde du **compte financier** est révisé de – 1,0 milliard d'euros pour l'année 2017 (à – 32,0 milliards) et de + 4,0 milliards pour 2018 (à – 23,3 milliards).

Pour l'année 2017, le solde des **autres investissements** est révisé de – 3,9 milliards, tandis que celui des **investissements de portefeuille** à l'inverse est revu à la hausse de + 3,2 milliards. Le solde des **investissements directs** est peu révisé (– 0,3 milliard).

Pour 2018, le solde des **investissements de portefeuille** est révisé de + 14,4 milliards, dont + 9,9 milliards pour les avoirs et – 4,6 milliards pour les engagements. Les **investissements directs** sont également revus à la hausse pour 1,9 milliard. En revanche, le solde des **autres investissements** diminue de 12,4 milliards, en raison d'une révision à la baisse des avoirs (– 11,1 milliards).

Comme les années précédentes, ces révisions s'expliquent principalement par l'intégration de déclarations tardives ou de sources non disponibles auparavant et plus particulièrement, pour les investissements directs, par la substitution de données issues des comptes annuels des sociétés françaises et étrangères aux estimations publiées l'an passé.

Révisions des données 2017 et 2018 de la balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements (en milliards d'euros)

	2017			2018		
	Rapport annuel 2018	Rapport annuel 2019	Écarts	Rapport annuel 2018	Rapport annuel 2019	Écarts
Compte de transactions courantes	- 16,4	- 17,6	- 1,2	- 15,1	- 13,2	1,9
Biens	- 45,2	- 46,1	- 1,0	- 49,3	- 48,1	1,2
Services	20,2	24,5	4,3	23,8	24,8	1,0
<i>Transports</i>	- 2,9	- 2,9	0,0	- 4,6	- 6,9	- 2,3
<i>Voyages</i>	14,2	13,2	- 1,1	14,9	14,5	- 0,4
Revenus primaires	52,3	47,5	- 4,8	58,0	56,8	- 1,3
<i>Rémunérations des salariés</i>	20,5	20,1	- 0,3	20,5	20,4	- 0,1
<i>Revenus des investissements</i>	27,7	23,1	- 4,5	31,7	33,0	1,3
Investissements directs	38,3	36,2	- 2,1	43,2	48,3	5,1
Investissements de portefeuille	- 12,5	- 13,4	- 0,9	- 15,6	- 15,8	- 0,2
Autres investissements	1,3	- 0,3	- 1,6	3,1	- 0,5	- 3,6
Avoirs de réserve	0,6	0,6	0,0	1,0	1,0	0,0
<i>Autres revenus primaires</i>	4,2	4,2	0,0	5,8	3,4	- 2,4
Revenus secondaires	- 43,7	- 43,4	0,3	- 47,7	- 46,7	1,0
Compte de capital	0,3	0,2	- 0,1	2,1	2,1	0,0
Compte financier	- 31,0	- 32,0	- 1,0	- 27,3	- 23,3	4,0
Investissements directs	10,2	9,9	- 0,3	55,2	57,1	1,9
Français à l'étranger	36,6	31,9	- 4,8	86,8	89,5	2,7
<i>dont : capital social</i>	23,3	13,7	- 9,6	85,6	78,3	- 7,3
<i>bénéfices réinvestis</i>	12,7	19,3	6,6	13,5	24,6	11,1
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	0,7	- 1,1	- 1,7	- 12,3	- 13,5	- 1,2
Étrangers en France	26,5	22,0	- 4,5	31,6	32,3	0,7
<i>dont : capital social</i>	22,0	22,0	0,0	30,2	28,8	- 1,4
<i>bénéfices réinvestis</i>	9,1	6,8	- 2,3	6,6	7,3	0,7
<i>autres opérations (emprunts intragroupe)</i>	- 4,6	- 6,8	- 2,1	- 5,2	- 3,8	1,4
Investissements de portefeuille	23,6	26,8	3,2	- 5,0	9,4	14,4
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	53,6	55,4	1,9	19,2	29,0	9,9
Actions et titres d'OPC ^{a)}	51,4	56,0	4,6	- 28,4	- 21,5	6,9
Titres de créance à long terme	- 19,1	- 23,9	- 4,9	43,3	41,3	- 2,0
Titres de créance à court terme	21,3	23,4	2,1	4,3	9,2	4,9
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	30,0	28,6	- 1,4	24,2	19,6	- 4,6
Actions et titres d'OPC ^{a)}	28,6	24,6	- 4,0	- 17,8	- 22,7	- 4,9
Titres de créance à long terme	- 4,5	- 2,2	2,3	83,0	81,4	- 1,6
Titres de créance à court terme	5,9	6,2	0,3	- 41,0	- 39,1	2,0
Instrument financiers dérivés	- 1,2	- 1,2	0,0	- 25,9	- 25,9	0,0
Autres investissements	- 60,5	- 64,4	- 3,9	- 62,0	- 74,4	- 12,4
Avoirs	131,1	145,0	14,0	141,7	130,6	- 11,1
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	93,5	93,5	0,0	140,0	140,0	0,0
Engagements	191,6	209,5	17,9	203,7	205,0	1,3
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	107,1	107,1	0,0	187,0	187,0	0,0
Avoirs de réserve	- 3,0	- 3,0	0,0	10,4	10,4	0,0
Erreurs et omissions nettes	- 14,9	- 14,6	0,3	- 14,3	- 12,2	2,1

a) Organismes de placement collectif.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. La convention de signe utilisée est celle du 6^e Manuel de la balance des paiements.

Source : Banque de France.

A4

POSITION EXTÉRIEURE – RÉVISIONS DES DONNÉES 2017 ET 2018

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce *Rapport annuel* (cf. tableau ci-dessous). Ces révisions de la position extérieure s'inscrivent dans le cadre du processus habituel de révisions, avec la prise en compte de corrections ou de données non disponibles auparavant et portent sur les deux années 2017 et 2018, comme pour les révisions de la balance des paiements.

La position extérieure nette est ainsi revue à la baisse, de 71,2 milliards d'euros pour 2017 et 59,7 milliards pour 2018. En particulier, les avoirs en **investissements de portefeuille** sont fortement révisés, de sorte

que le solde se dégrade, de 45,1 milliards en 2017 et 39,8 milliards en 2018. Ces révisions s'expliquent par l'intégration de nouvelles informations en 2019, et qui sont rétropolées sur deux ans à l'occasion de ce *Rapport annuel*. Le solde des positions en **investissements directs** est révisé de - 22,5 milliards en 2017 et - 3,8 milliards en 2018 : ces révisions proviennent principalement de l'exploitation des comptes annuels des entreprises et des résultats d'enquêtes spécifiques auprès des entreprises résidentes sur leurs avoirs et engagements vis-à-vis de l'étranger. La position nette des **prêts et emprunts** est aussi révisée à la baisse, de 3,7 milliards en 2017 et 16,1 milliards en 2018.

Révisions des données 2017 et 2018 de la position extérieure Principales rubriques de la position extérieure (en milliards d'euros)

	2017 ^{a)}			2018 ^{a)}		
	Rapport annuel 2018	Rapport annuel 2019	Écarts	Rapport annuel 2018	Rapport annuel 2019	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	540,4	517,9	- 22,5	596,4	592,6	- 3,8
Français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}	1 222,9	1 201,0	- 21,8	1 317,0	1 309,3	- 7,7
Étrangers en France en valeur mixte ^{a)}	682,5	683,2	0,7	720,5	716,7	- 3,9
Investissements de portefeuille	- 718,8	- 763,9	- 45,1	- 717,3	- 757,1	- 39,8
Titres étrangers	2 455,1	2 410,4	- 44,7	2 378,2	2 334,7	- 43,5
Actions et titres d'OPC	816,3	795,7	- 20,6	707,9	689,9	- 18,0
Titres de créance à long terme	1 440,8	1 419,2	- 21,6	1 463,4	1 435,6	- 27,7
Titres de créance à court terme	198,1	195,5	- 2,6	207,0	209,2	2,2
Titres français	3 173,9	3 174,3	0,3	3 095,5	3 091,8	- 3,7
Actions et titres d'OPC	918,5	914,1	- 4,3	814,8	806,1	- 8,7
Titres de créance à long terme	2 033,5	2 037,4	4,0	2 072,3	2 074,6	2,3
Titres de créance à court terme	222,0	222,7	0,7	208,4	211,1	2,7
Instrument financiers dérivés	- 69,2	- 69,2	0,0	- 72,6	- 72,6	0,0
Prêts et emprunts (hors avoirs de réserve)	- 263,6	- 267,3	- 3,7	- 337,1	- 353,2	- 16,1
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 35,4	- 35,4	- 0,1	- 41,7	- 40,0	1,7
Autres investissements de la Banque de France	- 156,1	- 156,1	0,0	- 173,2	- 173,2	0,0
Autres investissements des administrations publiques	39,0	39,0	0,0	36,1	35,3	- 0,8
Prêts et emprunts des institutions financières monétaires	- 98,6	- 98,6	0,0	- 171,3	- 171,3	0,0
Prêts et emprunts des autres secteurs ^{b)}	- 0,4	- 4,1	- 3,6	25,3	8,4	- 16,9
Droits de tirage spéciaux	- 12,0	- 12,0	0,0	- 12,3	- 12,3	0,0
Avoirs de réserve	130,4	130,4	0,0	145,6	145,6	0,0
Solde avec les investissements directs en valeur mixte	- 380,9	- 452,1	- 71,2	- 385,0	- 444,6	- 59,7

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

Reproduction autorisée avec indication de la source

Directeur de la publication

Alain Duchâteau

Directeur général délégué des Statistiques, des Études
et de l'International de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des Langages

Studio Création

Direction de la Communication

Imprimerie

Banque de France

31 rue Croix-des-Petits-Champs

75001 Paris

Dépôt légal

Juillet 2020

ISSN 0292-6733

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site Internet
de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements-et-statistiques-bancaires-internationales/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france-donnees>

Vous y trouverez également des tableaux statistiques complémentaires.

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements (en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Compte de transactions courantes	- 10,7	- 12,5	- 17,7	- 20,2	- 10,8	- 20,6	- 8,1	- 10,9	- 17,6	- 13,2	- 16,2
Total biens et services	- 18,0	- 27,5	- 37,1	- 23,2	- 12,9	- 17,2	- 8,8	- 12,0	- 21,7	- 23,3	- 25,2
Biens	- 36,7	- 48,2	- 64,9	- 54,5	- 43,0	- 42,7	- 28,9	- 32,3	- 46,1	- 48,1	- 46,8
<i>Recettes</i>	337,8	383,1	422,1	436,4	438,5	437,2	470,6	471,1	495,2	522,5	533,4
<i>Dépenses</i>	374,4	431,3	487,0	490,9	481,5	479,9	499,4	503,4	541,4	570,5	580,2
Services	18,6	20,7	27,8	31,3	30,1	25,5	20,1	20,2	24,4	24,8	21,6
<i>Recettes</i>	144,9	157,6	175,3	190,0	201,9	215,9	230,5	234,1	242,9	256,5	262,7
<i>Dépenses</i>	126,2	136,8	147,5	158,7	171,8	190,4	210,4	218,5	231,7	241,1	
Voyages	17,0	14,0	14,6	20,8	21,3	17,3	17,0	13,4	13,1	14,5	10,8
<i>Recettes</i>	43,5	43,0	47,6	51,9	53,1	54,0	52,6	49,8	52,1	55,9	57,0
<i>Dépenses</i>	26,5	29,0	33,0	31,1	31,8	36,7	35,6	36,5	38,9	41,4	46,1
Transports	- 1,0	- 0,8	- 2,8	- 2,2	- 3,5	- 3,0	- 2,8	- 4,9	- 2,9	- 6,9	- 5,0
<i>Recettes</i>	24,9	29,3	31,7	33,3	34,6	36,1	37,7	36,4	40,7	39,3	41,8
<i>Dépenses</i>	25,9	30,1	34,4	35,5	38,1	39,1	40,6	41,3	43,6	46,2	46,8
Autres services	2,7	7,5	15,9	12,7	12,3	11,1	6,0	11,7	14,2	17,2	15,8
<i>Recettes</i>	76,5	85,3	96,0	104,8	114,3	125,8	140,1	147,9	150,1	161,3	164,0
<i>Dépenses</i>	73,8	77,8	80,1	92,1	101,9	114,6	134,2	136,2	135,9	144,1	148,2
Revenus Primaires	43,9	51,2	56,7	45,1	47,1	45,0	45,7	48,5	47,5	56,8	54,0
Rémunérations des salariés	12,3	13,1	14,8	16,1	16,8	17,5	19,7	19,9	20,1	20,4	21,5
Revenus d'investissements	24,3	31,1	35,0	22,3	23,9	21,3	19,7	23,9	23,1	33,0	29,2
<i>Revenus d'investissements directs</i>	26,3	36,2	40,5	37,6	39,0	40,5	39,1	36,1	36,2	48,3	47,5
<i>Revenus d'investissements de portefeuille</i>	1,4	- 3,6	- 6,0	- 16,0	- 15,7	- 19,7	- 18,7	- 12,5	- 13,4	- 15,8	- 16,1
<i>Revenus des autres investissements</i>	- 3,9	- 2,0	- 0,1	0,3	0,2	0,1	- 1,3	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 3,4
<i>Revenus d'avoirs de réserve</i>	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	1,0	1,2
Autres revenus primaires	7,3	7,0	6,9	6,8	6,4	6,2	6,3	4,7	4,2	3,4	3,3
Revenus secondaires	- 36,6	- 36,3	- 37,2	- 42,1	- 45,0	- 48,4	- 45,0	- 47,3	- 43,4	- 46,7	- 44,9
<i>Recettes</i>	13,2	14,4	15,8	15,4	14,7	23,0	26,7	25,5	27,3	29,8	30,9
<i>Dépenses</i>	49,7	50,7	53,0	57,6	59,7	71,4	71,7	72,7	70,7	76,5	75,8
Compte de capital	0,3	0,1	- 0,2	- 3,4	0,1	- 1,2	- 1,0	1,1	0,2	2,1	1,9
<i>Recettes</i>	1,1	1,2	1,1	1,1	1,3	1,1	2,2	2,4	1,3	2,5	2,7
<i>Dépenses</i>	0,7	1,1	1,3	4,5	1,2	2,3	3,2	1,3	1,1	0,4	0,8
Compte financier	- 39,2	- 1,2	- 56,5	- 37,3	- 14,5	- 7,8	- 0,7	- 16,8	- 32,0	- 23,3	- 28,8
<i>Avoirs</i>	110,9	193,5	- 28,9	- 144,4	- 162,2	204,4	176,0	250,6	235,8	333,1	444,8
<i>Engagements</i>	150,2	194,7	27,6	- 107,1	- 147,8	212,2	176,7	267,4	267,8	356,4	473,7
Investissements directs	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	57,1	4,2
<i>Français à l'étranger</i>	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	89,4	34,5
<i>Étrangers en France</i>	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	32,3	30,3
Investissements de portefeuille	- 236,0	- 116,8	- 240,9	- 39,4	- 59,7	- 17,9	38,9	0,2	26,8	9,4	- 93,0
<i>Avoirs</i>	78,4	- 30,0	- 167,7	- 18,3	43,6	69,7	43,5	36,4	55,4	29,0	53,2
<i>Engagements</i>	314,4	86,8	73,2	21,0	103,2	87,7	4,6	36,3	28,6	19,6	146,2
Instruments financiers dérivés	- 11,1	- 3,1	- 13,9	- 14,3	- 16,8	- 23,9	13,0	- 15,9	- 1,2	- 25,9	3,7
<i>Avoirs</i>	- 31,9	- 13,3	43,4	- 108,8	- 216,1	12,0	131,5	- 18,3	6,5	73,6	137,6
<i>Engagements</i>	- 20,7	- 10,2	57,3	- 94,5	- 199,3	35,9	118,4	- 2,4	7,8	99,5	133,9
Autres investissements	151,4	87,1	189,6	- 2,8	73,9	- 2,2	- 66,9	- 41,1	- 64,4	- 74,4	53,4
<i>Avoirs</i>	- 14,2	194,7	64,0	- 48,9	- 3,6	84,5	- 54,1	171,6	145,0	130,6	216,6
<i>Engagements</i>	- 165,6	107,6	- 125,7	- 46,2	- 77,5	86,6	12,8	212,7	209,4	205,0	163,2
Avoirs de réserve	6,0	5,8	- 5,5	4,0	- 1,5	0,7	7,2	2,2	- 3,0	10,4	2,8
Erreurs et omissions nettes	- 28,9	11,2	- 38,6	- 13,8	- 3,7	14,0	8,4	- 7,1	- 14,6	- 12,2	- 14,6

0.2 Position extérieure

0.2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2009 à 2019 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Investissements directs en valeur mixte	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	592,6	591,2
Français à l'étranger	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 309,3	1 364,4
Étrangers en France	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	716,7	773,3
Investissements de portefeuille	- 219,2	- 320,8	- 546,6	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 743,7	- 736,5	- 763,9	- 757,1	- 942,7
Titres étrangers	2 070,8	2 100,1	1 865,6	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 341,8	2 392,8	2 410,4	2 334,7	2 546,0
<i>Actions et titres d'OPC^{a)}</i>	448,4	498,3	401,4	494,7	589,0	634,8	687,1	715,1	795,7	689,9	807,2
<i>Titres de créance à long terme</i>	1 369,9	1 362,9	1 256,7	1 271,8	1 306,4	1 435,4	1 472,4	1 496,0	1 419,2	1 435,6	1 545,8
<i>Titres de créance à court terme</i>	252,4	239,0	207,5	224,5	187,8	197,2	182,3	181,7	195,5	209,2	193,0
Titres français	2 290,0	2 420,9	2 412,2	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 085,5	3 129,3	3 174,3	3 091,8	3 488,7
<i>Actions et titres d'OPC</i>	573,2	579,3	500,6	614,7	731,8	743,1	783,9	823,3	914,1	806,1	956,2
<i>Titres de créance à long terme</i>	1 467,6	1 595,5	1 671,9	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 082,8	2 087,5	2 037,4	2 074,6	2 314,7
<i>Titres de créance à court terme</i>	249,2	246,2	239,7	203,0	232,6	242,2	218,7	218,5	222,7	211,1	217,7
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	831,2	886,8	907,0	978,3	1 017,3	1 138,7	1 133,0	1 115,8	1 070,1	1 059,6	1 153,1
Instruments financiers dérivés	- 71,7	- 47,8	- 44,5	- 45,2	- 62,1	- 59,6	- 35,2	- 46,5	- 69,2	- 72,5	- 72,8
<i>Créances</i>	926,6	825,8	1 092,2	1 080,2	809,7	1 043,7	802,8	794,7	608,2	612,8	746,6
<i>Engagements</i>	998,3	873,6	1 136,6	1 125,4	871,8	1 103,3	838,0	841,1	677,4	685,4	819,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 416,8	- 347,0	- 144,8	- 162,8	- 85,2	- 98,3	- 165,7	- 206,6	- 267,3	- 353,2	- 300,5
<i>Créances</i>	1 388,1	1 617,8	1 710,0	1 610,1	1 575,5	1 712,1	1 741,6	1 824,5	1 896,5	2 060,8	2 299,5
<i>Engagements</i>	1 804,9	1 964,8	1 854,8	1 773,0	1 660,7	1 810,4	1 907,2	2 031,1	2 163,8	2 414,0	2 600,0
Banque de France	- 163,4	- 126,9	- 208,9	- 206,2	- 163,1	- 171,5	- 163,5	- 161,3	- 168,2	- 185,6	- 140,9
<i>Autres participations</i>	0,0	0,0	0,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6
<i>Numéraire et dépôts</i>	- 70,5	- 37,2	- 98,7	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9	- 79,7	- 79,0	- 96,4	- 49,4
<i>Prêts</i>	- 82,7	- 78,9	- 99,5	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3	- 70,1	- 78,7	- 78,4	- 80,7
<i>Droits de tirage spéciaux</i>	- 11,0	- 11,8	- 12,0	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9	- 12,9	- 12,0	- 12,3	- 12,5
Administrations publiques	16,3	20,3	26,1	29,7	42,3	44,7	49,3	50,1	46,4	42,6	37,2
<i>Autres participations</i>	16,7	17,7	18,5	24,9	32,9	38,2	41,6	42,4	44,4	44,4	44,8
<i>Numéraire et dépôts</i>	- 14,4	- 13,7	- 14,5	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5	- 9,3	- 12,5	- 14,0	- 18,3
<i>Prêts</i>	5,6	8,8	15,5	13,9	15,7	13,6	10,8	9,5	7,1	4,9	3,7
<i>Crédits commerciaux et avances à la commande</i>	8,3	7,5	6,6	5,7	5,2	5,2	8,3	7,5	7,4	7,3	7,0
Institutions financières monétaires	- 202,5	- 172,1	82,3	37,1	66,1	44,2	- 56,8	- 82,8	- 98,6	- 171,3	- 219,2
<i>Numéraire et dépôts</i>	- 510,6	- 560,9	- 298,5	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 471,1	- 552,7	- 592,2	- 898,8	- 997,0
<i>Prêts</i>	307,8	389,2	380,0	370,0	359,2	401,1	414,1	457,7	481,6	723,4	769,9
<i>Autres comptes à payer/à recevoir</i>	0,2	- 0,4	0,8	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3	12,3	12,0	4,1	7,9
Autres secteurs^{b)}	- 67,1	- 68,3	- 44,4	- 23,4	- 30,4	- 15,6	5,3	- 12,7	- 46,9	- 38,9	22,3
<i>Numéraire et dépôts</i>	137,3	216,8	225,1	261,2	227,0	250,6	324,6	337,2	352,6	138,6	196,9
<i>Prêts</i>	- 209,0	- 281,6	- 258,8	- 266,0	- 238,5	- 238,8	- 284,3	- 306,9	- 347,7	- 121,0	- 120,2
<i>Crédits commerciaux et avances à la commande</i>	5,6	- 3,4	- 10,6	- 18,6	- 18,8	- 26,1	- 32,8	- 40,8	- 42,8	- 47,3	- 42,5
<i>Autres secteurs – Autres comptes à payer/à recevoir</i>	- 1,0	- 0,1	0,0	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,3	0,0	0,0
<i>Réserves techniques d'assurance</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 2,1	- 2,1	- 9,3	- 9,2	- 11,8
Avoirs de réserve	92,4	124,5	133,1	139,9	105,1	118,2	126,9	139,2	130,4	145,6	168,2
Total créances	5 255,7	5 546,0	5 765,3	5 785,6	5 534,6	6 207,4	6 177,9	6 370,2	6 246,5	6 463,2	7 124,8
Total engagements	5 543,0	5 731,2	5 943,8	6 053,4	5 885,1	6 543,1	6 462,1	6 660,7	6 698,6	6 907,9	7 681,3
Position extérieure	- 287,3	- 185,2	- 178,4	- 267,8	- 350,5	- 335,7	- 284,2	- 290,6	- 452,1	- 444,6	- 556,5

a) Organismes de placement collectif.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

Note : Les investissements directs sont présentés selon la règle du principe directionnel étendu.

0.2b Créances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net
Total	3 905	4 818	- 913	4 125	5 128	- 1 003	4 467	5 580	- 1 113
Euro	2 856	3 562	- 706	2 957	3 776	- 819	3 149	4 060	- 911
Dollar US	649	848	- 198	733	962	- 228	821	1 101	- 279
Yen	164	96	68	186	79	107	210	90	120
Livre sterling	86	169	- 83	93	161	- 68	114	177	- 63
Yuan	6	8	- 2	5	8	- 3	5	7	- 3
Autres monnaies	144	135	10	151	142	8	167	144	23
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	1 937	2 238	- 301	2 333	2 748	- 416	2 544	3 018	- 474
Euro	1 178	1 354	- 177	1 489	1 779	- 290	1 575	1 893	- 318
Dollar US	444	588	- 143	513	695	- 182	576	817	- 241
Yen	163	88	75	175	68	107	200	82	118
Livre sterling	63	109	- 45	69	103	- 34	87	114	- 27
Yuan	3	7	- 3	3	6	- 3	3	6	- 3
Autres monnaies	85	92	- 7	83	97	- 14	103	106	- 3
Administrations publiques	85	1 294	- 1 208	85	1 268	- 1 184	85	1 375	- 1 290
Euro	81	1 221	- 1 140	79	1 217	- 1 138	79	1 319	- 1 241
Dollar US	4	52	- 48	5	34	- 28	6	44	- 38
Yen	0	1	- 1	0	1	- 1	0	1	- 1
Livre sterling	0	13	- 13	0	10	- 10	0	5	- 5
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres monnaies	0	7	- 7	0	7	- 7	0	6	- 5
Autres secteurs	1 443	892	551	1 242	683	559	1 363	740	623
Euro	1 322	683	638	1 107	462	645	1 221	515	705
Dollar US	77	150	- 73	78	159	- 80	86	162	- 76
Yen	- 1	6	- 6	9	9	0	9	6	2
Livre sterling	12	33	- 21	11	31	- 20	14	39	- 26
Yuan	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Autres monnaies	33	19	14	37	22	15	34	17	17
Prêts inter-entreprises ^{a)}	440	394	46	465	428	37	475	447	28
Euro	276	303	- 27	281	317	- 36	275	332	- 58
Dollar US	124	58	66	136	74	63	153	77	76
Yen	2	1	0	2	2	0	2	2	0
Livre sterling	10	14	- 4	13	17	- 4	14	19	- 5
Yuan	2	1	1	2	2	1	2	1	0
Autres monnaies	25	16	10	30	17	13	30	16	14

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale ou la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2018) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2018).

0.2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net
Total	608	677	- 69	613	685	- 73	747	819	- 73
Euro	346	378	- 32	345	376	- 31	441	468	- 27
Dollar US	154	170	- 17	162	185	- 23	183	204	- 21
Yen	34	43	- 9	43	50	- 8	36	47	- 10
Livre sterling	29	36	- 6	25	30	- 6	33	42	- 9
Autres monnaies	45	51	- 6	39	44	- 5	54	59	- 5

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et investissement, une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

0.2d Les flux d'investissements directs de la France

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Créances : acquisition nette d'actifs financiers (A = B + C + D)	63,6	54,8	45,0	40,3	13,3	39,8	45,9	67,5	42,4	118,3	49,8
Capital social (B)	40,3	28,6	28,4	40,5	3,3	21,0	18,0	34,6	13,7	78,3	27,2
Bénéfices réinvestis (C)	9,6	19,7	8,0	10,8	8,5	7,6	4,9	13,4	19,3	24,6	17,0
Prêts intragroupe (D)	13,7	6,5	8,7	- 10,9	1,5	11,2	23,0	19,5	9,5	15,4	5,6
Engagements : accroissement net des passifs financiers (E = F + G + H)	13,1	29,0	30,8	25,3	23,8	4,3	38,8	29,8	32,5	61,2	45,6
Capital social (F)	14,5	11,5	21,2	10,7	20,0	9,4	27,8	18,9	22,0	28,8	24,7
Bénéfices réinvestis (G)	- 2,3	6,3	- 1,6	6,2	6,6	5,1	7,1	7,6	6,7	7,3	4,5
Emprunts intragroupe (H)	1,0	11,1	11,2	8,3	- 2,8	- 10,1	3,9	3,3	3,8	25,1	16,4
Créances/engagements : investissements directs nets (I = A - E)	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	57,1	4,2
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (J)	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	89,4	34,5
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (K)	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	32,3	30,3
Principe directionnel : investissements directs nets (L = I = J - K)	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	57,1	4,2

0.2e La position de la France en investissements directs

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Actifs : investissements directs français à l'étranger (A = B + C)	1 044,6	1 165,3	1 252,2	1 295,3	1 284,2	1 393,4	1 499,2	1 557,7	1 537,1	1 680,4	1 754,6
Capitaux propres (B)	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 215,1	1 279,7
Prêts intragroupe (C)	287,6	301,0	358,1	346,8	343,9	380,6	419,4	445,7	439,9	465,3	474,8
Passifs : investissements directs étrangers en France (D = E + F)	716,6	759,4	827,8	846,5	875,2	904,0	965,7	998,0	1 019,2	1 087,7	1 163,4
Capitaux propres (E)	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	659,5	716,0
Emprunts intragroupe (F)	282,5	298,6	367,0	376,1	373,2	375,2	389,5	393,9	393,9	428,2	447,3
Actifs/passifs : position nette en investissements directs (G = A - D)	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	592,6	591,2
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (H)	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 309,3	1 364,4
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (I)	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	716,7	773,3
Principe directionnel : position nette en investissements directs (J = G = H - I)	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	592,6	591,2

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	495,2	541,4	- 46,1	522,5	570,5	- 48,1	533,4	580,2	- 46,8
Marchandises	481,1	541,4	- 60,2	507,1	570,5	- 63,4	522,6	580,2	- 57,6
Données douanières	473,6	531,8	- 58,3	492,2	554,7	- 62,5	508,6	567,1	- 58,5
Corrections et ajustements	6,1	6,1	- 0,1	13,2	11,7	1,6	12,1	9,1	3,0
Soutage et avitaillement	1,5	3,4	- 1,9	1,7	4,2	- 2,5	1,8	4,1	- 2,2
Négoce international	14,1		14,1	15,4		15,4	10,8		10,8
Négoce (Biens acquis - exportations négatives)	- 65,5		- 65,5	- 71,1		- 71,1	- 71,3		- 71,3
Négoce (Biens revendus - exportations)	79,7		79,7	86,4		86,4	82,2		82,2

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises (en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2019	Variation 2019/2018 (en %)	Montant en 2019	Variation 2019/2018 (en %)	Montant en 2019	Variation 2019/2018 (en milliards)
Zone euro	225,5	1,5	264,0	0,2	- 38,5	2,7
<i>dont</i> : Allemagne	70,2	- 0,8	85,1	- 1,9	- 15,0	1,0
Italie	37,7	3,9	43,5	1,4	- 5,8	0,8
Espagne	37,3	- 0,9	37,1	2,0	0,2	- 1,0
Royaume-Uni	33,7	3,3	21,2	2,8	12,5	0,5
Nouveaux États membres ^{a)}	31,2	4,5	38,5	5,1	- 7,4	- 0,5
Amérique	59,0	8,5	52,0	5,6	7,0	1,9
<i>dont</i> : États-Unis	42,1	9,7	39,4	7,7	2,7	0,9
Asie	68,1	2,5	103,4	5,4	- 35,4	- 3,6
<i>dont</i> : Japon	7,7	16,7	10,5	2,6	- 2,7	0,8
Chine et Hong Kong	26,7	- 1,2	54,3	4,5	- 27,5	- 2,7
Proche et Moyen-Orient	14,8	1,5	11,8	- 4,7	3,0	0,8

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects - DGDDI (données brutes).

Calculs : Banque de France.

1.3 Ventilation géographique des échanges de services (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	130,5	135,9	- 5,5	142,3	148,7	- 6,4	146,5	154,5	- 7,9
Union économique et monétaire (à 19)	92,4	101,0	- 8,6	103,6	109,8	- 6,1	107,6	113,3	- 5,7
dont : Allemagne	23,9	27,4	- 3,5	25,6	30,5	- 4,9	26,8	31,8	- 5,0
Autriche	0,9	1,3	- 0,4	1,1	1,2	- 0,1	1,2	1,3	- 0,1
Belgique	17,1	13,4	3,7	17,4	13,0	4,4	18,2	13,3	5,0
Espagne	10,9	13,0	- 2,1	12,9	14,9	- 1,9	13,5	15,0	- 1,5
Finlande	1,1	0,5	0,5	2,2	0,7	1,4	1,7	0,7	1,0
Grèce	0,6	1,6	- 1,0	0,4	1,8	- 1,4	0,4	1,6	- 1,1
Irlande	4,9	11,4	- 6,6	7,0	11,7	- 4,7	6,8	12,8	- 5,9
Italie	11,3	10,5	0,8	11,4	10,9	0,5	11,7	11,1	0,6
Luxembourg	6,1	6,4	- 0,3	7,7	5,9	1,8	9,1	6,2	2,8
Pays-Bas	12,9	10,8	2,1	14,8	13,0	1,9	15,3	13,5	1,8
Portugal	1,6	3,0	- 1,4	1,7	2,8	- 1,1	1,6	2,9	- 1,3
Autres pays de l'Union européenne	38,1	34,9	3,1	38,7	38,9	- 0,3	38,9	41,1	- 2,2
dont : Danemark	1,5	1,2	0,3	1,5	1,0	0,5	1,5	1,1	0,5
Hongrie	0,6	1,0	- 0,4	0,5	0,9	- 0,4	0,5	1,1	- 0,6
Pologne	1,5	3,4	- 1,9	1,8	3,5	- 1,7	1,8	3,7	- 1,8
République tchèque	0,8	1,8	- 1,0	0,9	1,7	- 0,8	0,9	1,6	- 0,7
Roumanie	0,6	1,9	- 1,3	0,8	2,4	- 1,6	0,8	2,5	- 1,7
Royaume-Uni	29,0	22,3	6,8	29,8	25,7	4,0	29,8	27,2	2,7
Suède	2,7	2,6	0,1	2,5	2,9	- 0,3	2,7	3,1	- 0,4
Reste du monde	112,5	82,6	29,9	114,2	83,0	31,2	116,2	86,7	29,5
dont : Afrique du Sud	0,6	0,7	- 0,1	0,7	0,7	0,0	0,7	0,7	0,1
Algérie	1,4	0,7	0,7	1,6	0,8	0,8	1,7	0,8	0,9
Angola	0,9	0,2	0,6	0,6	0,1	0,5	0,5	0,2	0,3
Arabie saoudite	1,6	0,7	0,9	1,2	0,5	0,8	1,1	0,4	0,6
Australie	1,9	0,8	1,1	1,9	1,1	0,8	1,8	1,0	0,8
Bahreïn	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1
Brésil	2,2	1,2	1,0	2,2	1,2	1,0	2,4	1,5	0,8
Canada	2,5	2,5	0,0	2,8	3,0	- 0,2	2,7	2,9	- 0,1
Chine	8,3	4,7	3,5	8,7	4,4	4,2	9,4	4,7	4,7
Corée du sud	1,6	1,3	0,3	1,9	0,8	1,0	1,9	0,8	1,1
Égypte	1,0	1,5	- 0,5	0,8	1,2	- 0,4	0,9	1,5	- 0,6
Émirats arabes unis	2,4	1,5	0,8	2,3	1,8	0,6	2,1	1,8	0,4
États-Unis	29,1	25,1	4,0	30,6	23,8	6,8	30,2	24,5	5,7
Hong Kong	1,2	1,5	- 0,3	1,5	1,6	0,0	0,9	1,5	- 0,6
Inde	1,8	2,6	- 0,9	2,1	2,7	- 0,5	2,0	2,5	- 0,5
Japon	4,3	1,9	2,4	5,0	1,8	3,1	4,7	2,4	2,3
Maroc	1,7	2,6	- 0,9	2,2	2,3	- 0,1	2,3	2,5	- 0,2
Mexique	1,2	0,7	0,5	1,7	1,0	0,7	1,9	1,1	0,8
Nigéria	0,5	0,3	0,2	0,4	0,4	0,1	0,4	0,2	0,2
Norvège	1,0	1,0	0,0	0,9	1,0	- 0,1	0,9	1,0	- 0,1
Qatar	0,8	0,5	0,3	1,0	0,4	0,6	1,6	0,4	1,2
Russie	4,1	0,9	3,1	2,7	0,8	1,8	2,4	1,0	1,4
Singapour	3,3	2,5	0,8	3,6	2,6	1,1	3,8	2,7	1,1
Suisse	18,5	9,3	9,1	18,0	9,2	8,8	18,4	9,3	9,2
Tunisie	0,5	1,3	- 0,8	0,7	1,6	- 0,9	0,7	1,7	- 1,0
Turquie	1,4	1,4	0,0	1,7	1,5	0,2	1,6	1,5	0,2
Total	242,9	218,5	24,4	256,5	231,7	24,8	262,7	241,1	21,6

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.4 Transports (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Maritimes	13,0	8,8	4,1	14,0	10,4	3,5	15,0	10,8	4,2
Fret	11,9	3,3	8,5	12,7	5,0	7,7	13,7	5,7	8,0
<i>dont fabrisation</i> ^{a)}	0,7	1,3	-0,7	0,7	1,5	-0,8	0,7	1,5	-0,7
Passagers	0,4	0,0	0,4	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3
Autres frais ^{b)}	0,7	5,5	-4,8	0,9	5,4	-4,5	0,9	5,2	-4,2
Aériens	11,5	14,3	-2,8	10,0	13,4	-3,4	10,4	13,3	-2,8
Fret	1,0	2,1	-1,1	1,0	2,2	-1,2	1,2	2,6	-1,4
<i>dont fabrisation</i> ^{a)}	0,3	0,6	-0,3	0,3	0,6	-0,3	0,3	0,6	-0,3
Passagers	6,7	7,7	-1,0	5,4	7,5	-2,1	5,8	7,5	-1,7
Autres frais ^{b)}	3,7	4,4	-0,7	3,5	3,7	-0,2	3,4	3,2	0,3
Autres transports	16,3	20,5	-4,2	15,3	22,3	-7,0	16,3	22,7	-6,4
Spatiaux	1,4	0,0	1,4	0,6	0,0	0,6	0,7	0,0	0,7
Ferroviaires	1,3	1,7	-0,4	1,6	1,9	-0,3	1,8	1,9	-0,1
Fret	1,0	1,0	-0,1	1,0	1,3	-0,3	1,0	1,3	-0,3
<i>dont fabrisation</i> ^{a)}	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Passagers	0,3	0,7	-0,4	0,3	0,6	-0,4	0,4	0,6	-0,3
Autres frais ^{b)}	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4
Routiers	6,9	13,8	-6,9	6,4	15,3	-8,9	7,1	15,7	-8,6
Fret	5,5	12,9	-7,4	5,3	14,3	-9,0	5,9	14,6	-8,7
<i>dont fabrisation</i> ^{a)}	0,9	4,8	-3,9	1,0	5,0	-4,0	1,0	5,0	-4,0
Passagers	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres frais ^{b)}	1,3	0,8	0,5	1,1	0,9	0,2	1,1	1,0	0,1
Autres	6,7	5,0	1,7	6,7	5,1	1,5	6,8	5,1	1,6
<i>dont fabrisation</i> ^{a),c)}	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2
Total	40,7	43,6	-2,9	39,3	46,2	-6,9	41,8	46,8	-5,0

a) La fabrisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabrisation des transports fluviaux, oléoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.5 Ventilation géographique des échanges de voyages (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	28,4	23,6	4,8	31,6	25,8	5,8	33,2	28,2	5,0
Union économique et monétaire (à 19)	21,7	19,2	2,4	24,4	20,8	3,6	25,6	21,7	3,9
dont : Allemagne	5,1	3,1	2,0	5,9	3,3	2,6	6,4	3,7	2,7
Autriche	0,2	0,3	-0,1	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
Belgique	6,3	2,1	4,2	6,6	2,3	4,3	6,8	2,3	4,5
Espagne	3,3	5,5	-2,2	4,3	6,1	-1,8	4,6	6,2	-1,5
Grèce	0,1	0,9	-0,8	0,1	1,3	-1,2	0,1	1,1	-1,0
Irlande	0,3	0,7	-0,4	0,3	0,8	-0,5	0,3	0,9	-0,6
Italie	3,2	3,2	0,0	3,5	3,4	0,1	3,6	3,4	0,1
Luxembourg	0,7	1,1	-0,5	0,8	1,1	-0,4	0,8	1,3	-0,5
Pays-Bas	1,8	0,6	1,2	1,9	0,6	1,3	1,9	0,9	1,0
Portugal	0,4	1,1	-0,7	0,5	1,0	-0,4	0,6	1,0	-0,4
Autres pays de l'Union européenne	6,8	4,4	2,4	7,2	5,0	2,2	7,6	6,6	1,1
dont : Danemark	0,4	0,1	0,3	0,5	0,2	0,3	0,5	0,2	0,3
Roumanie	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Royaume-Uni	5,5	3,2	2,3	5,6	3,8	1,8	6,0	5,1	0,9
Suède	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2
Reste du monde	23,7	15,3	8,3	24,3	15,6	8,7	23,8	17,9	5,9
dont : Algérie	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,2	0,6	0,3	0,3
Australie	0,9	0,3	0,6	0,8	0,4	0,3	0,7	0,3	0,4
Brésil	1,0	0,2	0,8	0,7	0,1	0,6	0,7	0,2	0,5
Canada	0,8	0,6	0,2	1,0	0,8	0,2	1,0	0,9	0,1
Chine	4,0	0,4	3,6	4,1	0,4	3,7	3,5	0,3	3,3
Croatie	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,4	-0,4
Égypte	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,2	-0,2
États-Unis	3,3	2,0	1,3	3,5	1,8	1,7	3,6	2,1	1,5
Inde	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
Japon	1,1	0,3	0,7	1,5	0,3	1,2	1,2	0,4	0,8
Maroc	0,5	0,7	-0,2	0,6	0,7	-0,1	0,6	0,8	-0,1
Mexique	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	0,5	0,3	0,1
Norvège	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	-0,1	0,2	0,3	-0,1
République dominicaine	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,3	-0,3
Russie	0,7	0,3	0,5	0,6	0,2	0,4	0,6	0,3	0,3
Suisse	5,3	1,5	3,7	5,7	1,5	4,1	5,8	1,6	4,2
Thaïlande	0,2	0,4	-0,2	0,1	0,3	-0,2	0,1	0,4	-0,2
Tunisie	0,2	0,3	0,0	0,2	0,4	-0,1	0,3	0,5	-0,2
Turquie	0,2	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
Vietnam	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
Total	52,1	38,9	13,1	55,9	41,4	14,5	57,0	46,1	10,8

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.
En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.6 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et hors voyages (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	80,9	85,3	- 4,4	90,3	93,7	- 3,5	91,3	96,1	- 4,8
Union économique et monétaire (à 19)	55,9	62,0	- 6,1	64,0	67,0	- 3,0	65,5	68,9	- 3,4
dont : Allemagne	14,1	19,0	- 4,9	15,5	21,9	- 6,4	15,6	22,2	- 6,5
Autriche	0,6	0,6	0,0	0,7	0,7	0,0	0,8	0,7	0,0
Belgique	8,9	8,6	0,3	8,9	7,8	1,1	9,4	8,3	1,1
Espagne	6,3	4,1	2,2	7,2	5,0	2,1	7,2	5,0	2,2
Finlande	0,9	0,3	0,5	2,0	0,5	1,4	1,5	0,4	1,1
Grèce	0,4	0,3	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2	0,1
Irlande	4,4	10,0	- 5,5	6,5	9,8	- 3,3	6,4	10,8	- 4,4
Italie	6,3	5,6	0,6	6,1	6,0	0,2	6,3	6,1	0,3
Luxembourg	4,2	4,2	0,0	5,3	3,8	1,5	6,6	4,0	2,6
Pays-Bas	8,5	7,5	1,0	9,7	9,0	0,7	9,8	9,1	0,7
Portugal	0,9	1,2	- 0,3	1,0	1,2	- 0,3	0,8	1,2	- 0,4
Autres pays de l'Union européenne	25,0	23,3	1,7	26,3	26,7	- 0,5	25,8	27,1	- 1,4
dont : Danemark	0,9	0,6	0,3	0,9	0,4	0,5	0,9	0,4	0,5
Hongrie	0,3	0,6	- 0,2	0,4	0,5	- 0,1	0,3	0,6	- 0,3
Pologne	1,0	1,2	- 0,2	1,3	1,4	- 0,1	1,3	1,5	- 0,1
République tchèque	0,6	0,7	- 0,1	0,5	1,0	- 0,4	0,5	0,8	- 0,3
Roumanie	0,4	1,1	- 0,8	0,6	1,5	- 0,9	0,6	1,6	- 1,0
Royaume-Uni	18,5	16,7	1,8	20,0	19,3	0,6	19,4	19,3	0,1
Suède	2,0	2,1	- 0,1	1,8	2,4	- 0,6	1,9	2,6	- 0,7
Reste du monde	69,2	50,6	18,6	71,0	50,4	20,6	72,7	52,1	20,6
dont : Afrique du Sud	0,4	0,2	0,2	0,5	0,3	0,2	0,5	0,3	0,2
Algérie	0,4	0,2	0,2	0,9	0,3	0,6	0,9	0,3	0,6
Angola	0,8	0,2	0,6	0,6	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5
Arabie saoudite	1,3	0,6	0,7	0,9	0,3	0,6	0,8	0,3	0,5
Australie	0,7	0,4	0,4	1,0	0,5	0,4	0,9	0,6	0,3
Bahreïn	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Brésil	0,9	0,7	0,2	1,1	0,8	0,3	1,3	1,0	0,2
Canada	1,3	1,1	0,1	1,4	1,3	0,1	1,4	1,3	0,1
Chine	2,4	2,6	- 0,2	2,7	2,3	0,4	3,8	2,7	1,1
Corée du sud	0,9	1,0	- 0,1	1,2	0,5	0,7	1,2	0,5	0,7
Égypte	0,9	1,0	- 0,1	0,7	0,6	0,1	0,7	0,9	- 0,2
Émirats arabes unis	1,7	0,9	0,9	1,8	0,9	0,9	1,6	0,9	0,7
États-Unis	19,8	19,5	0,3	21,5	18,5	3,0	20,5	19,1	1,5
Hong Kong	0,9	1,2	- 0,3	1,0	1,3	- 0,3	0,4	1,3	- 0,9
Inde	0,9	2,0	- 1,1	1,2	2,0	- 0,8	1,2	1,9	- 0,7
Japon	2,8	1,3	1,5	3,0	1,3	1,7	3,0	1,7	1,3
Maroc	0,9	1,6	- 0,7	1,3	1,3	0,0	1,3	1,3	0,0
Mexique	0,6	0,3	0,4	1,0	0,5	0,5	1,3	0,6	0,7
Nigéria	0,4	0,2	0,1	0,3	0,3	0,0	0,3	0,1	0,2
Norvège	0,6	0,5	0,1	0,5	0,6	0,0	0,6	0,6	0,0
Qatar	0,7	0,2	0,5	0,8	0,2	0,7	1,4	0,2	1,3
Russie	3,1	0,4	2,7	1,8	0,3	1,5	1,6	0,4	1,2
Singapour	2,9	1,1	1,8	3,2	1,3	1,9	3,4	1,4	2,0
Suisse	11,6	7,0	4,6	11,2	6,7	4,4	11,3	6,7	4,6
Tunisie	0,1	0,8	- 0,6	0,2	1,1	- 0,8	0,2	1,1	- 0,8
Turquie	0,9	0,6	0,2	1,2	0,7	0,5	1,1	0,7	0,4
Total	150,1	135,9	14,2	161,3	144,1	17,2	164,0	148,2	15,8

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.7 Autres services (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	9,5	8,0	1,5	10,7	8,6	2,1	10,2	9,5	0,8
Services d'entretien et de réparation n.i.a	8,0	7,4	0,5	8,7	8,0	0,7	9,2	8,6	0,7
Construction	4,8	2,3	2,5	1,9	1,4	0,5	2,5	1,4	1,1
Services d'assurance et de pension	6,5	8,9	-2,4	8,1	9,3	-1,3	8,7	9,4	-0,7
Services financiers	11,4	5,5	5,9	12,4	6,2	6,2	13,4	6,6	6,9
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	7,2	4,8	2,4	7,7	5,5	2,2	8,3	5,8	2,5
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	4,2	0,7	3,5	4,7	0,7	3,9	5,1	0,7	4,4
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14,9	14,0	0,9	15,0	12,1	2,8	14,3	11,6	2,7
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	16,5	19,1	-2,6	18,7	21,1	-2,3	18,0	21,4	-3,3
Autres services aux entreprises	73,3	67,4	5,9	80,6	73,0	7,6	82,2	75,0	7,2
<i>Services de recherche et développement</i>	11,1	11,9	-0,8	11,8	13,9	-2,2	12,0	13,8	-1,8
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	21,2	19,1	2,1	25,3	21,8	3,5	26,2	22,7	3,4
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	41,0	36,4	4,6	43,5	37,2	6,3	44,1	38,5	5,6
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4,1	3,2	0,9	4,8	4,4	0,4	4,9	4,7	0,1
Biens et services des APU n.i.a.	1,1	0,0	1,1	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n.i.a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

1.8 Revenus primaires (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	21,5	1,4	20,1	21,9	1,5	20,4	23,1	1,6	21,5
Revenus des investissements	132,7	109,6	23,1	150,2	117,1	33,0	154,0	124,8	29,2
Revenus d'investissements directs	68,4	32,2	36,2	80,1	31,8	48,3	80,1	32,6	47,5
<i>Dividendes</i>	45,9	22,9	23,0	52,1	22,3	29,8	59,6	26,6	33,1
<i>Bénéfices réinvestis</i>	19,3	6,7	12,5	24,6	7,3	17,3	17,0	4,5	12,5
<i>Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés</i>	3,2	2,6	0,6	3,4	2,1	1,2	3,4	1,6	1,8
Revenus d'investissements de portefeuille	48,4	61,8	-13,4	47,5	63,3	-15,8	47,8	63,9	-16,1
<i>dont revenus des actions et des OPC^{a)}</i>	15,4	20,5	-5,1	16,3	22,8	-6,4	16,5	25,3	-8,7
Revenus des autres investissements	15,2	15,5	-0,3	21,6	22,1	-0,5	24,8	28,2	-3,4
<i>Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement</i>	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,4	0,0	0,4
<i>Intérêts</i>	14,5	15,0	-0,5	20,9	21,7	-0,7	24,3	27,8	-3,5
<i>Revenus attribués aux assurés</i>	0,4	0,5	-0,1	0,4	0,4	-0,1	0,2	0,5	-0,3
Revenus des avoirs de réserve	0,6	0,0	0,6	1,0	0,0	1,0	1,2	0,0	1,2
Autres revenus primaires	8,3	4,1	4,2	8,0	4,6	3,4	8,0	4,7	3,3
Total	162,5	115,1	47,5	180,0	123,3	56,8	185,1	131,1	54,0

a) Organismes de placement collectif.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.9 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie (en milliards d'euros)

	Recettes					Dépenses				
	2016	2017	2018	2019 ^{a)}	2019 (en %)	2016	2017	2018	2019 ^{a)}	2019 (en %)
Union européenne (à 28)	37,4	39,0	49,6	47,1	58,8	21,9	25,1	25,5	25,5	78,1
Union économique et monétaire (à 19)	28,1	29,3	38,1	35,8	44,7	17,5	20,4	21,9	20,9	64,0
dont : Allemagne	4,7	6,7	4,6	5,2	6,4	2,0	3,7	2,5	2,6	8,0
Belgique	6,6	5,1	9,2	8,0	10,0	3,0	2,8	2,5	2,3	7,1
Espagne	2,8	4,0	3,1	3,1	3,8	1,0	1,2	1,6	1,5	4,7
Irlande	1,4	1,3	3,6	2,7	3,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
Italie	3,4	3,6	3,9	3,7	4,6	0,9	0,5	0,8	1,0	3,1
Luxembourg	2,4	2,1	2,4	2,6	3,3	3,7	4,7	4,3	4,1	12,5
Pays-Bas	5,6	4,8	9,5	8,8	11,0	6,0	7,1	10,0	9,0	27,5
Portugal	0,4	0,5	0,8	0,9	1,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Autres pays de l'Union européenne	9,2	9,8	11,5	11,3	14,1	4,4	4,8	3,6	4,6	14,1
dont : Pologne	0,9	1,2	1,4	1,2	1,5	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2
République tchèque	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	5,5	5,5	6,2	6,3	7,9	3,7	3,7	2,7	3,6	11,1
Suède	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	1,5
Reste du monde	25,4	29,4	30,4	33,0	41,2	4,7	7,1	6,2	7,1	21,9
dont : Brésil	0,8	0,8	0,5	0,8	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,9	-0,5	0,5	0,7	0,9	0,0	-0,3	0,1	0,1	0,2
Chine	0,9	1,5	1,7	1,8	2,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
États-Unis	5,0	4,8	8,4	8,1	10,1	1,9	3,0	1,4	1,5	4,6
Hong Kong	1,0	1,5	1,8	2,2	2,8	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3
Inde	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,3	0,4	0,1	0,2	0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Japon	3,2	3,4	2,5	2,5	3,2	0,5	0,7	0,6	0,6	1,7
Maroc	0,4	0,5	0,6	0,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	0,6	0,4	0,5	0,7	0,8	0,1	0,2	0,2	0,2	0,6
Russie	1,0	1,1	0,4	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Singapour	0,2	1,3	2,1	2,1	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Suisse	4,9	5,7	1,6	3,0	3,8	2,4	1,3	3,0	3,9	12,0
Turquie	0,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Total	62,8	68,4	80,1	80,1	100,0	26,7	32,2	31,8	32,6	100,0

a) Pour l'année 2019, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.
Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupes, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

1.10 Revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	6,5	31,8	- 25,3	7,3	35,9	- 28,5	8,2	36,2	- 28,0
Prestations sociales		7,1	- 7,1		6,8	- 6,8		7,0	- 7,0
Coopération internationale	1,9	7,7	- 5,8	2,1	7,9	- 5,8	2,2	8,2	- 5,9
<i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>		0,8	- 0,8		0,9	- 0,9		0,9	- 0,9
Ressources propres des institutions de l'Union européenne		16,3	- 16,3		20,6	- 20,6		21,0	- 21,0
Autres transferts des APU ^{a)}	4,6	0,7	3,9	5,2	0,5	4,6	6,0	0,1	5,9
Revenus secondaires des autres secteurs	20,8	38,9	- 18,1	22,5	40,7	- 18,2	22,7	39,6	- 16,9
dont transferts courants divers	4,6	18,5	- 13,9	5,2	20,9	- 15,7	5,2	18,7	- 13,5
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	0,5	10,9	- 10,3	0,9	11,3	- 10,4	0,9	11,9	- 11,0
Total	27,3	70,7	- 43,4	29,8	76,5	- 46,7	30,9	75,8	- 44,9

a) Administrations publiques.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2009	50,5	72,6	40,3	9,6	22,7
2010	25,9	36,4	28,6	19,7	- 11,9
2011	14,2	37,0	28,4	8,0	0,7
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	35,5	37,5	21,0	7,6	8,9
2015	7,1	48,0	18,0	4,9	25,1
2016	37,7	58,6	34,6	13,4	10,6
2017	9,9	31,9	13,7	19,3	- 1,1
2018	57,1	89,4	78,3	24,6	- 13,5
2019	4,2	34,5	27,2	17,0	- 9,7

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie du 6^e manuel de balance des paiements : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français ; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{b)}
2009	50,5	22,1	14,5	- 2,3	10,0
2010	25,9	10,5	11,5	6,3	- 7,4
2011	14,2	22,8	21,2	- 1,6	3,1
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	35,5	2,0	9,4	5,1	- 12,4
2015	7,1	40,9	27,8	7,1	6,0
2016	37,7	20,8	18,9	7,6	- 5,6
2017	9,9	22,0	22,0	6,7	- 6,8
2018	57,1	32,3	28,8	7,3	- 3,8
2019	4,2	30,3	24,7	4,5	1,2

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie du 6^e manuel de balance des paiements : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français ; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017	2018	2019
Union européenne (à 28)	34,1	25,3	65,2	13,5
Union économique et monétaire (à 19)	32,6	11,3	57,4	10,8
dont :				
Allemagne	9,1	8,0	- 22,8	1,3
Belgique	7,7	- 18,3	4,3	0,7
Espagne	4,3	1,7	1,7	- 2,5
Irlande	- 2,1	2,4	2,1	- 4,2
Italie	12,5	3,1	26,2	2,8
Luxembourg	- 2,9	9,9	4,0	6,2
Pays-Bas	3,6	2,8	39,5	5,6
Autres pays de l'Union européenne	1,5	14,0	7,8	2,8
dont :				
Pologne	1,1	- 0,4	1,4	0,0
République tchèque	0,4	0,4	0,7	0,3
Roumanie	0,1	0,2	0,5	0,3
Royaume-Uni	- 1,2	10,7	0,5	7,6
Suède	0,8	3,2	0,2	0,1
Reste du monde	24,5	6,6	24,3	21,0
dont :				
Angola	- 0,5	- 0,9	- 0,6	0,9
Australie	- 0,7	1,6	7,2	- 2,2
Bahamas	0,0	0,0	0,0	0,0
Bermudes	1,0	0,1	13,6	2,4
Brésil	2,0	2,6	1,4	2,3
Canada	0,3	1,6	- 1,8	0,0
Chine	0,5	0,8	0,7	0,1
Égypte	0,1	- 0,6	0,1	0,1
Émirats arabes unis	0,2	1,4	- 0,2	0,1
États-Unis	13,9	- 3,4	- 0,6	8,7
Hong Kong	- 1,9	- 0,4	0,1	- 1,3
Îles Vierges Britanniques	- 0,2	0,2	0,0	0,1
Inde	- 0,2	0,4	0,5	0,3
Japon	1,5	2,4	0,5	1,4
Kazakhstan	- 0,4	0,0	- 0,5	- 0,2
Maroc	0,5	0,4	0,0	- 0,2
Nigéria	0,2	0,0	- 0,7	0,4
Norvège	- 0,4	- 1,6	- 0,4	0,1
Qatar	0,3	- 1,3	0,1	- 0,1
Russie	3,3	1,5	0,1	1,3
Singapour	0,2	- 1,9	0,3	3,8
Suisse	2,9	0,2	2,8	- 1,6
Turquie	- 0,4	0,3	0,2	0,3
Total	58,6	31,9	89,4	34,5

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017	2018	2019
Union européenne (à 28)	23,1	21,3	34,6	17,1
Union économique et monétaire (à 19)	23,8	1,1	34,8	8,7
dont :				
Allemagne	4,9	10,4	3,2	1,2
Belgique	- 4,6	- 0,7	0,4	1,4
Espagne	- 0,2	2,5	0,9	3,0
Finlande	12,4	- 9,9	- 2,1	- 0,1
Irlande	- 0,7	1,2	- 2,3	0,7
Italie	3,0	0,6	2,6	0,7
Luxembourg	12,4	- 6,8	19,3	0,2
Pays-Bas	- 3,7	3,6	13,4	2,1
Autres pays de l'Union européenne	- 0,6	20,2	- 0,2	8,4
dont :				
Danemark	0,3	0,4	1,2	0,0
Pologne	- 0,7	0,9	0,2	1,3
République tchèque	0,1	- 0,1	- 0,1	0,1
Roumanie	- 0,2	- 0,1	0,0	0,1
Royaume-Uni	- 0,9	19,1	- 1,6	7,3
Suède	0,7	0,1	- 0,1	- 0,3
Reste du monde	- 2,3	0,7	- 2,3	13,3
dont :				
Bermudes	- 0,1	0,0	0,1	0,0
Brésil	0,0	0,2	0,1	0,0
Canada	0,3	0,8	1,5	- 0,5
Chine	0,2	0,1	- 0,5	0,3
Émirats arabes unis	- 0,5	- 0,3	0,0	- 0,1
États-Unis	- 7,2	- 0,5	- 6,9	5,5
Hong Kong	1,5	0,8	0,2	0,7
Inde	- 0,1	0,0	- 0,2	0,2
Japon	0,9	1,2	0,8	0,9
Jersey	- 0,1	0,1	0,1	0,1
Liban	- 0,2	0,9	0,1	0,2
Qatar	1,3	0,8	- 0,8	0,1
Russie	- 0,1	0,3	- 0,1	- 0,1
Suisse	1,9	- 2,0	2,6	4,4
Singapour	0,1	- 0,4	0,1	0,4
Turquie	- 0,1	- 0,1	0,0	0,0
Total	20,8	22,0	32,3	30,3

a) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
 Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017	2018	2019
Agriculture, sylviculture et pêche	- 0,1	0,1	0,0	0,1
Industries extractives	4,0	- 3,8	4,3	5,8
dont : Extraction de pétrole et de gaz	3,3	- 4,5	4,0	5,7
Industries manufacturières	14,8	9,0	37,2	- 4,1
dont : Industries agricoles et alimentaires	2,9	11,3	- 0,8	- 1,7
Industrie du textile et habillement	0,8	- 1,9	0,8	- 1,7
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,0	0,0	0,0	0,0
Cokéfaction et raffinage	0,9	1,7	2,6	- 1,9
Industrie chimique	5,2	1,2	2,1	0,3
Industrie pharmaceutique	- 0,4	- 6,1	1,0	- 9,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,0	1,2	4,2	0,0
Industries métallurgiques	3,3	2,4	2,1	1,4
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	3,8	- 7,8	- 1,5	4,5
Fabrication de machines et équipements	0,1	0,6	0,0	- 0,3
Industrie automobile	1,6	4,5	0,1	1,2
Fabrication d'autres matériels de transport	- 1,9	2,9	0,5	- 1,7
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	0,7	- 2,6	2,8	- 2,4
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	- 0,1	0,8	- 2,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,1	0,9	- 2,2
Construction	- 0,7	- 4,6	2,5	0,8
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	4,4	- 1,6	5,6	- 2,0
dont : Commerce de gros	0,3	3,9	3,6	- 4,0
Commerce de détail	2,8	- 5,7	0,1	1,5
Transports et entreposage	- 0,3	- 0,9	0,6	2,6
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,5	0,2	0,1	- 0,1
Transports par eau	- 0,8	- 0,7	0,2	1,6
Transports aériens	0,6	- 0,8	0,4	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,4	0,4	0,0	0,6
Hébergement et restauration	2,4	7,3	- 3,4	- 0,3
Information et communication	0,1	0,9	10,0	5,5
dont : Cinéma, vidéo et télévision	1,9	- 0,5	- 0,4	0,5
Télécommunications	- 2,6	- 0,7	0,1	0,5
Activités financières et d'assurance	24,3	9,7	6,0	0,5
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	19,9	- 4,6	3,3	- 1,2
Activités des sociétés <i>holding</i>	0,7	0,9	0,8	3,9
Assurance	1,5	2,5	8,3	- 1,2
Activités immobilières ^{b)}	3,4	2,0	20,8	3,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,4	10,6	1,9	1,6
dont : Activités juridiques et comptables	0,1	0,1	0,1	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	2,0	2,4	- 0,1	2,7
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,8	4,9	1,3	- 0,2
Recherche-développement scientifique	0,0	0,2	0,1	0,0
Publicité et études de marché	1,1	2,5	0,6	- 0,7
Activités de services administratifs et de soutien	0,5	4,4	0,1	3,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé humaine et action sociale	- 0,1	0,5	0,1	- 0,1
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,0	0,1	0,1	0,5
Montants non ventilés	3,6	0,7	0,2	21,4
Total	58,6	31,9	89,4	34,5

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. À partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017	2018	2019
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,1	0,1	0,2
Industries extractives	- 0,1	0,0	0,8	- 0,1
dont : Extraction de pétrole et de gaz	- 0,2	0,3	0,0	0,1
Industries manufacturières	7,3	0,1	14,9	- 2,5
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 3,5	2,6	- 0,4	- 2,1
Industrie du textile et habillement	0,0	- 0,7	- 0,6	2,8
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,5	0,6	0,5	0,1
Cokéfaction et raffinage	- 0,1	4,2	0,1	0,1
Industrie chimique	0,8	3,5	2,3	2,0
Industrie pharmaceutique	0,1	- 0,7	- 5,8	0,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,1	0,8	- 0,2	0,2
Industries métallurgiques	- 0,6	2,2	- 0,3	0,0
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	12,0	- 9,4	- 1,1	- 1,0
Fabrication de machines et équipements	- 0,2	0,1	1,2	- 0,9
Industrie automobile	0,4	- 0,4	0,1	0,4
Fabrication d'autres matériels de transport	- 0,8	- 0,3	- 2,7	- 5,9
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	1,1	- 2,2	0,1	1,2
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	- 0,3	0,1	0,0
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	1,2	- 4,3	- 2,3	- 0,5
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	0,2	5,5	2,7	1,5
dont : Commerce de gros	0,1	4,3	4,6	2,3
Commerce de détail	0,0	1,6	- 3,0	0,0
Transports et entreposage	1,2	2,9	0,5	0,4
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,0	2,4	- 0,3	- 0,1
Transports par eau	- 0,3	1,1	0,3	0,1
Transports aériens	- 0,1	0,0	0,2	0,7
Entreposage et services auxiliaires des transports	1,5	- 0,7	0,3	- 0,3
Hébergement et restauration	2,2	0,2	- 1,1	2,0
Information et communication	0,5	3,0	2,8	3,0
dont : Cinéma, vidéo et télévision	0,0	0,4	- 0,4	0,2
Télécommunications	- 0,4	0,0	2,0	2,7
Activités financières et d'assurance	- 10,6	12,1	22,3	15,3
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	0,2	2,0	5,2	2,9
Activités des sociétés <i>holding</i>	- 4,8	3,8	7,6	3,5
Assurance	- 0,4	- 0,2	0,6	0,5
Activités immobilières ^{b)}	- 1,7	- 0,5	0,2	1,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3,4	3,1	0,1	5,2
dont : Activités juridiques et comptables	- 0,6	0,2	0,1	0,4
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	3,3	1,1	0,0	3,7
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,1	1,5	- 0,2	0,4
Recherche-développement scientifique	0,2	0,5	0,0	0,7
Publicité et études de marché	0,2	0,0	0,1	0,0
Activités de services administratifs et de soutien	2,1	- 1,3	- 1,2	- 1,0
Enseignement	0,2	0,4	- 0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	0,5	0,8	0,5	0,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,1	0,7	0,6	0,3
Autres activités de services	0,0	0,0	0,1	0,5
Montants non ventilés	13,1	1,8	- 8,6	3,4
Total	20,8	22,0	32,3	30,3

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* par des investisseurs non résidents.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. À partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2019, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie	Pays de la cible	Commentaires
Canal +	M7 Group	Luxembourg	Acquisition du distributeur de chaînes TV
CMA-CGM	Ceva Logistics	Suisse	Acquisition du logisticien par voie d'offre publique d'achat (OPA)
Crédit agricole	Santander Securities Services	Espagne	Échange d'actifs entre CACEIS et Santander
Dassault Systèmes	Medidata Solutions	États-Unis	Acquisition du spécialiste des logiciels de suivi des essais cliniques
EssilorLuxottica	Luxottica Group	Italie	Finalisation de l'acquisition lors de l'offre publique de retrait
Faurecia	Clarion	Japon	Acquisition du spécialiste du système de navigation par voie d'OPA
Ipsen	Clementia Pharmaceuticals	Canada	Acquisition de la biotech
Loxam	Ramirent	Finlande	Acquisition du loueur de matériel par voie d'OPA
LVMH	Belmond	Bermudes (Îles)	Acquisition du groupe d'hôtellerie de luxe
Thalès	Gemalto	Pays-Bas	Acquisition du spécialiste de la sécurité numérique par voie d'OPA
Total	Mozambique LNG	Mozambique	Rachat de la participation d'Anadarko Petroleum dans le projet
Vinci	Gatwick airport	Royaume-Uni	Vinci Airports acquiert 50,01 % du capital de l'aéroport de Londres Gatwick
Worldline	EquensWordline	Pays-Bas	Acquisition de 36,4 % d'intérêts minoritaires dans sa filiale de traitement des transactions de paiement
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie	Pays de la cible	Commentaires
Axa	Equitable Holdings EQH	États-Unis	Cession d'actions de la société américaine cotée en bourse

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2019, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger	Entreprise résidente investie	Pays de l'investisseur	Commentaires
État néerlandais	Air France - KLM	Pays-Bas	L'État néerlandais accède au capital de la compagnie aérienne
Bank of America	Bank of America Securities Europe	États-Unis	BofA investit dans son nouveau siège pour sa branche européenne de banque d'investissement
Santander	CACEIS	Espagne	Échange d'actifs entre le Crédit agricole et Santander
BlackRock	eFront	États-Unis	Rachat de la société d'édition de logiciel auprès du fonds d'investissement Bridgepoint
Cellnex Telecom	Iliad TowerCo	Espagne	Acquisition de 70 % des pylônes de l'opérateur Free
Colgate-Palmolive	Laboratoire Filorga Cosmétiques	États-Unis	Acquisition du laboratoire spécialisé dans les produits de médecine esthétique et cosmétiques « anti-âge »
Archer Daniels Midland (ADM)	Neovia	États-Unis	Acquisition de la filiale « santé et nutrition animale » du groupe agricole coopératif français InVivo
Sika	Parex	Suisse	Acquisition du producteur de mortier
Omers Infrastructure	SFR FTTH	Canada	Le consortium mené par le gestionnaire de fonds Omers acquiert 49,9 % du réseau fibre optique d'Altice France
Taisho Pharmaceutical	UPSA	Japon	Rachat du laboratoire pharmaceutique basé à Agen auprès du groupe américain BMS
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger	Entreprise résidente désinvestie	Pays du désinvestisseur	Commentaires
Bridgepoint	eFront	Royaume-Uni	Le fonds d'investissement cède le fournisseur de solutions logicielles dédiées à l'industrie financière, à l'américain BlackRock
Bristol-Myers Squibb (BMS)	UPSA	États-Unis	Cession du laboratoire agenais dans le cadre d'un changement d'actionnaire

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur (en milliards d'euros)

	2018				2019			
	Actions et titres d'OPC ^{a)}	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 28)	1,3	13,2	0,2	14,8	0,3	22,8	- 13,4	9,7
Union économique et monétaire (à 19)	7,5	19,4	8,9	35,8	5,7	24,2	2,3	32,2
dont :								
Allemagne	- 6,2	1,5	0,7	- 4,0	- 2,2	11,0	5,3	14,1
Autriche	- 0,2	- 2,5	- 0,1	- 2,8	- 0,1	- 1,0	0,1	- 1,0
Belgique	- 1,7	- 4,1	- 3,1	- 8,9	- 0,3	3,6	- 1,9	1,3
Espagne	- 7,1	0,8	3,9	- 2,4	0,0	- 0,7	1,1	0,5
Finlande	- 0,5	0,6	0,2	0,3	0,2	- 0,3	1,8	1,7
Grèce	0,0	- 0,2	0,0	- 0,2	0,0	- 1,2	0,4	- 0,7
Irlande	1,4	- 2,6	- 2,5	- 3,6	7,4	4,1	1,3	12,8
Italie	2,6	- 11,0	- 4,7	- 13,1	3,0	- 1,1	1,7	3,5
Luxembourg	21,7	27,9	1,6	51,2	0,7	5,2	3,2	9,2
Pays-Bas	- 2,9	9,6	12,7	19,4	- 2,7	3,8	- 11,8	- 10,6
Portugal	0,4	- 1,5	0,1	- 0,9	0,1	- 0,1	0,1	0,1
Autres pays de l'Union européenne (à 28)	- 6,2	- 6,2	- 8,6	- 21,0	- 5,4	- 1,4	- 15,6	- 22,5
dont :								
Royaume-Uni	- 7,8	- 0,6	- 6,5	- 14,9	- 4,3	- 2,7	- 21,4	- 28,4
Suède	- 0,5	- 1,4	- 2,1	- 4,1	0,2	1,1	6,6	7,9
Reste du monde	- 22,8	28,1	8,9	14,3	- 1,8	42,0	3,3	43,5
dont :								
Bermudes	0,1	0,0	- 0,1	0,0	- 0,5	- 0,1	0,0	- 0,6
Brésil	0,5	0,7	0,0	1,1	0,4	- 1,4	0,0	- 1,0
Chine	0,5	- 0,1	0,0	0,4	- 1,5	0,2	0,0	- 1,3
Corée du Sud	- 0,9	1,9	- 0,1	0,9	- 0,1	0,5	0,8	1,2
États-Unis	- 7,9	13,3	1,1	6,4	- 2,2	27,2	0,2	25,3
Îles Cayman	0,7	- 0,7	0,0	0,0	1,2	0,3	0,0	1,5
Inde	- 2,3	- 0,3	0,0	- 2,6	1,5	- 0,1	0,0	1,5
Japon	- 6,2	9,9	10,3	14,0	- 2,3	18,2	2,5	18,4
Jersey	0,3	- 0,2	0,0	0,1	- 1,4	0,1	- 0,1	- 1,3
Russie	- 0,2	- 0,3	0,0	- 0,5	0,1	0,1	0,0	0,1
Suisse	- 3,7	0,0	- 1,0	- 4,7	0,9	1,4	0,0	2,3
Turquie	- 0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	- 0,1	0,3	0,2
Total	- 21,5	41,3	9,2	29,0	- 1,5	64,9	- 10,1	53,2

a) Organismes de placement collectif.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	- 12,8	9,4	- 3,3	32,9	2,9	35,8	23,8	8,3	32,2
Actions et titres d'OPC	31,6	2,1	33,7	7,7	- 0,2	7,5	3,3	2,4	5,7
Actions	3,9	1,0	4,8	- 13,8	0,7	- 13,1	0,2	0,4	0,6
Titres d'OPC	27,7	1,1	28,9	21,5	- 0,9	20,6	3,1	2,0	5,0
Titres de créance à long terme	- 38,4	9,0	- 29,4	19,5	0,0	19,4	17,7	6,6	24,2
Titres de créance à court terme	- 6,0	- 1,7	- 7,6	5,7	3,1	8,9	2,9	- 0,6	2,3
Bons du Trésor à moins d'un an	- 5,7	0,0	- 5,6	4,5	0,2	4,7	- 1,8	- 0,1	- 1,9
Autres titres de créance à court terme	- 0,3	- 1,7	- 2,0	1,2	3,0	4,1	4,7	- 0,5	4,1
Émetteurs hors zone euro	7,1	51,6	58,8	- 1,7	- 5,1	- 6,8	- 12,7	33,8	21,1
Actions et titres d'OPC	- 5,3	27,6	22,3	- 1,2	- 27,8	- 29,0	- 5,3	- 1,9	- 7,2
Actions	- 5,1	26,9	21,9	2,4	- 27,1	- 24,8	- 2,2	- 1,6	- 3,8
Titres d'OPC	- 0,2	0,6	0,4	- 3,6	- 0,7	- 4,3	- 3,1	- 0,3	- 3,4
Titres de créance à long terme	- 4,1	9,5	5,5	7,1	14,8	21,9	8,2	32,5	40,6
Titres de créance à court terme	16,5	14,5	31,0	- 7,6	8,0	0,3	- 15,6	3,2	- 12,4
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	13,2	13,2	0,0	9,4	9,4	0,1	2,6	2,7
Autres titres de créance à court terme	16,5	1,4	17,8	- 7,6	- 1,4	- 9,1	- 15,7	0,6	- 15,1
Tous émetteurs	- 5,7	61,1	55,4	31,2	- 2,2	29,0	11,1	42,1	53,2
Actions et titres d'OPC	26,3	29,7	56,0	6,6	- 28,0	- 21,5	- 2,0	0,5	- 1,5
Actions	- 1,2	27,9	26,7	- 11,4	- 26,4	- 37,8	- 2,0	- 1,1	- 3,1
Titres d'OPC	27,5	1,8	29,3	18,0	- 1,6	16,3	0,0	1,6	1,6
Titres de créance à long terme	- 42,5	18,5	- 23,9	26,6	14,8	41,3	25,8	39,0	64,9
Titres de créance à court terme	10,5	12,9	23,4	- 1,9	11,1	9,2	- 12,7	2,6	- 10,1
Bons du Trésor à moins d'un an	- 5,7	13,2	7,5	4,6	9,5	14,1	- 1,7	2,5	0,9
Autres titres de créance à court terme	16,2	- 0,3	15,9	- 6,5	1,6	- 4,9	- 11,0	0,0	- 11,0

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Engagements	87,7	4,6	36,3	28,6	19,6	146,2
Administrations publiques	48,4	10,5	- 9,6	- 16,0	- 8,6	66,0
OAT ^{a)}	91,8	79,4	46,8	13,6	29,4	71,2
BTAN ^{b)}	- 44,9	- 49,8	- 56,3	- 29,0	0,0	0,0
Autres titres de créance à long terme	3,9	- 2,2	- 1,7	0,7	- 7,3	- 3,0
BTF ^{c)}	1,9	- 17,7	- 7,8	- 4,1	- 12,9	- 9,9
Autres titres de créance à court terme	- 4,3	0,7	9,5	2,9	- 17,8	7,7
Institutions financières monétaires	11,2	- 18,4	25,1	26,8	44,8	59,0
Actions	0,1	1,7	1,7	2,1	- 1,8	0,8
Titres d'OPC monétaires	3,6	10,2	13,8	4,8	12,9	5,5
Titres de créance à long terme	9,6	- 18,3	0,2	13,3	42,4	45,1
Titres de créance à court terme	- 2,1	- 12,0	9,5	6,5	- 8,7	7,6
Autres secteurs	28,0	12,5	20,8	17,8	- 16,6	21,2
Actions	- 4,4	- 5,1	5,9	1,0	- 10,6	2,1
Titres d'OPC non monétaires	8,6	3,2	7,2	16,7	- 23,2	- 12,9
Titres de créance à long terme	21,5	13,1	15,5	- 0,8	16,9	31,6
Titres de créance à court terme	2,3	1,4	- 7,7	0,9	0,3	0,4

a) Obligations assimilables du Trésor.

b) Bons du Trésor à intérêt annuel.

c) Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté.

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM) résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Avoirs des IFM	93,5	140,0	117,6	58,9	100,9	87,3
Long terme	14,3	18,5	42,5	- 2,0	6,6	18,6
<i>Euros</i>	7,9	18,3	27,6	- 9,1	6,6	6,0
<i>Devises</i>	6,4	0,2	14,9	7,0	0,0	12,7
Court terme	79,2	121,6	75,1	61,0	94,3	68,7
<i>Euros</i>	31,7	105,6	37,1	19,7	81,2	35,7
<i>Devises</i>	47,5	16,0	38,0	41,3	13,2	33,0
Engagements des IFM	107,1	187,0	167,7	47,6	138,2	51,4
Long terme	8,2	35,8	8,5	- 18,1	- 3,1	8,3
<i>Euros</i>	1,8	28,4	7,6	- 17,2	- 3,8	0,5
<i>Devises</i>	6,5	7,4	0,9	- 0,9	0,7	7,8
Court terme	98,9	151,3	159,2	65,7	141,3	43,2
<i>Euros</i>	61,9	153,6	71,6	43,5	140,9	- 17,3
<i>Devises</i>	37,0	- 2,3	87,6	22,2	0,4	60,5
Flux nets	- 13,6	- 47,0	- 50,1	11,3	- 37,3	35,9
<i>Euros</i>	- 24,0	- 58,1	- 14,5	- 15,8	- 49,4	58,5
<i>Devises</i>	10,4	11,1	- 35,6	27,0	12,1	- 22,7
Long terme	6,1	- 17,3	34,1	16,1	9,6	10,3
Court terme	- 19,7	- 29,7	- 84,1	- 4,8	- 47,0	25,5

5. POSITION EXTÉRIÈRE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2018 et fin 2019 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte) (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2018	Flux de balance des paiements 2019 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2019
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
	1	2	3	4 = (2 + 3)			5 = (1 + 4)	
Investissements directs en valeur mixte ^{a)}	592,6	4,2	- 5,7	15,2	- 18,0	- 2,9	- 1,5	591,2
Français à l'étranger	1 309,3	34,5	20,6	15,4	6,4	- 1,1	55,1	1 364,4
<i>Capitaux propres</i>	1 215,1	44,2	20,4	14,1	6,4	0,0	64,7	1 279,7
<i>Autres opérations (prêts intragroupe)</i>	94,2	- 9,7	0,2	1,3	0,0	- 1,1	- 9,5	84,7
Étrangers en France	716,7	30,3	26,3	0,2	24,4	1,7	56,6	773,3
<i>Capitaux propres</i>	659,5	29,1	27,4	0,0	24,4	3,1	56,6	716,0
<i>Autres opérations (emprunts intragroupe)</i>	57,2	1,2	- 1,1	0,2	0,0	- 1,3	0,1	57,2
Investissements de portefeuille	- 757,1	- 93,0	- 92,6	0,9	- 73,2	- 20,3	- 185,6	- 942,7
Titres étrangers	2 334,7	53,2	158,1	11,7	166,9	- 20,5	211,3	2 546,0
<i>Actions et titres d'OPC ^{b)}</i>	689,9	- 1,5	118,8	5,6	111,0	2,2	117,3	807,2
<i>Obligations et assimilés</i>	1 435,6	64,9	45,3	4,6	55,3	- 14,6	110,2	1 545,8
<i>Titres de créance à court terme</i>	209,2	- 10,1	- 6,1	1,6	0,5	- 8,2	- 16,2	193,0
Titres français	3 091,8	146,2	250,6	10,8	240,1	- 0,2	396,9	3 488,7
<i>Actions et titres d'OPC</i>	806,1	- 4,5	154,6	0,1	154,5	0,0	150,1	956,2
<i>Obligations et assimilés</i>	2 074,6	144,9	95,2	9,9	85,5	- 0,2	240,1	2 314,7
<i>Titres de créance à court terme</i>	211,1	5,8	0,8	0,8	0,0	0,0	6,6	217,7
Pour mémoire : valeurs du Trésor	1 059,6	61,3	32,2	0,0	32,2	0,0	93,5	1 153,1
Instruments financiers dérivés ^{c)}	- 72,5	3,7	- 3,9	- 1,4	- 2,2	- 0,2	- 0,2	- 72,8
Créances	612,8	137,6	- 3,8	5,3	- 9,5	0,4	133,8	746,6
Engagements	685,4	133,9	0,1	6,7	- 7,3	0,6	134,0	819,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 353,2	53,4	- 0,7	1,6	0,0	- 2,3	52,7	- 300,5
Autres participations	45,9	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,5	46,4
<i>Banque de France</i>	1,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	1,6
<i>Administrations publiques</i>	44,4	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,4	44,8
Numéraire et dépôts	- 870,6	7,9	- 5,0	- 5,0	0,0	0,0	2,9	- 867,8
<i>Banque de France</i>	- 96,4	45,8	1,2	1,2	0,0	0,0	47,0	- 49,4
<i>Administrations publiques</i>	- 14,0	- 4,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 4,2	- 18,3
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 898,8	- 90,8	- 7,3	- 7,3	0,0	0,0	- 98,2	- 997,0
<i>Autres secteurs</i>	138,6	57,2	1,1	1,1	0,0	0,0	58,3	196,9
Prêts	528,9	36,8	7,0	7,0	0,0	0,0	43,9	572,8
<i>Banque de France</i>	- 78,4	- 0,2	- 2,1	- 2,1	0,0	0,0	- 2,3	- 80,7
<i>Administrations publiques</i>	4,9	- 1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,2	3,7
<i>Institutions financières monétaires</i>	723,4	36,9	9,6	9,6	0,0	0,0	46,5	769,9
<i>Autres secteurs</i>	- 121,0	1,3	- 0,5	- 0,5	0,0	0,0	0,8	- 120,2
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 40,0	5,1	- 0,6	- 0,6	0,0	0,0	4,5	- 35,5
Autres comptes à payer/à recevoir	4,1	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	8,0
<i>Institutions financières monétaires</i>	4,1	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	7,9
<i>Autres secteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	- 12,3	0,0	- 0,2	- 0,2	0,0	0,0	- 0,2	- 12,5
Réserves techniques d'assurances	- 9,2	- 0,3	- 2,3	0,0	0,0	- 2,3	- 2,6	- 11,8
Avoirs de réserve	145,6	2,8	19,8	1,5	18,3	0,0	22,6	168,2
Solde	- 444,6	- 28,8	- 83,1	17,8	- 75,2	- 25,7	- 111,9	- 556,5
(en % du PIB)	- 18,9							- 23,0

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Organismes de placement collectif.

c) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte ^{a)} (Encours en fin d'année, en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^{b)}	2018 ^{b)}	2019
Investissements directs français à l'étranger	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 309,3	1 364,4
Capitaux propres	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 215,1	1 279,7
Entreprises cotées	59,4	67,7	54,5	55,9	60,0	62,3	76,4	76,0	76,9	106,7	76,4
Entreprises non cotées et immobilier	697,5	796,6	839,6	892,6	880,2	950,4	1 003,4	1 036,0	1 020,3	1 108,3	1 203,3
Autres opérations (prêts)	20,9	13,6	70,4	16,0	20,8	53,2	85,1	107,0	103,9	94,2	84,7
Investissements directs étrangers en France	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	716,7	773,3
Capitaux propres	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	659,5	716,0
Entreprises cotées	64,0	65,0	51,6	62,3	80,6	90,4	98,0	104,4	83,7	94,4	113,0
Entreprises non cotées et immobilier	370,2	395,9	409,2	408,1	421,3	438,4	478,2	499,6	541,6	565,1	603,0
Autres opérations (emprunts)	15,7	11,2	79,3	45,3	50,1	47,8	55,2	55,2	57,8	57,2	57,2
Solde net des investissements directs	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	592,6	591,2
Capitaux propres	322,8	403,5	433,3	478,1	438,3	484,0	503,7	507,9	471,8	555,6	563,7
Entreprises cotées	- 4,5	2,7	2,9	- 6,4	- 20,7	- 28,1	- 21,5	- 28,4	- 6,9	12,3	- 36,6
Entreprises non cotées et immobilier	327,3	400,7	430,4	484,5	459,0	512,0	525,2	536,3	478,7	543,3	600,3
Autres opérations (prêts-emprunts)	5,2	2,4	- 8,9	- 29,3	- 29,3	5,4	29,8	51,8	46,1	37,1	27,5

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2019 sont estimés à partir des encours à fin 2018, des flux d'investissements directs de l'année 2019 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts-emprunts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts-emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu ; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à partir de 2011. Les encours des sociétés cotées sont valorisés en fonction de l'évolution de leur capitalisation boursière.

5.3 Évolution des investissements directs entre 2017 et fin 2018 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2017 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2018 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2018 ^{a)}
			Total	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet- prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
Investissements directs français à l'étranger	1 201,0	89,4	18,8	5,4	- 0,1	13,5	108,3	1 309,3
Capitaux propres	1 097,2	102,9	15,0	2,1	- 0,1	13,0	117,9	1 215,1
Entreprises cotées	76,9	52,1	- 22,2	0,5	- 0,1	- 22,6	29,9	106,7
Entreprises non cotées et immobilier	1 020,3	50,8	37,2	1,6	0,0	35,7	88,0	1 108,3
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{d)}	103,9	- 13,5	3,8	3,3	0,0	0,5	- 9,6	94,2
Investissements directs étrangers en France	683,2	32,3	1,2	0,2	- 1,1	2,1	33,5	716,7
Capitaux propres	625,3	36,1	- 2,0	0,1	- 1,1	- 0,9	34,1	659,5
Entreprises cotées	83,7	20,7	- 10,0	0,0	- 5,2	- 4,8	10,7	94,4
Entreprises non cotées et immobilier	541,6	15,5	8,0	0,1	4,1	3,9	23,4	565,1
Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{d)}	57,8	- 3,8	3,1	0,1	0,0	3,0	- 0,6	57,2
Position nette	517,9	57,1	17,7	5,2	1,1	11,4	74,8	592,6
Capitaux propres	471,8	66,8	17,0	2,0	1,1	13,9	83,8	555,6
Entreprises cotées	- 6,9	31,5	- 12,3	0,5	5,1	- 17,9	19,2	12,3
Entreprises non cotées et immobilier	478,7	35,3	29,3	1,5	- 4,1	31,8	64,6	543,3
Autres opérations (prêts-emprunts intragroupe) ^{d)}	46,1	- 9,7	0,7	3,2	0,0	- 2,5	- 9,0	37,1

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la méthodologie de la balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements

signe (-) : diminution des créances ou des engagements

c) Après reclassement des prêts et emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017 ^{b)}	2018 ^{b)}	2019 ^{c)}	2019 (en %)
Union européenne (à 28)	683,9	706,5	782,4	808,6	59,3
Union économique et monétaire (à 19)	527,6	543,7	607,7	623,9	45,7
dont : Allemagne	59,0	72,9	63,2	66,0	4,8
Belgique	157,0	141,9	140,8	142,0	10,4
Espagne	46,8	50,4	50,3	48,1	3,5
Irlande	18,6	21,0	32,6	28,3	2,1
Italie	62,0	64,3	84,0	85,9	6,3
Luxembourg	44,5	49,9	49,9	56,1	4,1
Pays-Bas	127,7	129,8	171,4	181,1	13,3
Autres pays de l'Union européenne	156,3	162,8	174,8	184,7	13,5
dont : Danemark	7,4	7,9	16,3	11,2	0,8
Pologne	16,3	16,4	17,3	18,1	1,3
République tchèque	8,1	8,2	9,4	9,5	0,7
Roumanie	4,3	4,4	4,7	5,2	0,4
Royaume-Uni	110,3	114,0	114,8	128,8	9,4
Suède	5,3	7,8	7,9	8,0	0,6
Reste du monde	535,1	494,5	526,9	555,9	40,7
dont : Afrique du Sud	2,5	2,3	2,8	3,1	0,2
Algérie	2,7	2,3	2,5	2,6	0,2
Angola	9,3	6,7	6,7	6,8	0,5
Arabie saoudite	5,1	3,9	4,3	3,7	0,3
Argentine	2,9	3,0	1,5	0,8	0,1
Australie	11,7	9,9	15,6	13,6	1,0
Bermudes	3,6	4,3	18,0	20,6	1,5
Bésil	24,0	25,1	25,7	27,7	2,0
Chine	23,1	24,5	28,1	28,8	2,1
Canada	11,4	10,5	10,2	10,9	0,8
Congo	5,3	4,0	4,7	3,9	0,3
Corée du Sud	4,0	4,2	4,2	4,1	0,3
Égypte	1,9	1,3	2,2	2,6	0,2
Émirats arabes unis	- 0,8	1,4	1,5	1,6	0,1
États-Unis	225,8	197,7	203,3	216,8	15,9
Hong Kong	9,8	9,1	10,0	8,9	0,7
Inde	5,5	5,5	5,6	5,9	0,4
Indonésie	2,6	1,0	1,2	1,7	0,1
Israël	3,0	2,7	2,8	3,2	0,2
Japon	26,4	24,4	22,9	21,0	1,5
Jersey	0,4	0,3	0,4	0,4	0,0
Kazakhstan	10,7	9,2	9,2	9,2	0,7
Maroc	10,0	11,0	11,1	10,8	0,8
Mexique	2,4	3,4	4,1	4,7	0,3
Nigéria	11,0	9,5	9,3	9,7	0,7
Qatar	3,1	1,9	1,8	1,7	0,1
Russie	16,9	16,6	17,9	22,9	1,7
Singapour	9,9	9,9	9,6	13,7	1,0
Suisse	42,2	41,1	42,8	42,8	3,1
Thaïlande	1,9	1,4	1,5	1,8	0,1
Turquie	3,6	3,2	2,9	3,0	0,2
Ukraine	0,5	0,6	1,0	1,3	0,1
Total	1 218,9	1 201,0	1 309,3	1 364,4	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2018 et des flux d'investissements directs de l'année 2019.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Depuis fin 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017 ^{b)}	2018 ^{b)}	2019 ^{c)}	2019 (en %)
Union européenne (à 28)	476,7	497,5	529,6	561,9	72,7
Union économique et monétaire (à 19)	396,2	399,0	424,8	445,6	57,6
dont : Allemagne	51,4	65,8	68,2	73,9	9,6
Belgique	59,4	50,6	51,0	53,7	6,9
Espagne	18,5	20,3	21,5	25,4	3,3
Finlande	14,5	4,6	2,4	2,4	0,3
Irlande	2,4	3,9	1,6	2,3	0,3
Italie	19,4	21,4	24,4	25,5	3,3
Luxembourg	139,6	133,1	147,9	151,9	19,6
Pays-Bas	84,0	92,1	101,3	104,4	13,5
Autres pays de l'Union européenne	80,4	98,5	104,9	116,3	15,0
dont : Danemark	5,6	5,8	7,0	7,2	0,9
Pologne	- 2,6	- 2,5	- 2,2	- 0,8	- 0,1
République tchèque	0,5	0,4	0,3	0,4	0,1
Roumanie	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0
Royaume-Uni	71,3	88,9	93,2	103,2	13,4
Suède	5,1	5,4	5,6	5,4	0,7
Reste du monde	182,6	185,6	187,0	211,3	27,3
dont : Algérie	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Arabie saoudite	0,3	0,3	0,3	0,4	0,0
Australie	1,3	1,2	1,0	0,9	0,1
Bermudes	- 0,2	0,2	0,3	0,3	0,0
Brésil	0,2	0,3	0,2	0,1	0,0
Canada	4,2	5,1	6,7	6,9	0,9
Chine	2,6	2,9	2,4	2,6	0,3
Corée du Sud	0,7	0,7	1,2	1,7	0,2
Égypte	0,3	0,2	0,1	0,3	0,0
Émirats arabes unis	1,7	1,6	1,8	1,8	0,2
États-Unis	58,3	56,1	53,2	58,1	7,5
Gabon	0,5	0,5	0,8	0,9	0,1
Hong Kong	3,8	4,8	4,8	5,9	0,8
Île de Man	0,1	0,1	0,5	0,3	0,0
Îles Vierges Britanniques	0,1	0,1	0,7	0,7	0,1
Inde	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0
Israël	0,6	0,7	0,9	0,9	0,1
Japon	12,5	13,5	12,4	12,7	1,6
Jersey	0,1	0,3	0,4	0,5	0,1
Liban	2,8	3,1	3,2	3,3	0,4
Maroc	1,6	1,6	1,6	1,8	0,2
Mexique	1,0	0,9	0,2	- 0,1	0,0
Qatar	3,6	4,2	3,3	3,5	0,4
Russie	0,5	0,8	0,7	0,6	0,1
Singapour	1,7	1,5	1,4	1,9	0,2
Suisse	72,8	72,9	77,7	91,9	11,9
Thaïlande	0,4	0,4	0,3	0,4	0,0
Turquie	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0
Total	659,2	683,2	716,7	773,3	100,0

a) Les emprunts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2018 et des flux d'investissements directs de l'année 2019.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Depuis 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.6 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017	2018	2019 ^{b)}	2019 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	0,3	0,4	0,5	0,0
Industries extractives	107,9	95,6	108,0	117,0	8,6
dont : Extraction de pétrole et de gaz	99,7	88,4	98,3	104,6	7,7
Industries manufacturières	361,0	354,0	414,8	422,2	30,9
dont : Industries agricoles et alimentaires	58,2	76,2	76,1	77,4	5,7
Industrie du textile et habillement	12,7	10,4	11,3	10,1	0,7
Industrie du bois, édition et imprimerie	2,1	2,2	2,1	2,0	0,1
Cokéfaction et raffinage	16,8	15,5	20,4	20,4	1,5
Industrie chimique	40,0	43,4	48,0	49,6	3,6
Industrie pharmaceutique	61,6	51,1	66,9	60,6	4,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	12,5	20,0	25,0	25,5	1,9
Industries métallurgiques	7,5	15,0	19,0	20,9	1,5
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	24,8	8,7	6,9	11,6	0,9
Fabrication de machines et équipements	6,6	6,7	7,6	8,3	0,6
Industrie automobile	42,5	41,1	37,5	35,7	2,6
Fabrication d'autres matériels de transport	16,9	17,0	18,2	17,7	1,3
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	81,4	74,2	75,5	75,2	5,5
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	4,7	4,3	5,5	3,9	0,3
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	3,8	3,1	4,4	2,6	0,2
Construction	21,4	16,4	17,4	19,7	1,4
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	90,2	89,0	109,1	111,6	8,2
dont : Commerce de gros	24,8	37,2	44,3	42,1	3,1
Commerce de détail	58,6	45,0	55,8	59,6	4,4
Transports et entreposage	8,2	9,4	11,5	14,5	1,1
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,8	1,0	1,4	1,4	0,1
Transports par eau	-1,3	0,3	1,2	2,6	0,2
Transports aériens	1,4	0,5	1,2	1,6	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	7,3	7,6	7,7	8,4	0,6
Hébergement et restauration	12,3	19,6	14,7	14,7	1,1
Information et communication	71,5	70,3	78,9	89,3	6,5
dont : Cinéma, vidéo et télévision	16,5	13,5	12,6	13,9	1,0
Télécommunications	29,5	28,5	28,3	30,5	2,2
Activités financières et d'assurance	306,2	294,8	276,8	296,6	21,7
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	182,8	167,0	169,1	179,1	13,1
Activités des sociétés holding	32,9	27,4	10,6	17,7	1,3
Assurance	69,0	68,4	72,3	74,4	5,5
Activités immobilières ^{c)}	70,4	62,7	82,8	96,6	7,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	45,9	47,1	47,8	50,3	3,7
dont : Activités juridiques et comptables	0,9	1,0	1,0	1,0	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	16,1	9,3	8,5	11,7	0,9
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	14,9	18,5	18,0	18,2	1,3
Recherche-développement scientifique	0,5	2,2	3,1	2,8	0,2
Publicité et études de marché	16,0	18,2	19,2	18,8	1,4
Activités de services administratifs et de soutien	5,6	33,0	35,4	20,3	1,5
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	2,6	3,3	3,5	3,4	0,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Autres activités de services	0,5	0,4	0,4	0,9	0,1
Montants non ventiles ^{d)}	28,2	25,9	26,2	27,0	2,0
Total	1 218,9	1 201,0	1 309,3	1 364,4	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2018 et des flux d'investissements directs de l'année 2019.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. À partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

5.7 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2016	2017	2018	2019 ^{b)}	2019 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,6	0,7	0,7	0,9	0,1
Industries extractives	4,6	3,3	3,9	3,5	0,5
dont : Extraction de pétrole et de gaz	1,1	1,2	1,1	1,2	0,2
Industries manufacturières	170,3	208,6	221,2	234,3	30,3
dont : Industries agricoles et alimentaires	25,2	29,2	31,1	28,9	3,7
Industrie du textile et habillement	3,0	4,0	3,6	5,7	0,7
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,0	7,6	8,4	8,6	1,1
Cokéfaction et raffinage	0,7	1,2	1,3	1,5	0,2
Industrie chimique	32,9	38,9	43,1	53,9	7,0
Industrie pharmaceutique	31,8	41,9	38,7	36,6	4,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	6,2	11,0	11,4	16,2	2,1
Industries métallurgiques	7,1	10,3	10,9	10,9	1,4
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	25,1	17,3	13,5	12,6	1,6
Fabrication de machines et équipements	2,8	8,6	9,5	9,0	1,2
Industrie automobile	10,0	10,6	9,4	9,5	1,2
Fabrication d'autres matériels de transport	4,0	9,7	6,6	2,0	0,3
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	4,2	4,4	5,9	6,4	0,8
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,7	0,6	0,7	0,7	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	21,7	18,9	15,5	14,2	1,8
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	44,5	66,8	72,1	73,8	9,5
dont : Commerce de gros	23,2	41,1	47,9	50,7	6,6
Commerce de détail	19,3	23,5	20,9	20,6	2,7
Transports et entreposage	9,5	15,3	15,4	15,6	2,0
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,0	4,7	4,4	4,3	0,6
Transports par eau	2,0	2,7	2,9	3,2	0,4
Transports aériens	0,0	0,0	0,3	1,0	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	6,0	7,4	7,3	6,8	0,9
Hébergement et restauration	7,2	10,4	10,5	13,2	1,7
Information et communication	17,3	26,4	28,1	31,2	4,0
dont : Cinéma, vidéo et télévision	2,9	3,1	2,5	2,9	0,4
Télécommunications	- 0,3	1,5	3,5	5,7	0,7
Activités financières et d'assurance	163,8	105,7	124,2	136,9	17,7
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	43,8	38,3	43,7	46,7	6,0
Activités des sociétés <i>holding</i>	70,8	10,1	15,8	16,4	2,1
Assurance	24,8	27,4	27,1	27,2	3,5
Activités immobilières ^{c)}	136,3	149,3	155,8	167,8	21,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	37,8	30,4	29,0	33,5	4,3
dont : Activités juridiques et comptables	0,2	0,6	0,8	1,2	0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	25,0	13,5	13,1	15,4	2,0
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	6,8	10,3	8,8	9,9	1,3
Recherche-développement scientifique	3,4	3,3	3,5	4,1	0,5
Publicité et études de marché	1,8	2,2	2,1	2,2	0,3
Activités de services administratifs et de soutien	8,8	9,8	8,5	16,8	2,2
Enseignement	1,3	1,8	1,8	1,8	0,2
Santé humaine et action sociale	3,5	5,2	4,8	5,3	0,7
Arts, spectacles et activités récréatives	0,9	1,9	3,1	3,4	0,4
Autres activités de services	0,0	0,3	0,5	1,0	0,1
Montants non ventiles ^{d)}	26,2	23,4	14,8	12,6	1,6
Total	659,2	683,2	716,7	773,3	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2018 et des flux d'investissements directs de l'année 2019.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements français des entreprises non-résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés en France, détenus par des non-résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. A partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

5.8 Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2019
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
AIR LIQUIDE	Industrie chimique
AUCHAN	Grande distribution
AXA	Assurance
BPCE	Services financiers
BNP PARIBAS	Services financiers
CARREFOUR	Grande distribution
CRÉDIT AGRICOLE	Services financiers
DANONE	Industries agricoles et alimentaires
EDF	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ENGIE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ESSILORLUXOTTICA	Fabrication de lunettes et montures
LVMH	Industrie du textile et habillement
MICHELIN	Fabrication de pneumatiques
ORANGE	Télécommunications
PERNOD RICARD	Industries agricoles et alimentaires
PUBLICIS	Communication et publicité
RENAULT	Industrie automobile
SAINT-GOBAIN	Industrie de la construction
SANOFI	Industrie pharmaceutique
SCHNEIDER ELECTRIC	Autres industries manufacturières
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Services financiers
TOTAL	Extraction de pétrole et de gaz
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	Immobilier commercial
VEOLIA ENVIRONNEMENT	Environnement et services aux collectivités
VIVENDI	Information et communication

5.9 Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2019
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
ALLERGAN	États-Unis	Industrie pharmaceutique
ALLIANZ	Allemagne	Assurance
AVIVA	Royaume-Uni	Assurance
DANAHER	États-Unis	Industrie et technologies médicales
DEL VECCHIO LEONARDO	Italie	Activité de holding
GENERAL ELECTRIC	États-Unis	Autres industries manufacturières
GENERALI	Italie	Assurance
HEIDELBERGCEMENT	Allemagne	Fabrication de ciment
HSBC	Royaume-Uni	Services financiers
IMMOBILIARIA COLONIAL	Espagne	Immobilier commercial
KINGFISHER	Royaume-Uni	Commerce de détail
LAFARGE HOLCIM	Suisse	Fabrication de ciment
MARS	États-Unis	Industrie agroalimentaire
MERCK	Allemagne	Industrie pharmaceutique
MONDELEZ INTERNATIONAL	États-Unis	Industrie agroalimentaire
NESTLÉ	Suisse	Industrie agroalimentaire
NISSAN MOTOR	Japon	Industrie automobile
NOKIA	Finlande	Télécommunications
NOVARTIS	Suisse	Industrie pharmaceutique
S.A.P.	Allemagne	Édition de logiciels
SARTORIUS	Allemagne	Industrie et technologies médicales
SIMON PROPERTY GROUP	États-Unis	Immobilier commercial
SOLVAY	Belgique	Industrie chimique
UNILEVER	Pays-Bas/Royaume-Uni	Industrie agroalimentaire
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION	États-Unis	Autres industries manufacturières

5.10 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises) (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	1 915,8	494,6	2 410,4	1 854,8	479,9	2 334,7	1 972,7	573,4	2 546,0
Actions et titres d'OPC	508,3	287,4	795,7	449,8	240,2	689,9	517,9	289,3	807,2
Actions	257,0	231,7	488,7	207,5	188,1	395,5	244,7	225,6	470,3
Titres d'OPC	251,4	55,6	307,0	242,3	52,1	294,4	273,2	63,7	336,9
Titres de créance à long terme	1 262,3	156,9	1 419,2	1 260,8	174,8	1 435,6	1 324,5	221,3	1 545,8
Titres de créance à court terme	145,1	50,3	195,5	144,2	65,0	209,2	130,2	62,7	193,0
Bons du trésor à moins d'un an	15,9	40,7	56,6	20,4	53,5	74,0	18,6	51,0	69,6
Autres titres de créance à court terme	129,2	9,6	138,8	123,8	11,4	135,2	111,7	11,7	123,4
Non-résidents sur titres français	2 747,3	427,0	3 174,3	2 646,8	445,0	3 091,8	2 985,4	503,3	3 488,7
Actions et titres d'OPC	904,7	9,5	914,1	797,9	8,2	806,1	946,9	9,3	956,2
Actions	695,5	0,0	695,5	610,2	0,0	610,2	755,5	0,0	755,5
Titres d'OPC	209,2	9,5	218,7	187,7	8,2	195,9	191,4	9,3	200,7
Titres de créance à long terme	1 674,8	362,6	2 037,4	1 694,8	379,8	2 074,6	1 900,6	414,2	2 314,7
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	955,7		955,7	956,3		956,3	1 060,0		1 060,0
Bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN)	0,0		0,0	0,0		0,0			
Autres (BMTN ^{a)} , EMTN ^{b)} , etc.)	719,1	362,6	1 081,7	738,5	379,8	1 118,3	840,6	414,2	1 254,8
Titres de créance à court terme	167,8	54,9	222,7	154,0	57,1	211,1	137,9	79,8	217,7
Bons du Trésor à moins d'un an	114,4		114,4	103,3		103,3	93,2		93,2
Autres titres de créance à court terme	53,5	54,9	108,4	50,7	57,1	107,8	44,8	79,8	124,6
Position nette	- 831,5	67,6	- 763,9	- 792,0	34,9	- 757,1	- 1 012,7	70,1	- 942,7

a) Bons à moyen terme négociables.

b) Euro medium term notes.

5.11 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	266,7	1 255,4	1 522,1	267,6	1 201,9	1 469,5	309,2	1 295,2	1 604,4
Actions et titres d'OPC	42,5	491,7	534,2	36,9	438,9	475,8	59,7	498,7	558,4
Titres de créance à long terme	158,8	740,4	899,2	161,6	733,9	895,5	169,5	777,2	946,8
Titres de créance à court terme	65,4	23,3	88,6	69,1	29,1	98,2	79,9	19,3	99,2
Émetteurs hors zone euro	267,4	620,8	888,3	269,8	595,4	865,2	299,5	642,1	941,7
Actions et titres d'OPC	77,1	184,3	261,4	60,2	153,9	214,1	78,4	170,4	248,8
Titres de créance à long terme	132,1	387,9	520,0	155,7	384,5	540,2	178,6	420,4	599,1
Titres de créance à court terme	58,2	48,6	106,8	53,8	57,1	110,9	42,4	51,3	93,8
Tous émetteurs	534,2	1 876,2	2 410,4	537,4	1 797,3	2 334,7	608,7	1 937,3	2 546,0
Actions et titres d'OPC	119,7	676,0	795,7	97,1	592,8	689,9	138,2	669,0	807,2
Titres de créance à long terme	290,9	1 128,3	1 419,2	317,3	1 118,4	1 435,6	348,2	1 197,7	1 545,8
Titres de créance à court terme	123,6	71,9	195,5	122,9	86,2	209,2	122,4	70,6	193,0

5.12 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents par secteur émetteur et par monnaie (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	2 747,3	427,0	3 174,3	2 646,8	445,0	3 091,8	2 985,4	503,3	3 488,7
Administrations publiques	1 157,8	72,6	1 230,4	1 150,7	50,8	1 201,5	1 247,8	55,5	1 303,3
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	955,7		955,7	956,3		956,3	1 060,0		1 060,0
Autres titres de créance à long terme	85,0	42,1	127,1	84,7	34,8	119,5	90,2	29,9	120,1
Bons du Trésor (BTAN et BTF)	114,4		114,4	103,3		103,3	93,2		93,2
Autres titres de créance à court terme	2,8	30,5	33,2	6,4	15,9	22,3	4,5	25,6	30,0
Institutions financières monétaires	505,9	210,4	716,3	494,1	253,7	747,9	553,7	292,3	846,0
Actions et Titres d'OPC	116,8	0,3	117,1	98,7	0,2	98,9	116,4	0,3	116,7
Titres de créance à long terme	346,0	187,3	533,3	359,9	214,5	574,4	404,6	241,5	646,1
Titres de créance à court terme	43,1	22,9	65,9	35,6	39,0	74,6	32,7	50,5	83,2
Autres secteurs	1 083,6	144,0	1 227,6	1 002,0	140,5	1 142,5	1 183,9	155,5	1 339,4
Actions et Titres d'OPC	787,9	9,2	797,1	699,3	7,9	707,2	830,5	9,0	839,6
Titres de créance à long terme	288,1	133,2	421,3	293,9	130,4	424,4	345,8	142,7	488,5
Titres de créance à court terme	7,6	1,6	9,2	8,7	2,2	10,9	7,6	3,7	11,4

5.13 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres (en milliards d'euros)

	2018					2019				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 28)	528,3	1 096,4	148,1	1 772,8	75,9	615,5	1 153,3	133,6	1 902,4	74,7
Union économique et monétaire (à 19)	475,8	895,5	98,2	1 469,5	62,9	558,4	946,8	99,2	1 604,4	63,0
dont : Allemagne	67,5	86,1	9,1	162,7	7,0	78,5	96,2	14,4	189,1	7,4
Autriche	1,9	34,0	0,0	35,9	1,5	2,2	32,9	0,1	35,2	1,4
Belgique	11,8	56,3	12,2	80,3	3,4	13,9	62,1	10,3	86,3	3,4
Espagne	19,9	118,6	16,2	154,8	6,6	21,9	123,4	17,4	162,6	6,4
Finlande	7,5	18,4	0,3	26,3	1,1	7,8	18,4	2,1	28,3	1,1
Grèce	0,2	3,2	0,3	3,7	0,2	0,3	2,4	0,7	3,4	0,1
Irlande	54,3	47,2	6,8	108,3	4,6	70,7	50,6	8,2	129,5	5,1
Italie	27,7	164,4	5,9	198,1	8,5	34,6	167,1	7,5	209,1	8,2
Luxembourg	235,6	156,0	14,1	405,7	17,4	268,8	168,9	17,5	455,1	17,9
Pays-Bas	46,6	171,2	31,7	249,5	10,7	56,8	182,1	18,5	257,4	10,1
Portugal	2,3	14,6	0,8	17,6	0,8	2,7	15,3	0,9	18,9	0,7
Autres pays de l'union européenne	52,5	201,0	49,8	303,3	13,0	57,1	206,5	34,4	298,0	11,7
dont : Pologne	2,8	5,3	0,1	8,1	0,3	3,5	5,8	0,0	9,3	0,4
République tchèque	0,1	2,1	0,0	2,2	0,1	0,0	2,1	0,0	2,2	0,1
Roumanie	0,2	0,9	0,0	1,1	0,0	0,2	1,2	0,0	1,4	0,1
Royaume-Uni	37,2	126,8	44,3	208,3	8,9	40,3	130,0	23,1	193,4	7,6
Suède	4,5	22,3	3,5	30,2	1,3	5,9	23,5	10,1	39,6	1,6
Reste du monde	161,6	339,2	61,1	561,9	24,1	191,7	392,6	59,3	643,7	25,3
dont : Bermudes	1,4	0,4	0,0	1,8	0,1	1,0	0,3	0,0	1,3	0,1
Brésil	4,7	2,3	0,0	7,0	0,3	5,9	1,2	0,0	7,1	0,3
Chine	8,6	1,1	0,0	9,8	0,4	8,7	1,4	0,0	10,1	0,4
Corée du sud	4,6	4,6	0,0	9,2	0,4	5,1	5,1	0,8	11,0	0,4
États-Unis	64,6	175,3	6,9	246,8	10,6	78,0	216,3	7,2	301,5	11,8
Îles Cayman	7,2	4,5	0,0	11,7	0,5	10,1	4,9	0,0	15,0	0,6
Inde	5,8	0,4	0,0	6,2	0,3	7,6	0,3	0,0	7,8	0,3
Japon	15,4	30,4	51,9	97,7	4,2	16,5	37,0	49,2	102,7	4,0
Jersey	3,1	4,8	0,1	8,1	0,3	2,1	5,2	0,0	7,3	0,3
Russie	2,1	0,1	0,0	2,2	0,1	2,7	0,2	0,0	2,9	0,1
Suisse	20,9	3,5	0,0	24,5	1,0	26,4	5,2	0,1	31,7	1,2
Turquie	0,6	1,8	0,0	2,3	0,1	0,6	1,7	0,3	2,6	0,1
Total	689,9	1 435,6	209,2	2 334,7	100,0	807,2	1 545,8	193,0	2 546,0	100,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 442,0	80,1	1 522,1	1 388,3	81,2	1 469,5	1 504,4	100,0	1 604,4
Actions et titres d'OPC	491,3	43,0	534,2	434,9	40,9	475,8	506,9	51,4	558,4
Actions	252,4	2,7	255,1	201,0	3,1	204,1	239,6	4,4	244,0
Titres d'OPC	238,8	40,3	279,1	233,9	37,7	271,6	267,4	47,1	314,4
Titres de créance à long terme	864,9	34,4	899,2	861,2	34,3	895,5	903,8	43,0	946,8
Titres de créance à court terme	85,9	2,8	88,6	92,2	6,1	98,2	93,7	5,5	99,2
Bons du Trésor à moins d'un an	15,9	0,0	15,9	20,4	0,2	20,6	18,4	0,1	18,5
Autres titres de créance à court terme	69,9	2,8	72,7	71,8	5,9	77,7	75,2	5,5	80,7
Émetteurs hors zone euro	473,7	414,5	888,3	466,5	398,7	865,2	468,3	473,4	941,7
Actions et titres d'OPC	17,0	244,4	261,4	14,8	199,3	214,1	10,9	237,9	248,8
Actions	4,5	229,1	233,6	6,4	184,9	191,4	5,1	221,2	226,3
Titres d'OPC	12,5	15,3	27,8	8,4	14,4	22,7	5,9	16,6	22,5
Titres de créance à long terme	397,4	122,6	520,0	399,7	140,5	540,2	420,8	178,3	599,1
Titres de créance à court terme	59,3	47,5	106,8	52,0	58,9	110,9	36,6	57,2	93,8
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	40,7	40,7	0,0	53,3	53,4	0,1	51,0	51,1
Autres titres de créance à court terme	59,3	6,9	66,1	52,0	5,6	57,5	36,4	6,2	42,7

5.15 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	614,7	740,4	- 125,8	961,5	1 172,1	- 210,6	1 026,1	1 251,3	- 225,2
...Vis-à-vis de la zone euro	352,5	337,1	15,4	534,7	471,7	63,0	557,6	567,7	- 10,1
...Vis-à-vis des pays hors zone euro	262,2	403,3	- 141,1	426,8	700,4	- 273,6	468,5	683,6	- 215,1
Devises	615,0	587,9	27,1	661,3	622,0	39,3	732,9	726,9	6,0
...Vis-à-vis de la zone euro	57,3	114,6	- 57,4	63,0	123,2	- 60,2	71,7	146,5	- 74,8
...Vis-à-vis des pays hors zone euro	557,7	473,3	84,5	598,3	498,8	99,5	661,3	580,5	80,8
Total	1 229,7	1 328,3	- 98,6	1 622,8	1 794,1	- 171,3	1 759,1	1 978,2	- 219,2

5.16 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	747,4	775,5	- 28,0	891,4	1 027,4	- 136,0	977,0	1 168,5	- 191,6
Euros	410,8	455,6	- 44,8	532,5	684,7	- 152,2	596,8	780,5	- 183,7
Devises	336,6	319,8	16,8	358,9	342,7	16,2	380,1	388,0	- 7,9
Clientèle financière et non financière	482,2	552,8	- 70,6	731,4	766,7	- 35,3	782,1	809,7	- 27,6
Euros	203,8	284,8	- 80,9	429,0	487,4	- 58,5	429,3	470,8	- 41,5
Devises	278,4	268,1	10,3	302,4	279,3	23,1	352,8	338,9	13,9
Total	1 229,7	1 328,3	- 98,6	1 622,8	1 794,1	- 171,3	1 759,1	1 978,2	- 219,2

5.17 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2017			2018			2019		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 28)	626,2	798,2	- 172,0	967,4	1 213,1	- 245,7	1 040,5	1 327,9	- 287,5
Union économique et monétaire (à 19)	409,7	451,7	- 42,0	597,7	594,8	2,8	629,3	714,2	- 84,9
dont : Allemagne	56,9	98,8	- 42,0	65,9	126,3	- 60,4	98,6	162,5	- 63,9
Belgique	28,8	39,1	- 10,3	41,4	46,5	- 5,1	56,6	61,6	- 5,0
Espagne	64,6	22,7	41,8	77,2	35,9	41,3	78,2	49,0	29,2
Irlande	27,9	24,5	3,4	31,2	24,3	7,0	30,7	33,7	- 2,9
Italie	103,8	40,3	63,6	233,7	75,6	158,1	205,7	111,4	94,3
Luxembourg	68,4	166,5	- 98,1	82,4	209,0	- 126,6	81,9	196,1	- 114,2
Pays-Bas	45,5	46,7	- 1,1	47,5	62,5	- 15,0	58,0	79,3	- 21,4
Autres pays de l'Union européenne	216,5	346,5	- 130,0	369,7	618,2	- 248,5	411,1	613,7	- 202,6
dont : Pologne	5,7	2,2	3,6	6,5	3,3	3,2	6,0	2,7	3,3
République tchèque	2,3	0,6	1,7	2,9	0,8	2,1	4,8	0,6	4,2
Roumanie	1,5	0,2	1,3	1,4	0,5	1,0	1,5	0,4	1,1
Royaume-Uni	199,7	315,7	- 116,0	349,9	581,1	- 231,3	385,0	567,3	- 182,3
Suède	2,0	3,3	- 1,3	1,9	2,9	- 1,0	1,9	3,7	- 1,8
Reste du monde	603,5	530,1	73,4	655,4	581,0	74,4	718,6	650,3	68,3
dont : Brésil	8,9	0,6	8,3	8,9	2,7	6,2	9,8	4,1	5,8
Chine	20,9	6,8	14,1	21,0	5,4	15,6	12,1	10,1	2,0
États-Unis	149,3	195,0	- 45,7	166,1	257,4	- 91,3	186,5	289,6	- 103,1
Inde	2,7	1,5	1,2	2,3	1,9	0,4	2,5	1,8	0,7
Japon	127,4	43,3	84,1	131,5	24,0	107,5	157,4	35,8	121,5
Russie	7,0	7,8	- 0,8	6,0	17,0	- 11,0	5,4	24,0	- 18,6
Suisse	53,5	38,8	14,6	54,2	46,5	7,8	55,1	53,7	1,4
Turquie	8,3	0,3	8,0	8,7	0,3	8,4	8,0	0,4	7,6
Centres extraterritoriaux	128,8	139,1	- 10,3	143,1	133,2	9,9	164,7	125,8	38,9
Total	1 229,7	1 328,3	- 98,6	1 622,8	1 794,1	- 171,3	1 759,1	1 978,2	- 219,2

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.18 Répartition par instruments des prêts-emprunts des IFM résidentes (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Créances	1 229,7	1 622,8	1 759,1	819,9	1 025,1	1 129,8
Dépôts	734,8	878,7	964,1	431,2	525,0	565,8
Prêts	481,6	723,4	769,9	375,9	487,3	543,6
Autres comptes à recevoir/à payer	13,2	20,7	25,1	12,8	12,9	20,4
Engagements	1 328,3	1 794,1	1 978,2	876,6	1 199,3	1 264,0
Dépôts	1 327,0	1 777,5	1 961,1	875,8	1 190,5	1 255,1
Emprunts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir/à payer	1,3	16,6	17,1	0,8	8,7	8,9
Position nette	- 98,6	- 171,3	- 219,2	- 56,6	- 174,1	- 134,3
Dépôts	- 592,2	- 898,8	- 997,0	- 444,6	- 665,6	- 689,3
Prêts-Emprunts	481,6	723,4	769,9	375,9	487,3	543,6
Autres comptes à recevoir/à payer	12,0	4,1	7,9	12,0	4,1	11,5

5.19 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire) (en milliards d'euros)

	Encours de fin d'année			Variation
	2017	2018	2019	2019
Créances	425,2	417,6	484,7	67,0
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	152,7	152,3	147,5	- 4,8
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	105,0	97,9	92,4	- 5,5
Euros	105,0	97,9	92,4	- 5,5
Devises	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	47,6	54,4	55,1	0,7
Euros	2,7	2,3	2,5	0,1
Devises	44,9	52,1	52,6	0,6
Créances sur l'Eurosystème (TARGET2)	30,0	0,0	28,5	28,5
Autres créances	24,1	30,3	49,1	18,9
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	1,8	1,7	0,4	- 1,3
Euros	1,8	1,6	0,4	- 1,3
Devises	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres créances vis-à-vis de non-résidents de la zone euro	12,6	18,9	39,0	20,2
Euros	0,4	0,2	0,1	- 0,1
Devises	12,2	18,7	38,9	20,2
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,5	1,5	1,5	0,0
Billets	87,9	89,5	91,4	1,9
Avoirs de réserve	130,4	145,6	168,2	22,6
Engagements	298,3	289,9	293,9	4,0
Engagements envers le SEBC (TARGET2)	0,0	2,3	0,0	- 2,3
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	12,0	12,3	12,5	0,2
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	159,0	144,0	145,8	1,8
Euros	85,5	62,5	53,1	- 9,4
Devises	73,5	81,5	92,7	11,2
Billets	127,2	131,3	135,6	4,3
Position nette	126,9	127,7	190,8	63,1
dont : position extérieure hors avoirs de réserve	- 3,5	- 17,8	22,6	40,4

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirages spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

5.20 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2017	2018	2019
Créances	102,5	102,0	101,9
Euros	81,5	81,0	80,5
Devises	21,0	21,0	21,4
Participation au capital des organismes internationaux	44,4	44,4	44,8
Créances à long terme	102,1	101,6	101,5
Créances à court terme	0,4	0,4	0,4
Engagements	63,5	66,8	71,7
Euros	63,5	66,8	71,7
Devises	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	50,6	52,3	53,0
Engagements à court terme	12,9	14,5	18,7
Position nette	39,0	35,3	30,2
Euros	18,0	14,3	8,9
Devises	21,0	21,0	21,4

5.21 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2017			2018			2019		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	325,8	36,4	362,2	105,8	48,3	154,1	161,0	44,8	205,8
Secteur financier ^{a)}	231,3	12,9	244,1	11,9	17,8	29,7	23,7	15,8	39,5
Secteur non financier ^{b)}	94,6	23,6	118,1	93,9	30,5	124,4	137,3	29,1	166,3
Engagements	337,2	29,1	366,3	108,3	37,3	145,7	112,7	28,2	141,0
Secteur financier ^{a)}	268,0	13,4	281,3	25,7	20,6	46,3	29,9	15,1	45,0
Secteur non financier ^{b)}	69,2	15,8	85,0	82,7	16,8	99,4	82,8	13,2	95,9
Position nette	- 11,3	7,3	- 4,1	- 2,5	10,9	8,4	48,3	16,6	64,9

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

La reclassification d'un important intermédiaire financier en IFM explique les fortes variations en 2018.